

Mémoire de Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA)

Département de philosophie, « Lieux et transformations de la
philosophie » Université de Paris 8 Vincennes/Saint-Denis

N°d'étudiant : 175035

Année universitaire 2001-2002

Histoires de politique

Léa Longeot

110 boulevard de la Boissière

93100 Montreuil

01.48.57.16.38

lealongeot@no-log.org

SOMMAIRE

Introduction.....	3
Histoires d'actions	5
Une action politique, une action collective au Bois l'Abbé de Champigny.....	5
Une action pédagogique au lycée François Mansart de St Maur	37
Pourquoi la participation ?	50
Contexte dans lequel je me situe.....	51
Faire le point sur les mots.....	51
Constitution d'une famille de pensée	69
Généalogie d'une pensée politique.....	69
Qu'est-ce que la politique ?	79
Révolte.....	79
Convictions	80
Responsabilité	81
Rencontres.....	82
Relations	82
Collectif	84
Organisation.....	84
Transmission-crédation.....	85
Poésie.....	87
Autonomie nomade.....	87
Conclusion.....	89
Bibliographie.....	90

Introduction

Des histoires, des positions, des mots posés sur des actions. C'est le commencement d'un travail qui se situe au croisement de deux mondes, celui de l'architecture en tant qu'art politique et celui de la philosophie en tant qu'activité de la pensée, de la pensée politique.

D'abord l'architecture et le métier d'architecte. Nous interrogeons les pratiques d'un métier dans ses rapports au politique. Comment être cohérent entre une vie et en particulier une vie professionnelle faite de relations, et une pensée politique ?

L'architecture est un art politique qui a la particularité de concerner toutes personnes car toutes personnes habitent, et d'être à la rencontre des savoirs et des pratiques d'une société : les arts, les sciences, les techniques et les sciences humaines.

Alors comment l'architecture est-elle produite ? Comment est-elle pensée ? Comment est-elle pratiquée ? Et en particulier par son corps professionnel dominant, c'est-à-dire les architectes. Dominant car les architectes ont fait le choix dans l'histoire, du camp du pouvoir. Comment avec cette lourde histoire repenser le métier ?

L'architecture, avec cette position transversale des savoirs et des pratiques associant la vie sociale, la vie pratique et la pensée politique, invite à se questionner sur la place de tous dans l'espace politique. Et en cela, elle permet une réflexion singulière sur l'éducation, c'est-à-dire sur les modes de transmission et de création.

Poser la question des pratiques d'un métier dans son rapport au politique, c'est poser la question de la "participation des habitants" aux décisions politiques concernant leurs lieux de vie et de travail. Car la "participation" est une notion qui se situe dans une remise en cause du pouvoir et du rapport au savoir de ceux qui ont effectivement le pouvoir (élus, architectes...). Elle introduit un rapport de forces dans la création, et instaure des rapports de transmission.

Parler de pratiques, parler d'actions. Le langage, les mots ont une influence sur les actions, aucune parole n'est innocente. Les mots agissent sur l'action et traduisent une pensée politique. C'est pour cela que nous nous sommes intéressés aux mots employés à propos de la participation, aux mots de personnes appartenant au champ de l'architecture et de l'aménagement, et au champ de la politique.

Les mots d'architectes ayant pratiqué la participation dans l'exercice de leur métier, nous ont particulièrement intéressés. Nous avons tenté de comprendre ce que leurs paroles sous-entendaient comme pensée politique. Essayer de comprendre, par l'entrée de la participation, ce qui différencie les pensées politiques et plus précisément les pensées politiques situées dans cette grande famille qu'est le socialisme.

La pensée politique libertaire nous semble être celle qui est la plus proche de nos préoccupations car, chez elle, pensée et action, ou pensée et pratiques ou encore pensée et mode de vie sont indissociables. Nous verrons que des philosophes et sociologues ne se revendiquant pas libertaires, alimentent pourtant, croyons-nous, cette réflexion

que nous situons dans la pensée libertaire.

Nous engageons un travail de recherche sur cette famille de pensée non établie car, au sein de cette famille, chacun se fabrique une filiation personnelle.

Alors, nous nous sommes mis à l'épreuve de raconter une action politique qui était censée préfigurer des pratiques du métier d'architecte telles que nous les imaginons dans ses rapports au politique.

A partir de ce récit, nous avons pris le risque de débiter une réflexion sur ce que peut être la politique, comment la définir (chapitre III). Pour cela nous avons entamé un dialogue avec des pensées. Des pensées de philosophes et de sociologues, et des pensées libertaires ayant toutes en commun d'avoir élaboré une pensée politique.

Histoires d'actions

*“Le monde des relations qui naît de l'action,
de l'activité proprement politique des hommes,
est certes beaucoup plus difficile à détruire que le
monde produit par des choses, où le fabricant et
le créateur demeurent seuls maîtres.”*

Hannah Arendt, “Qu'est-ce que la politique ?”

Une action politique, une action collective au Bois l'Abbé de Champigny

Dans le courant de l'année 2001, j'étais en cinquième année d'études en architecture, année qui comporte trois types d'enseignements : un séminaire d'approfondissement, un enseignement approfondi du projet et un enseignement d'économie, de droit et de gestion. Les deux premiers comprennent deux optionnels.

Pour l'enseignement de projet, j'avais choisi, parmi seize propositions, celui qui était intitulé «Pratiques de l'habitat et requalification des quartiers» car il notait «l'urgence qu'il y a à réhabiliter les quartiers de logements sociaux» et aussi et surtout parce qu'il comptait parmi ses objectifs pédagogiques «de prendre en compte et d'associer les habitants à l'élaboration de ce projet». Or, j'ai pu constater, par la suite, que cet objectif n'était soutenu par aucun moyen pédagogique comme l'organisation de rencontres avec les habitants par exemple.

Les enseignants architectes de cet enseignement avaient choisi comme lieu d'étude, les quartiers de logements sociaux de Champigny sur Marne : le Bois l'Abbé, les Mordacs et les Boullereaux.

Ils ont donc organisé une visite de la ville de Champigny. La ville avait mis à notre disposition deux personnes pour nous commenter le parcours, Catherine Baour, architecte du service d'urbanisme de la ville et Gwenaëlle Christian, urbaniste, directrice de l'urbanisme opérationnel à la Direction de la politique de la ville.

Cette visite, en bus, avec trois haltes dans les trois quartiers sur lesquels nous allions travailler et faisant parti des sites prioritaires du Grand Projet de Ville (GPV), s'est terminé par une rencontre avec le maire-adjoint chargé de l'urbanisme, Georges Charles et la directrice de l'aménagement, Sylvie Clapier. Autant dire que la ville se donnait les moyens d'accueillir des étudiants en architecture qui allaient travailler sur leur commune.

L'écu et les techniciennes de la ville nous ont permis d'appréhender la situation politique et urbaine de la ville.

Municipalité traditionnellement communiste (Georges Marchais en a été maire, et le maire communiste actuel, Jean-Louis Barger, est élu depuis trente ans, depuis 1972), Champigny est une ville qui semble être «gouvernée» par des personnes ayant plein de bonnes intentions. Georges Charles, l'écu que nous avons rencontré, a commencé, tout d'abord, par nous dire que les recettes fiscales de la ville étaient très modestes. Il a poursuivi son propos en nous annonçant qu'il y avait une paupérisation de la population et un regroupement des situations précaires. «Il faut dézoner la ville», nous a-t-il dit en ajoutant «On lutte contre les phénomènes de ségrégation» en particulier en tentant

d'appliquer le principe d'égalité au service public pour tous avec par exemple les négociations sur la tarification des transports (la ville se situe à la fois dans la zone trois et quatre du réseau RATP, cette dernière concernant surtout les quartiers de logements sociaux, situés en périphérie de la ville).

Il nous a expliqué que le budget communal ne suffisait pas pour atteindre leurs objectifs, d'où l'élaboration d'un Grand Projet de Ville (GPV). Historiquement, la ville a toujours bénéficié des aides de l'Etat (Développement Social des Quartiers, Grand Projet Urbain, Contrat de Ville...). Champigny compte 41,5% de logements sociaux, alors qu'elle est entourée de villes (traditionnellement de droite) qui n'ont que de 0 à 5% de logements sociaux !

Il pense que la participation active des habitants est inévitable dans ces quartiers de logements sociaux. Ces quartiers sont jeunes, nous a-t-il dit, ils ont une population plus jeune qu'ailleurs (en 1990, 39% de la population du Bois l'Abbé avait moins de 20 ans) et une population d'origine étrangère. Il faut tirer le positif de cela et comprendre le niveau de créativité que cela suppose, a-t-il ajouté.

Puis, il nous a parlé de la tour de trente étages du quartier du Bois l'Abbé en nous exposant la question de la démolition. Où reloger les habitants ? Qui finance l'accompagnement des habitants ? La démolition de la tour coûterait environ trente millions de francs.

Georges Charles pense que la démolition pourrait aider ce quartier, car elle opèrerait à une "déconcentration". Et dans cette perspective, il y aurait une «répartition sur le bassin géographique de Champigny et sur les villes environnantes».

A la question posée de la participation des habitants aux projets de transformation de leur quartier, il nous a parlé des douze conseils de quartier récemment créés et de l'organisation de l'accueil des nouveaux habitants. Il a terminé en nous disant que c'étaient les coordinateurs de quartier qui faisaient «le travail de parole des habitants d'une manière très diversifiée suivant la personnalité de chaque coordinateur».

L'urbaniste, Gwenaëlle Christian et l'architecte, Catherine Baour, nous ont parlé de l'évolution urbaine de la ville. Lors de la visite, elles nous ont informé des transformations qui avaient eu lieu et celles qui étaient en projet.

A propos du Bois l'Abbé, elles nous ont informé de la situation intercommunale de ce quartier. En effet, il existe un Bois l'Abbé-Champigny et un Bois l'Abbé-Chennevières. Il y a d'ailleurs, nous ont-elles dit, un projet de réaménagement de la route du Plessis Trévisé (route départementale) qui sépare les deux Bois l'Abbé. Elles nous ont également parlé de la situation de la tour dans le parc de logements. Les loyers les plus chers du quartier concernent les appartements de la tour (ce sont des logements dits intermédiaires).

Le Bois l'Abbé est un quartier sur dalle, il y a deux niveaux de sous-sol. Un projet de grande place a fait l'objet d'un concours organisé par la mairie de Champigny. Les travaux doivent bientôt commencer. L'idée soumise au concours était de retrouver la terre ferme en cassant les deux niveaux (la tour de trente étages donne sur cette place, appelée actuellement la place Rodin).

L'OPAC de Paris, qui est propriétaire de la majeure partie du terrain et des constructions du Bois l'Abbé, a réalisé un projet de linéaire commercial.

Elles ont terminé leur propos en nous informant de l'insuffisance d'emplois qui persiste à Champigny. Aujourd'hui, il faut compter 10 000 emplois privés et 19 000 emplois publics (de la ville).

A la suite de cette visite, les enseignants nous ont remis le document produit par la ville de Champigny intitulé «Le

cadre global dans lequel s'inscrit le Grand Projet pour la Ville». Ils nous ont donc remis un document politique, qui a d'ailleurs été très mal accueilli par les étudiants, ceux-ci trouvant que ce n'était qu'un discours politique au sens péjoratif du terme et ne voyaient pas en quoi ce document pouvait les aider à faire un projet d'architecture et un projet urbain.

Pour la première fois, dans mon parcours d'études, au sein d'un cours de projet, des enseignants architectes nous fournissaient un document de ce type. C'est un document qui ne provenait pas du service d'urbanisme de la ville mais de la direction de la politique de la ville. C'est un projet politique de la ville où la place des quartiers de logements sociaux sur lesquels nous allions travailler était centrale.

Je me suis donc empressée d'étudier ce document, d'en faire la synthèse. J'y décelais beaucoup de questions sociales que l'on pouvait associer à des questions spatiales. C'était une découverte sur la manière dont une ville formule des projets. J'ai appris par la suite que ce document avait été rédigé par Gwenaëlle Christian, jeune urbaniste à la direction de la politique de la ville, récemment embauchée.

Au moment de la visite, nous ne savions pas, nous les étudiants du cours, sur lequel des trois quartiers nous allions travailler en équipe. Une chose était sûre, personne ne voulait travailler sur le quartier du Bois l'Abbé. En effet, l'image perçue au premier contact de ce quartier était une image particulièrement négative, du fait de la violence de cette tour de trente étages, mais aussi du fait de l'état de la place Rodin, une place entièrement bétonnée sans aucun aménagement et pourtant la place centrale du quartier accueillant la plupart des services de la ville (mairie annexe, Centre d'Information et d'Orientation-CIO, commissariat, PMI...). Nous avions d'autant plus une image négative que nous étions restés sur cette place, dans les courants d'air, alors que nous étions en hiver, le 18 décembre 2000, il faisait un temps gris, nous ne nous étions pas promenés dans le quartier.

L'équipe d'étudiants que nous avons constituée, Rothnida Duong, Jean-Philippe Bourrel et moi-même, s'est vue attribuée le quartier du Bois l'Abbé, les autres équipes s'étant empressées de choisir les deux autres quartiers, les Mordacs et les Boullereaux.

A partir de là, nous avons commencé à travailler.

Avant d'étudier le quartier du Bois l'Abbé (et comment l'étudier ?), je pensais qu'il fallait d'abord approcher la ville dans son ensemble pour pouvoir situer le quartier dans son contexte territorial plus général. Nous avons arpenté la ville de Champigny et ses alentours. Puis, j'ai fait des recherches au centre de documentation historique de la ville et nous sommes allés chercher les documents récents produits par le service d'urbanisme portant sur des analyses urbaines et sur les grandes orientations urbaines du moment. Toutes ces recherches ont abouti à un document qui rassemblait les informations glanées et sélectionnées.

Nous étions prêts à aborder le Bois l'Abbé. Tout d'abord, j'insistai pour que nous rencontrions Hugo Guerra, le coordinateur social du Bois l'Abbé, pour qu'il nous parle de la situation du quartier, des habitants et surtout qu'il nous donne des contacts d'associations du quartier. A ce moment, je n'avais pas encore une idée claire de la démarche de projet que je voulais développer. En tous les cas j'avais décidé de ne pas travailler en face à face avec les étudiants en architecture. J'avais acquis l'idée que l'on ne fait pas de l'architecture et de l'aménagement sans les habitants. Je faisais d'ailleurs, en parallèle, dans le cadre d'un optionnel et du séminaire, un début de recherche en vue du mémoire de III^e cycle, sur la participation des habitants aux décisions politiques locales. Je me demandais s'il était

possible, dans le cadre d'un projet d'école, de mener une démarche participative de projet d'architecture et d'aménagement. C'était une question qui restait en suspens. Je ne savais pas exactement comment commencer, quelle méthode utiliser.

Or, une rencontre m'a complètement fait changer d'attitude, elle m'a donné la certitude qu'il était possible, et même impensable autrement, que je fasse ce projet d'école avec une équipe d'habitants volontaires. Elle m'a donné la force et le courage de me lancer dans une aventure faite de responsabilités.

Cette rencontre s'est passée en dehors du contexte de Champigny. Elle est le fruit du hasard. Un hasard qui a changé le cours des choses. J'ai rencontré un habitant du Bois l'Abbé-Chennevières, Nordine, dans un café concert de Paris. Il m'a raconté qu'il était en train de rechercher des soutiens pour créer un lieu associatif dans une ferme abandonnée, située à proximité du quartier du Bois l'Abbé, pour les jeunes du quartier, un lieu convivial d'activités culturelles, artistiques, sportives, agricoles... lui-même ayant déjà travaillé en tant qu'animateur dans une structure publique. Je lui ai dit ce que je faisais au Bois l'Abbé, que j'étais à la recherche de contacts de personnes actives dans le quartier et je lui ai demandé s'il était prêt à me faire rencontrer des personnes qu'il connaissait, susceptibles d'être intéressées par la démarche que je proposais.

La démarche que je lui exposais, je pouvais enfin la formuler.

Je voulais monter une équipe d'habitants volontaires, un collectif, pour faire un projet d'architecture et d'aménagement, définir un projet commun, ensemble, dans leur quartier, non pas en vue de la réalisation matérielle du projet mais en vue de se former mutuellement à des pratiques politiques futures espérées dans une démocratie plus démocratique, une démocratie directe. Il s'agissait de faire émerger des idées et des projets pour le quartier, de se former à la compréhension et l'interprétation d'un projet politique de quartier, à étudier un quartier en suivant les besoins quotidiens et les besoins de demain, à faire des propositions collectives, à formuler un projet commun... Pour les étudiants, il s'agissait de se former à une pratique professionnelle, une démarche d'architecte qui travaille avec les habitants. Cela supposait un engagement sur la durée (le projet s'adaptait à la durée universitaire, c'est-à-dire qu'il se terminait fin juin) car l'idée était bien de faire un projet en suivant toutes les étapes du processus de conception d'espaces.

Je rentre dans ces détails chronologiques car je pense que si je n'avais pas rencontré Nordine je ne me serai pas engagée de la même manière dans la démarche que j'ai initiée.

C'était un engagement vis-à-vis des personnes que je rencontrais, vis-à-vis des objectifs que je m'étais donnés. Nordine et la relation amicale qui s'étaient instaurées entre nous, me donnait la force de dire et de croire qu'il était possible de constituer une équipe d'habitants volontaires pour faire un projet commun de transformation du quartier, et Nordine était supposé être le premier volontaire. Il me soutenait tout en me prévenant qu'il ne pourrait certainement pas être très assidu aux réunions que je me proposais d'animer. Finalement, il n'a participé à aucune des réunions que j'ai organisées mais il en a été le premier soutien.

Le premier conseil qu'il m'a donné était de rédiger un texte qui explique ma proposition, un texte que je pouvais laisser à chaque personne que je rencontrais pour qu'elle puisse faire passer l'information, Nordine faisant partie de ces personnes. Puis il m'a proposé de rencontrer Périne Lair, une éducatrice qui venait de monter un Déjeun'bar au Bois l'Abbé- Chennevières. Puis il m'a présenté son ami, Hamid, avec lequel il avait ce projet d'un lieu associatif pour

les jeunes et enfin, il m'a parlé d'Hugo Guerra comme quelqu'un qui connaissait bien les associations du quartier. J'ai donc commencé à prendre les rendez-vous. Je m'étais donnée plusieurs objectifs pour ces rencontres. Le premier objectif était de connaître la personne à travers son parcours qui l'avait amenée à agir dans le quartier du Bois l'Abbé, parcours professionnel ou parcours associatif. Puis, le deuxième objectif était de connaître la nature et les objectifs des actions que la personne menait dans le quartier. Et enfin, l'entretien se terminait, en tous les cas au début de mes rencontres, par la question de savoir si la personne, elle-même, était prête à participer ou si elle pensait à des personnes susceptibles de vouloir participer à l'expérience que je proposais.

Au début de ma démarche, je pensais que les responsables associatifs ne participeraient pas au projet mais qu'ils allaient m'aider à trouver des habitants volontaires. Très vite, je me suis rendue compte que les premières personnes prêtes à participer étaient bien des personnes déjà actives dans le quartier, d'autant plus qu'un habitant non actif pour son quartier avait plus de difficultés à s'engager dans ce que je proposais du fait du caractère totalement gratuit de l'expérience, de la non réalisation concrète.

Mes rencontres ont débuté le 9 mars jusqu'à la première réunion que j'ai proposée le 4 mai. Elles se sont poursuivies pendant le cours de notre travail jusqu'au 1 juin. Elles ont donné lieu à des comptes rendus d'entretiens, au nombre de treize, dont un ne figure pas dans le dossier qui a été remis à chaque participant car la personne concernée n'a pas voulu y apparaître (c'est Gwenaëlle Christian, l'urbaniste directrice de l'urbanisme opérationnel).

Au départ je pensais que ces entretiens me seraient utiles ainsi qu'aux étudiants qui travaillaient avec moi pour mieux connaître le quartier mais très rapidement, ces entretiens ont pris une autre ampleur. En effet, ils allaient faire partie des documents de travail de l'ensemble de l'équipe que nous avons constituée. Ils permettaient de se connaître autrement les uns et les autres dans ce travail collectif. Et puis, ces entretiens formaient un portrait du quartier, un portrait des forces en présence, incomplet évidemment.

Périne Lair fut la première personne avec qui je m'entretenais, la première personne dont m'avait parlé Nordine. Elle avait monté un projet de Déjeun'bar au sein de l'équipe de l'Association Champigny Prévention (ACP) qui a ouvert ses portes en juin 1999. Educatrice de formation, Périne Lair travaillait auparavant sur le quartier des Mordacs. Aujourd'hui, elle travaille sur le Bois l'Abbé Champigny et Chennevières. L'Association Champigny Prévention (A.C.P.) a des éducateurs dans les quartiers des Mordacs, des Boullereaux et du Bois l'Abbé.

Périne Lair avait mené une expérience sur les Mordacs de petits déjeuners constatant un manque chez les jeunes («ils ne mangent pas le matin, et ils ont donc des malaises en fin de matinée»).

Une fois par mois est organisé un repas (15 francs) avec un thème et une fois par trimestre, le thème de la décoration du déjeun'bar change. Celui qui veut participer à la préparation du repas ou à la décoration a droit à deux invités : un adulte et un jeune. Une activité de jardin a aussi vu le jour, ce qui permet l'échange entre les générations.

Je demandais à Périne Lair si elle pouvait transmettre mon projet au sein du Déjeun'bar pour que des jeunes puissent participer à l'expérience. J'ai également rencontré et présenté ma proposition à la personne qui était en emploi jeune au Déjeun'bar, habitante du Bois l'Abbé. Finalement, aucune personne fréquentant le Déjeun'bar n'a participé aux réunions que j'organisais.

La deuxième personne que je rencontrais fut Hugo Guerra, le coordinateur social du quartier, qui a suivi une formation en psychologie sociale et sciences économiques dans son pays d'origine, l'Argentine. Il a d'abord été

interprète à Champigny pour l'accueil des Nicaraguayais, puis fut directeur de l'Office Municipal des Migrants dans le cadre du contrat d'agglomération en 1982-84. Il y faisait du conseil juridique, de l'alphabétisation, de "l'interculturel". Ensuite, il est devenu employé municipal à la Direction des Initiatives Publiques, et enfin il a obtenu le poste de coordinateur social au sein de l'équipe opérationnelle du Développement Social de Quartier (DSQ).

Il fut le témoin des politiques successives de la ville (Contrat d'agglomération, Contrat de ville, Grand Projet de Ville). Il m'a ainsi permis de comprendre l'évolution de la politique de la ville.

Il nous a ensuite raconté les différentes transformations spatiales qu'avaient connu le quartier du Bois l'Abbé (la création d'un espace de jeu avec les enfants associés à la réhabilitation du bâti par un architecte du bailleur propriétaire, les 3F, la création du mail Rodin - jardin-, le projet de jardin urbain avec des constructions qui accueilleraient entre autre une Maison pour Tous).

Puis, il nous a expliqué son métier de coordinateur social qui consiste à «être à l'écoute des habitants, à faciliter la communication entre les quartiers et la ville (mairie), à être proche de la vie quotidienne des habitants, à répondre rapidement aux problèmes, à aider au développement de la vie associative». A chaque projet de la ville sur le quartier, c'est lui qui organise la communication aux habitants, on pourrait dire qu'il réunit à lui seul la participation des habitants aux projets de la ville. Nous devrions dire concertation car les projets sont proposés aux habitants et non élaborés avec eux et puis en dernière instance, c'est la ville qui décide et non les habitants.

Lorsque nous avons rencontré Hugo Guerra, il était entrain de rédiger un mémoire de DESS sur la participation des habitants.

Nous avons fini l'entretien sur la proposition que je faisais. Hugo Guerra nous a donné quelques contacts en nous prévenant qu'il serait très difficile de réaliser notre projet d'équipe d'habitants tout comme d'ailleurs l'avait exprimé Périne Lair. Il nous a parlé de Salif qui avait un projet de cyber-café pour les jeunes du Bois l'Abbé, de l'association des Femmes Relais Médiatrices Interculturelles de Champigny (FRMIC), et de la directrice de la bibliothèque qui l'a fondé en 1977, qui a donc été témoin de l'histoire du quartier.

A notre interrogation sur les possibilités matérielles de se réunir toutes les semaines dans le quartier, Hugo Guerra nous a proposé un local pour nos réunions au nom de la mairie de Champigny, et il nous a donné le guide d'accueil du Bois l'Abbé destiné au nouveaux habitants où sont répertoriées les associations, et les différents services du quartier.

A chaque rencontre, je faisais mon possible pour associer les deux autres étudiants.

Nous sommes donc allés rencontrer la bibliothécaire Annick Lagneau, un soir après son travail. Elle a commencé par nous dire que la ville de Champigny avait eu une volonté forte en 1977 de créer un équipement de qualité dans le quartier du Bois l'Abbé. A l'origine, la bibliothèque offrait beaucoup d'activités comme le théâtre par exemple. Annick Lagneau nous a informé que la bibliothèque avait souvent été le lieu d'exposition des projets de la ville sur le quartier et le lieu des échanges sur ces projets avec les habitants et en particulier les enfants. Elle nous a donné l'exemple du mail Rodin où les enfants ont participé à l'élaboration du jardin.

Nous avons alors convenu que la bibliothèque serait un relais d'information en ce qui concerne notre proposition, en

distribuant le texte adressé aux habitants et pourquoi pas, le lieu, si tout se passait bien, de restitution et de communication de l'expérience que nous aurons menée.

Après ces trois rencontres de "travailleurs" du Bois l'Abbé, nous avons commencé à rencontrer les responsables associatifs.

Asma Aznar est secrétaire de l'association des «Femmes Relais Médiatrices Interculturelles de Champigny»(FRMIC). Elle nous a présenté l'association qui s'adresse à deux quartiers, celui des Mordacs et celui du Bois l'Abbé.

C'est une association qui se veut répondre aux besoins des habitants et en particulier aux femmes de toutes origines. Elle a pour objectif de "réunir les ethnies" (pour l'instant il y a des femmes d'Algérie, du Burkina Fasso, des Comores, de l'Ethiopie, de France, de Guadeloupe, de Guinée, de Guyane, de l'Ile Maurice, d'Inde, de La Réunion, du Mali, de Madagascar, de Martinique, du Maroc, de Mauritanie, de Mayotte, du Niger, du Pakistan, du Portugal, du Sénégal, de Turquie). Elle est un relais entre les institutions et les habitants, elle fait de la médiation sociale.

Au moment de notre rencontre, il y avait du monde dans le local de l'association, nous n'avons donc pas fait un entretien individuel. Par contre, nous avons pu présenter notre proposition à plusieurs femmes dont Elsie Hypolite, première et précédente présidente de l'association, qui a exprimé un enthousiasme important pour l'expérience que nous proposons. Elle serait prête à participer et également, à faire passer l'information là où elle milite actuellement, c'est-à-dire au «Bouche à oreille pour la recherche d'emploi», une action à l'initiative de la Mission Ouvrière Chrétienne. Nous avons également croisé Salif Dia, à ce moment, qui avait été informé par Hugo Guerra de notre proposition. Nous avons donc convenu d'un rendez-vous. Et d'ici là, nous avons proposé aux Femmes Relais de leur faxer le texte de présentation de notre proposition accompagné d'un programme de l'action.

Voici le texte adressé aux habitants suivi d'une proposition de programme de l'action. Ce programme - planning des réunions était la préfiguration d'une méthode de travail collectif pour aboutir à un ou des projets communs de transformation spatiale dans le quartier. Il suivait le temps universitaire. Nous reviendrons sur l'élaboration de ce programme.

Aux habitants du Bois l'Abbé

Nous sommes trois étudiants en architecture, Nida, Jean-Philippe et Léa de l'école publique d'architecture de Paris La Villette, à vouloir tenter, expérimenter une méthode de travail qui s'inscrit dans une espérance politique de participation des habitants aux décisions de changement de leurs espaces de vie.

Dans le cadre d'un cours de projet de cinquième année, nous abordons la question de la réhabilitation des quartiers de logements sociaux et nos enseignants ont choisi la ville de Champigny comme lieu des projets des étudiants et en particulier les quartiers des Boullereaux, des Mordacs et du Bois l'Abbé.

La ville de Champigny a un projet sur ces trois quartiers («Grand Projet de Ville» financé par l'Etat, la Région et le Département) et nous souhaitons, nous trois qui travaillons sur le Bois l'Abbé, nous inscrire dans cette réalité politique pour que notre projet d'école serve pour l'avenir du quartier du Bois l'Abbé, et en particulier pour ses habitants.

Pour cela nous lançons un appel aux habitants du Bois l'Abbé (de Champigny et Chennevières) par l'intermédiaire des associations comme les Femmes Relais Médiatrices Interculturelles de Champigny, l'association des travailleurs sénégalais de France, le Déjeun'bar ou par des structures telles que la Bibliothèque du Bois l'Abbé...

L'appel, c'est une proposition de création d'une équipe d'habitants du Bois l'Abbé avec nous trois étudiants en architecture, pour faire ensemble un petit projet d'architecture et d'urbanisme sur le Bois l'Abbé.

Un petit projet car nous avons jusqu'à la fin du mois de juin pour le finaliser.

Pourquoi faire un projet dont on ne voit pas au premier abord une concrétisation possible ?

Comme beaucoup de choses que l'on fait dans la vie, les retombées ne sont pas immédiates et c'est pour cela que nous pensons que même si nous n'avons pas de financement pour faire ce petit projet, nous aurons appris ensemble à trouver des solutions à un problème que nous aurons posé nous même.

Nous nous serons formés et ça, cela servira l'avenir.

Comprendre, interpréter un projet politique de quartier, étudier un quartier en suivant les besoins quotidiens et les besoins de demain, faire des propositions de transformation de l'espace, c'est cela que nous voulons tenter avec vous avec notre petit savoir faire d'étudiants en architecture et en urbanisme.

En commençant notre travail en équipe le vendredi 4 mai à 18h, salle Alpha square J.Goujon, nous avons deux mois pour aboutir à un document écrit et graphique de notre proposition.

Pour cela, nous vous proposons que nous nous voyons une fois par semaine les trois premières réunions puis tous les quinze jours jusqu'à la fin juin, ce qui fait un total de sept réunions de deux à deux heures et demi chacune.

Une proposition de planning avec les différentes étapes du travail en équipe vous sera présenté dès la première réunion.

Si vous êtes intéressé, vous pouvez nous joindre chez Léa Longeot au : 01-43-62-78-54

Paris, mardi 24 mars 2001

Je rencontrai Salif (ou Saliou) Dia le 6 avril au local de l'association de l'Union des Travailleurs Sénégalais en France qui est l'appartement de la famille Sy, Djiby Sy étant le président de l'association.

Salif fait partie de la deuxième génération de migrants. Il est en France depuis peu de temps. Il m'a expliqué la position de l'association.

Les membres de l'association agissent en tant que sénégalais et en tant que migrants en sachant que la plupart des migrants de l'association viennent des villages. L'association s'occupe des problèmes de santé, des problèmes de la vie quotidienne (habitat, racisme, accès au travail...), de l'analphabétisme, elle cherche à trouver des solutions.

L'association est en relation avec tous les acteurs du quartier : les associations locales, le D.S.Q.(Développement Social de Quartier), toutes les structures municipales, les collectifs, la ville de Villiers sur Marne (par rapport aux conflits de bandes de jeunes).

Elle est le produit d'une scission (1962) au sein de l'Union Générale des Travailleurs Sénégalais dont Djiby était fondateur. Il y avait un phénomène de personnalisation du pouvoir dans les organisations sénégalaises. L'association a permis la création de la collégialité.

Ensuite Salif m'a expliqué l'organisation de l'association (voir annexe «Rencontres»).

L'association souhaite mener des actions qui se prolongent dans la durée, c'est un besoin, m'a-t-il dit. C'est pour cela qu'elle vient d'obtenir un poste d'adulte-relais financé par le ministère de la ville et la municipalité. C'est Salif qui occupera ce poste, il sera opérationnel mi-mai 2001 (les Femmes Relais Médiatrices ont obtenu trois ou quatre postes, il y en a 3000 en France).

Ce poste, de personne salariée permanente, va permettre de concrétiser les projets. Ce sera, pour Salif, un vrai travail permanent en contact avec la population, en coopération avec les autres partenaires. L'objectif est de toucher un public jeune ici et au pays, d'utiliser les technologies de l'information et de la communication. Salif aimerait ouvrir un cybercafé pour les relations avec les villages d'Afrique, avec les écoles rurales.

Dans le cadre de la solidarité internationale, l'association veut mobiliser les jeunes, récupérer des outils, former, monter des projets pédagogiques, maintenir durablement les rapports, un va et vient, une communication physique et électronique. Car les migrants ont de véritables problèmes de communication avec leur pays d'origine, il y a une sorte de séparation progressive qui rend difficile les relations.

Salif a créé un journal au Sénégal, « Emdam » qui veut dire, solidarité, en peul. Il parle des nouvelles des villages, les mariages, les naissances, les décès, les événements, les retours des migrants... «la vie du village dans toutes ses coutures». Ce journal est envoyé à l'ensemble des migrants et aux partenaires. L'association a aussi un journal «La voix des travailleurs sénégalais».

Salif fut très intéressé par l'action que je proposais de mener collectivement, il la pensait utile. Il s'est engagé à participer et m'a invitée à rencontrer Djiby Sy, le président de l'association qui a été témoin de l'évolution des quinze dernières années du quartier et qui est maintenant à la retraite, ainsi que Moussa, un médiateur social du quartier, récemment en fonction.

Je rencontrai donc Djiby Sy le 20 avril et il me raconta l'histoire de la création de l'association dans le quartier, de son rôle fédérateur, son organisation de «La journée culturelle africaine de Champigny» qui prit place au Centre Gérard Philippe (650 places). Djiby a insisté sur le soutien que lui portait la mairie de Champigny par de

nombreux actes. (voir annexe «Rencontres»).

Il m'a ensuite raconté le travail de tous les jours des membres de l'association. Il consiste à être solidaire, à informer, à orienter les gens dans les démarches administratives (papiers, lois, trouver un avocat, comment aller aux prudhommes, les conflits familiaux-couple/enfants...), les démarches pour la recherche de logement, le soutien scolaire. L'association participe à l'accueil des nouveaux locataires, récemment mis en place.

L'association et le commissariat du quartier se rencontrent pour résoudre les problèmes de violence, l'association travaille également avec différents services municipaux comme le Point Ecoute, et elle travaille aussi avec le MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples).

Concernant les transformations du quartiers, Djiby m'a raconté différents évènements qui se sont produits sur cette question.

«Le mail Rodin était un dépôt d'ordures. Pendant trois ans, des réunions ont été organisées pour réfléchir sur cet espace, pour trouver des solutions et la municipalité a finalement mené un projet de jardin.

En 1989, la municipalité a organisé un référendum pour demander aux habitants du Bois l'Abbé s'ils voulaient que la municipalité soit propriétaire des bâtiments du Bois l'Abbé. Il y a eu 91% de réponses favorables.

Jusqu'à cette date, les différents Offices d'HLM, propriétaires et gérants des bâtiments n'avaient pas voulu rencontrer la municipalité. Grâce au référendum, cette rencontre a eu lieu et les Offices ont accepté de réhabiliter les bâtiments sans augmentation des loyers. De plus en plus d'associations se sont impliquées sur ces questions de réhabilitation du quartier : il y a eu la réhabilitation du centre commercial pour cause principalement d'insécurité, la question du stationnement des voitures a été posée, il fallait les mettre à l'abri.»

Djiby s'est engagé à participer aux réunions que je me proposais d'organiser et de transmettre l'information autour de lui.

Entre temps, dessinant le quartier, un après-midi du mois d'avril, avec Jean-Philippe et Nida, nous avons rencontré Moussa Touré sur la place Rodin. Salif lui avait transmis l'information. Nous avons discuté, et il a répondu présent à ma proposition.

Nous étions le 20 avril, cela faisait deux mois que je cherchais des contacts. Il fallait commencer les réunions. La lettre aux habitants, accompagnée du planning des réunions, fut donc remise aux Femmes Relais, à la bibliothèque, au Déjeun'bar ainsi qu'à la "Jeunesse Association" par courrier. Ils furent aussi envoyés par fax à différents services du quartier (au Centre de Protection Maternelle et Infantile et de planification familiale -PMI-, à la Mission Locale, au Point Ecoute Parents Adolescents). J'ai ensuite souhaité rencontrer une personne de la Confédération Nationale du Logement. Monsieur Forest, le responsable, m'a tenu le discours au téléphone, d'un homme résigné, sur l'impossibilité qu'il avait à rassembler les habitants sur les questions de logement. Il était très pessimiste, je n'ai donc pas insisté. Nous voyons bien que le collectif se constituait au fil des rencontres, de manière assez aléatoire.

Les réunions ont pu commencer, quatre personnes s'étaient engagées à participer, je n'avais pas fini les entretiens, il manquait Elsie Hypolite, Moussa Touré, Maymouna Sy de "Jeunesse Association" et Joseph Niamby de l'association "Noé du Congo", que j'ai rencontré au bout de la troisième réunion ainsi que Mélanie de l'Eglise Jean23 du Bois l'Abbé qui est venu dès la première réunion grâce à Elsie.

Je me suis entretenue avec Maymouna Sy le jour de la deuxième réunion pour qu'elle me parle de

“Jeunesse Association”.

L'association existe depuis cinq ou six ans, elle s'adresse à tous les jeunes sans exception, aux campinois et autres. Elle a des adhérents provenant de Vélizy (78), de Paris, de Fontenay sous Bois, de Nanterre... L'association a des contacts aussi par l'Union des Travailleurs Sénégalais, et en particulier par la section jeune de Bordeaux. “Jeunesse Association” est une association indépendante. Ses premières activités concernaient le soutien scolaire qui était gratuit. L'association tente de proposer des activités culturelles et sportives. La majorité des participants ont entre 17 et 30 ans.

Tous les ans, l'association organise un tournoi de foot au gymnase Léo Lagrange qui dure toute la journée. «C'est un bon moyen de se connaître», m'a-t-elle dit.

Sinon, l'association participe à l'organisation de la Fête du Bois l'Abbé en proposant par exemple une activité culinaire. Elle organise également des déplacements. Par exemple en avril 2000, des Campinois et des Bordelais sont allés à Lille pour un tournoi de foot. L'association participe aussi aux Journées Culturelles proposées par l'Union des Travailleurs Sénégalais, elle est en relation avec l'association des Femmes Africaines.

A Sucy en Brie, un collectif appelé “Trait d'union” s'est monté, ils s'occupent aussi “d'attirer la jeunesse”. «Nous avons organisé une soirée rencontre pour discuter de ce qu'on peut faire ensemble. Une autre rencontre à Champigny est prévue avec la participation des Femmes Relais.», a conclu Maymouna Sy.

Moussa Touré m'a remis le rapport qu'il avait rédigé pour son poste de médiateur, qui retrace son parcours au Mali jusqu'au travail qu'il a accompli pendant un an au Bois l'Abbé et à Coeuilly en tant que médiateur. Il y fait également une analyse de la situation du quartier. C'est un document très riche qui m'a permis de comprendre le cheminement d'un parcours politique car Moussa s'est formé toujours en vue d'actions. Il pose un regard sur des contextes politiques et agit dans ces contextes.

Voici les notes de l'entretien avec Moussa Touré le 1^{er} juin 2001, le jour de la quatrième réunion :

« Moussa est né au Mali, où il a fait un Diplôme Universitaire de Technicien (DUT) spécialisé secrétariat et bureautique.

Etudiant, Moussa fut membre de la Jeunesse UNESCO où il suivit une formation en animation rurale dans une radio rurale avec les villages de la première et de la septième région du Mali d'où sont originaires la plupart des ressortissants en France.

Il fut aussi guide pour une association qui organise des séjours pour des jeunes de «cité» afin qu'ils connaissent mieux le pays d'accueil, tout en leur proposant des activités culturelles et artistiques au centre d'hébergement.

Pendant deux ans, il travailla à l'Office de Radio Diffusion du Mali, et chaque année, il venait en vacance en France.

En avril 1992, Moussa arrive en France pour rejoindre sa femme, il travaille dans la sécurité des grandes surfaces et autres. Il cherche, en même temps, à faire une évaluation de son DUT ; il est inscrit à la Mission Locale où, en juillet-août 1999, sa conseillère lui propose un poste d'agent de médiation, un emploi jeune. Il commence à travailler en octobre 1999.»

Dans la formation qu'il a reçue par le service «Sécurité, Prévention» de la Mairie de Champigny sur Marne, la médiation a été définie « comme étant un processus de résolution pacifique des problèmes ». C'est une mission large qui comporte deux grands objectifs, m'a décrit Moussa :

- la prévention des enfants devant les écoles primaires, ce qui permet des contacts avec les habitants,
- la présence dans les quartiers ; être proche des habitants pour faire un relais avec l'administration, faire de l'observation, aider les personnes en difficulté en les orientant vers des structures adaptées à leur situation, gérer les conflits, signaler aussi les détériorations matérielles sur le quartier, faire des enquêtes sur des personnes qui semblent en difficulté pour savoir vers quoi les diriger.

Moussa a été formé sur un travail de relais, il a étudié l'observation, c'est-à-dire la communication, la capacité d'être attiré par un dysfonctionnement, «on est là pour être là». Les habitants trouvent ce métier très important, a constaté Moussa, mais il pense qu'il faudrait étendre les missions du médiateur, qu'il puisse faire des projets avec les jeunes, ou suivre les projets.

«Par exemple, à Coeuilly, nous avons organisé une réunion entre la police, les jeunes et les adultes pour résoudre les problèmes de communication entre ces deux générations. Nous avons pensé à un lieu de rencontre jeune/adulte ; ce projet, je l'avais monté avec les jeunes mais il a échoué car je ne suis pas missionné pour gérer un lieu.»

Avec les jeunes en difficulté du Bois l'Abbé, Moussa a monté un projet de voyage en Afrique, au Mali, une découverte non pas un divertissement.

«C'est une insertion de dix jours dans leur famille d'origine, pour qu'ils apprennent l'éducation familiale, qu'ils apprennent à communiquer, qu'ils participent à des activités socio-culturelles, le théâtre par exemple en montant des pièces où ils seraient eux-mêmes amenés à écrire les rôles, à se critiquer eux-mêmes par rapport à ce qui se passe dans les quartiers comme la violence et l'incivisme. Je veux aussi confronter les jeunes des cités aux jeunes des «villages S.O.S.» du Mali.

Les «villages S.O.S.», ce sont des centres pour les enfants abandonnés par leur famille, ils sont élevés dans une famille d'accueil choisi par les assistantes sociales du centre.

Le centre leur propose des activités comme la menuiserie, l'impression sur tissu, le jardinage, le théâtre... Ce sont des jeunes qui sont arrivés à diriger leur mal. C'est une réussite pour le pays (ces villages ont été financés par la France, l'Allemagne et le Canada)».

Il pense que pour les jeunes d'ici, cela peut être intéressant de vivre deux jours dans un «village S.O.S.» pour voir une autre réalité de souffrance que la leur.

Pour organiser ce séjour de mineurs, Moussa a fait appel à trois animatrices et un père de famille. Il y a 18 jeunes inscrits mais rien n'est sûr, car Moussa a des problèmes avec la subvention municipale et la déclaration au Ministère de la Jeunesse et des Sports (ce projet a pu finalement se réaliser dans l'été 2001).

Dans son projet, il prévoit de faire un travail de restitution au quartier et à la ville de Champigny. Il voudrait monter un groupe de théâtre et de musique (percussions), au retour, pour créer des relations entre l'Afrique et la France.

«Dans ce cadre, je ne suis plus médiateur mais coordinateur de projet, car en restant simplement médiateur je n'ai aucune arme pour travailler. Alors, je cherche dans quel domaine je pourrais me former pour pouvoir jouer ce rôle d'aide au montage de projets. J'ai pensé au DESS que fait Hugo Guerra, le coordinateur

du quartier. Mais je ne sais pas, pour l'instant je fais tout ça bénévolement ou presque, pour ce projet on m'a accordé un congé sans solde !».

Moussa a plein d'idées sur lesquelles il discute avec les jeunes. Il pense par exemple organiser sur le quartier des séances de contes avec les parents pour qu'ils retrouvent leur culture perdue, pour réinstaurer le dialogue entre parents et enfants car, dit-il, il y a une réelle rupture.

Encore un autre projet : Moussa voudrait aider les jeunes à créer un magazine culturel sur le quartier ; ils ont d'ailleurs rencontré les élus pour proposer une rubrique culture hip hop dans le magazine de la ville (pour favoriser la lecture de ce magazine par les jeunes), mais cela n'a rien donné.

Sachant que la première revendication des jeunes est d'avoir un studio d'enregistrement, Moussa a proposé que les textes des jeunes paraissent pendant un an dans le magazine de la ville afin d'organiser un vote des meilleurs textes en fin d'année, ce qui pourrait aboutir à un grand spectacle. Cela n'a rien donné non plus. Ils avaient proposé aussi de faire des démonstrations de graph, de dessins dans cette rubrique, la mairie n'a pas répondu, par contre elle a créé la rubrique «Surfez» qui parle des jeunes !

Moussa pense qu'il lui faudrait une structure, peut-être associative où il puisse être rémunéré pour ce qu'il fait, il a même pensé au nom que pourrait avoir cette structure avec des jeunes du quartier «Action Jeunes», la première action pouvant être justement la création d'un journal du Bois l'Abbé, un magazine culturel pour lequel ils ont déjà défini les rubriques : reportages, dessins animés (avec des personnages d'auto-critique), le langage de la cité, la vie associative.

Et pour finir, Moussa appartient également à l'association "Afrique Partenaire Service" qui est une association parisienne mais nous n'avons pas eu le temps d'en parler !

Moussa m'a ensuite présenté l'association «Tous ensemble, main dans la main» du Bois l'Abbé, dont il est membre, il était venu avec Sady Cisse, membre également de l'association. Voici les quelques notes prises sur la présentation de l'association :

«Depuis une dizaine d'années, une communauté africaine se regroupait pour être solidaire. Amadou Traouré, membre de l'Union des Travailleurs Maliens, et élu au Conseil Municipal de la ville de Champigny, aida à la création d'une association qui officialiserait cette pratique de solidarité, il en est le secrétaire. L'association «Tous ensemble, main dans la main» a vu le jour très récemment.

C'est une association qui se base toujours sur une solidarité, surtout économique, sous forme d'entraide collective. Mais aussi, elle a d'autres objectifs tels que l'aide à l'intégration, promouvoir la vie économique et culturelle, l'éducation des enfants, la gestion des conflits, l'accompagnement des démarches administratives, civiles... pour des adultes en difficulté.

Cette association a aussi un projet d'ouverture de "magazins sociaux", ce qui créerait des emplois et faciliterait l'approvisionnement pour des personnes en difficulté financière.

Aussi, Moussa Touré a monté son projet de voyage au Mali pour les jeunes «Sur le chemin de l'immigration» avec l'aide des membres de l'association.»

Moussa est jeune, il est de ma génération (25-26 ans). Il est plein de volontés, il a construit des convictions grâce à

ses actions et ses formations successives.

Je réalisai ensuite un entretien avec Elsie Hypolite le jour de la dernière réunion, le 4 juillet 2001. Son parcours mérite d'être entendu également. Et elle nous a présenté l'histoire de l'association des «Femmes Relais Médiatrices Interculturelles de Champigny» :

«L'enfance d'Elsie Hypolite s'est passée en Ile Maurice, dans une famille pauvre et illettrée, dont le père était particulièrement sévère vis-à-vis de ses filles, «les garçons ayant tous les droits» nous a-t-elle dit.

«Son père décède, Elsie a vingt ans et elle considère que sa jeunesse commence à partir de ce moment là. Elle avait connu un ami depuis l'école qui l'avait fait entrer dans la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (J.O.C.). Elle y découvre les droits des travailleurs, le syndicalisme. Son père l'avait mise au travail dès l'âge de douze ans dans une usine de thé (les indiens travaillaient dans les champs de thé, les hommes autochtones travaillaient à la machine et les femmes pesaient et mettaient le thé dans les sachets à la chaîne), il n'y avait pas de salle pour les repas, et elle travaillait directement sur le parquet. Les femmes travaillaient à la chaîne et étaient assises sur des bancs. La J.O.C. a fait découvrir à Elsie que les travailleurs avaient des droits dans le travail, elle est donc allée voir l'inspecteur du travail pour se plaindre des conditions de travail dans l'usine. Elle fut mise à la porte. Puis, Elsie eu un poste dans la J.O.C. nationale où elle était mieux payée et mieux valorisée. Elle faisait des permanences le matin et l'après-midi elle allait voir les travailleurs pour expliquer les droits des travailleurs, c'était également des rencontres d'amitié. Donc, toute sa vie, Elsie a oeuvré dans ce qu'elle appelle le domaine social.

«En arrivant en France, en 1964, elle s'est mariée et a eu des enfants. Elle a travaillé comme agent de service à l'hôpital, et après, elle a étudié toute seule pour passer l'examen de l'école primaire. Elle considère qu'en France, elle a réussie sa vie, que la France est un véritable pays d'accueil. Elle a ensuite fait des études pour être aide-soignante, et a obtenu l'examen. Elsie souligne le fait que tout cela, elle a pu le faire gratuitement en France, alors maintenant, elle donne gratuitement aux autres par le syndicalisme et avec son mari, ils ont fondé, en 1968, une association pour la communauté mauricienne à Paris pour aider les uns et les autres lorsqu'ils arrivent en France.

«Elle a continué à faire du bénévolat tout en travaillant, le week-end dans l'association et en semaine à la CGT. Puis elle a été mis en pré-retraite en 1994, pour licenciement économique, au bout de 26 ans de travail. Cette pré- retraite l'a aidée à s'investir dans le quartier. Elsie voulait se perfectionner dans la langue française et apprendre une autre langue. Il y avait une association «CLEA» dans le quartier des Mordacs, subventionnée par l'UNESCO et par la ville, pour aider les personnes illétrées qui veulent apprendre le français. Et Elsie s'est donc retrouvée non pas à apprendre une langue mais à aider ceux qui ne parlaient pas le français. Et elle a appris, dans cette association, à manier un ordinateur.

«En 1995, le prêtre de la paroisse lui a demandé si elle voulait aider les gens au chômage car il savait que Elsie voulait s'investir pour le quartier. L'idée était qu'il y ait un lieu pour que les gens puissent partager leur vie de chômeur, parler de ce qu'ils subissent, de la honte qu'ils ressentent. Cette action est organisée par l'Action Catholique Ouvrière qui dépend de la Mission Ouvrière dont Elsie est responsable depuis deux ans, cette action s'appelle «Bouche à oreille pour la recherche d'emploi», c'est l'église qui offre

les locaux. Depuis 1995, une centaine de personnes sont venues pour chercher un réconfort, et l'association les accueillent. Elsie tient une permanence tous les lundis de 14h à 16h.

Hugo Guerra connaissait les actions d'Elsie et il lui a proposé une formation pour mieux connaître les différentes structures du quartier, les partenaires susceptibles de soutenir des projets, pour être femme-relais. Après quelques jours de formation, les femmes commençaient à se connaître et ont décidé de monter une association «Femmes Relais Médiatrices Interculturelles de Champigny», et Hugo Guerra les a aidées. Il y avait des femmes qui venaient de l'association des femmes africaines. Elsie fut présidente des «Femmes Relais Médiatrices Interculturelles...» de décembre 1997 jusqu'à l'année 2000. La nouvelle présidente s'appelle Madame Souvenir, elle est comorienne.

«Nous avons commencé à quatorze femmes, nous faisons de la réinsertion, de l'alphabétisation, nous aidons les femmes à sortir de chez elles». Le rêve d'Elsie était de faire quelque chose d'interculturel dans le quartier comme dans son pays où les Chinois, les Indiens, les Mauriciens vivent ensemble, se connaissent. Elsie veut aider les habitants du quartier à mieux vivre ensemble, à mieux se connaître.

L'échange interculturel se fait beaucoup par l'alimentation (chacun apporte à l'association un gâteau de son pays).

L'association a un projet de restaurant interculturel et d'atelier de couture mais pour cela il faut un local, la négociation est en cours.

L'association a produit des cassettes de prévention sur plusieurs sujets.

Un projet a vu le jour, «Moi, j'aide mon enfant» qui s'occupe de l'alphabétisation des parents : c'est un contrat entre l'association, la mairie et l'école, c'est un projet subventionné par la DASS. Cette action existe depuis deux ans, il a fallu faire beaucoup de médiation à l'école pour inciter les parents à apprendre à lire et à écrire. Il y a une formatrice pour cette mission de l'association. L'évènement marquant du quartier pour Elsie a été la première fois que l'association a eu son stand à la fête du Bois l'Abbé.»

Grâce à Elsie, deux habitantes du Bois l'Abbé, Mélanie et Jocelyne ont pu participer aux réunions, elles font partie d'un groupe de femmes catholiques de l'église Jean23. Elles se réunissent tous les mois entre mères de famille «pour partager l'évangile et pour faire le bilan du mois (...) en ce qui concerne les problèmes spécifiques de mères de famille». Elles participent aussi à la préparation de la Fête de l'Eglise Jean23.

Et enfin, j'ai également réalisé un entretien avec Joseph Niambi qui a participé à une réunion. Comme Djiby Sy, il a une histoire avec le Bois l'Abbé, il a mené des actions également politiques. Voici les quelques notes de l'entretien avec Joseph Niambi :

«Joseph Niambi est arrivé en France en 1973, à Chennevières, puis en 1974 il s'est installé au Bois l'Abbé de Champigny. Il était fonctionnaire dans l'industrie au Congo Brazzaville, dans la ville, capitale économique du pays, la Pointe Noire. Il est de l'ethnie bantou dont la langue est le vili. Il a complété sa formation en France. Il a pris des cours d'art dramatique au Conservatoire de Champigny.

En 1995, il crée l'association «Noé du Congo» avec sa femme, suite à un évènement survenu au Congo en pleine guerre civile. Il a failli perdre son fils, Noé, avant de prendre l'avion. «Les parents mouraient au Congo en guerre».

Ils ont créé l'association pour regrouper les congolais, pour mieux prier, nous a-t-il expliqué. Ils ont organisé une marche vers Paris, vers l'ambassade du Congo, pour la paix. Ils ont envoyé des médicaments, la mairie de Champigny les a soutenus. Ils ont eu un projet de création d'un dispensaire pour les orphelins, les sans-abris et les handicapés, dans une région rurale à 80 km de Pointe Noire. Quarante à soixante villages étaient concernés par ce projet. Ce projet de dispensaire a échoué, il était trop cher.

L'association a fait des démarches auprès du Conseil Général pour obtenir des bourses. Cela a permis aux membres de l'association de faire des aller et retour au Congo. L'association était également en contact avec la Croix Rouge du Congo. Un projet de Centre d'animation culturel et sportif est en cours de négociation pour la même région du Congo à 80 km de Pointe Noire, au bord de la nouvelle route nationale. Le projet a été envoyé au Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports et au Centre Départemental d'Education Populaire.»

A notre premier contact, Joseph Niambi a exprimé un fort soutien dans l'action que l'on menait, en comprenant très bien la dimension formatrice et politique de l'expérience.

Voici donc le collectif qui s'est constitué et déconstitué au cours de l'expérience. Annick Lagneau, la bibliothécaire, Périne Lair, l'éducatrice du "Déjeun'bar" et Hugo Guerra, le coordinateur social du quartier n'ont pas participé bien qu'Hugo Guerra soit venu à une réunion, celle où j'ouvrais le débat sur le projet de la ville sur le quartier, il venait représenter en quelque sorte la mairie.

Nous avons été au total seize à participer, en comptant Nida et Jean-Philippe, les deux étudiants du cours, et aussi Thomas Hardi, un étudiant qui a filmé une partie de l'expérience.

Djiby et Salif ont participé à toutes les réunions, Moussa a été absent qu'à l'une d'entre elles, la dernière, Elsie à deux d'entre elles, Jocelyne a participé à deux réunions et Joseph, Sandrine, Maymouna et Mamadou Sy à une réunion. Nous étions donc un noyau de sept personnes en comptant Nida et moi-même. Nous pouvons dire que cinq habitants ont pu vivre le processus de proposition de transformations spatiales. Nous avons donc été un véritable collectif à travailler ensemble pendant deux mois, pratiquement chaque semaine.

Chaque réunion durait entre deux heures et deux heures et demi (les entretiens, entre une heure et deux heures), elles ont toutes été enregistrées ce qui a pu donner lieu à des retranscriptions que j'ai réalisées ou à des comptes rendus lorsque l'enregistrement faisait défaut. Certaines ont été filmées (ainsi que certains entretiens), ce qui va aboutir à un film.

Il faut rappeler le contexte spécifique de l'action que nous avons menée.

Nous trois, étudiants, étions totalement libres dans l'action que je proposais, mais nous avions un certain nombre de contraintes provenant du cadre dans lequel nous étions à l'école d'architecture. Nous voyions les enseignants presque toutes les semaines, et nous avions des échéances à respecter, entre autre, à propos des aboutissements d'un enseignement de projet. En effet, à travers l'organisation d'un enseignement de projet, les enseignants se positionnent sur les méthodes de conception architecturale. Une pédagogie du projet s'appuie sur une certaine idée de la conception architecturale.

En travaillant avec les habitants, j'étais dans une remise en cause des méthodes de conception d'espaces d'un architecte. Et en particulier sur la question de la création de formes.

Alors, je discutais avec les enseignants de cette question de conception de formes spatiales. Je défendais l'idée qu'il ne fallait pas que nous, l'équipe qui travaillait avec les habitants, nous ayons un projet, entendu comme projet de formes spatiales, trop tôt, car il fallait laisser la possibilité aux habitants de concevoir le projet avec nous. Je voulais repousser au plus tard la forme spatiale. Elle me semblait figer le projet.

Qu'est-ce donc que le projet ? Le projet en tant que création de formes était réducteur.

Au même moment, je rencontrais Raoul Pastranna en tant qu'architecte ayant mené des expériences de participation des habitants aux projets de transformation de leur cadre de vie (j'ai réalisé ensuite trois autres entretiens d'architectes pour alimenter ma réflexion sur la question de la participation des habitants aux transformations de leur environnement (voir chapitre II).

Et, je lui soumettais mes questionnements à propos de cette question du projet. Il m'expliqua qu'il y avait deux acceptions du terme de projet. La plus courante dans les écoles d'architecture (Raoul Pastranna a été enseignant de projet) et dans le monde professionnel était celle de dire que le projet est une «production en vue de sa réalisation». Alors qu'avant cela, le projet est «un instrument de connaissance (...) il n'est pas figé, il est comme tout instrument de connaissance, un moyen». Raoul Pastranna pense que «pour bien travailler en participation, il faut arriver avec son propre projet. Dans l'adéquation avec l'autre, ton projet change. C'est à partir de ce que l'on montre que l'on avance». Et il a beaucoup insisté sur le fait «qu'il y a autant de projets que de partenaires».

Nous étions donc d'accord, le projet que je ne voulais pas faire avant le travail avec les habitants était le projet de formes, le projet en vue d'une réalisation. Mais, le projet commençait dès la première approche du quartier, dès le premier regard porté sur le quartier.

Nous avons dessiné le quartier avec Jean-Philippe et Nida pour développer notre regard et donc notre analyse. Nous avons fait une étude urbaine qui consistait à comprendre les spécificités du quartier dans le rapport qu'il entretient entre le bâti et le non-bâti, dans ses différentes typologies de bâtiments et leur localisation, dans la répartition des fonctions des bâtiments dans le quartier, dans son organisation de la circulation piétonne et automobile... C'est une étude qui nous a permis de mieux connaître le quartier et d'y déceler des particularités spatiales.

Nous avons également produit une maquette du site de la ville de Champigny, qui réunissait les informations qui nous paraissaient les plus importantes sur la ville, informations tirées de nos recherches au service d'urbanisme de la ville ainsi qu'aux archives (équipements, axes principaux de circulation, les principales lignes de bus, les parcs...).

Nida et Jean-Philippe ont réalisé une maquette du quartier qui nous a accompagné tout au long de la démarche. Cette maquette était un outil de travail.

Avec le planning-provisoire, j'avais tenté de m'adapter aux échéances de l'enseignement, c'est-à-dire de produire un document graphique présentant un projet spatial pour fin juin. J'avais essayé de partager le temps des différentes étapes d'un travail de conception d'espaces dans deux mois. Le programme était serré, il y avait la phase de programmation et la phase de conception d'espaces.

Je me demandais, à ce moment, s'il était bon que je sois à la fois organisatrice, animatrice des réunions et du travail collectif, et conceptrice d'espaces. Je n'avais pas de méthode précise de conception collective d'espaces. De l'idée à la forme, nous passions d'une méthode à une autre. La phase de programmation, de mise à plat des idées, de

formulation de projets était plus facile que la phase de conception de formes. Je reviendrai sur cette question centrale qui est un enjeu majeur de la transformation des pratiques du métier d'architecte, elle concerne le rapport à la création, la création spatiale.

A ce stade de l'expérience, j'étais au début de mes recherches sur cette question, je n'avais pas tous les outils. Mais, j'étais convaincue que d'agir m'apprenait autrement et aussi apprenait à tous les autres. Nous étions dans des rapports de transmission, d'apprentissage et de création.

Les étudiants ont joué le jeu jusqu'au bout. Nida a participé à toutes les réunions sauf la dernière et Jean-Philippe, étant salarié à la poste, n'avait pas beaucoup de disponibilités, il est tout de même venu à quatre réunions. Ils auraient pu rejeter cette démarche de projet que je proposais, ce n'était pas une démarche très répandue dans les écoles d'architecture. Mais, ils se sont passionnés et engagés dans l'action qui était, il faut peut-être le rappeler, totalement gratuite. Les entretiens et les réunions constituaient un temps et un travail supplémentaire au regard de ce qui est demandé aux étudiants dans une école d'architecture. Pour l'anecdote, nous mettions une heure et demi pour aller au Bois l'Abbé en RER et bus. Et bien, cela ne m'a jamais gênée, c'était à chaque fois comme un voyage. Je revenais toujours avec plein de nouveautés dans mon esprit, plein de forces pour continuer. Je tenais Nordine régulièrement au courant des réunions, même si, à chaque fois, il avait une raison pour ne pas venir. Je comprenais qu'il n'était pas prêt à un projet collectif. Pourtant, Salif et Moussa étaient animés, comme lui, par les questions posées par les jeunes dans le quartier. Je me sentais témoin de plusieurs réalités qui ne se connaissaient pas mais qui étaient très proches. J'ai remis ce problème à plus tard. Il fallait que j'organise une rencontre entre Moussa et Nordine. Mais ce n'était pas d'actualité.

Avant de débiter les réunions, je voulais absolument filmer l'expérience pour garder des traces, et constituer un outil de critique. Or, nous tous qui étions engagés, ne pouvions pas filmer. Alors, j'ai trouvé un étudiant dans un cours de projet de quatrième année que j'observais à ce moment. Cet enseignement faisait un véritable travail avec les habitants (travail sur les murs à pêches de Montreuil, avec des habitants organisés en association de défense du site) ; un étudiant filmait les moments forts de rencontres et de débats entre les étudiants et les habitants. Thomas Hardi a été intéressé de filmer une expérience comparable. Il a donc pu filmer trois rencontres au Bois l'Abbé et nous nous sommes relayés avec Nida et Jean-Philippe pour filmer les autres.

La première réunion a donc eu lieu le vendredi 4 mai 2001, dans la salle Alpha du square Jean Goujon à 18 heures. J'avais envoyé une annonce (type affiche), par fax, dans tous les lieux susceptibles de transmettre l'information.

Il y a eu neuf habitants, deux femmes-relais, Azma et une dont je n'ai pas le prénom, sont arrivées à la fin. Il y avait Djiby, Elsie, Mélanie, Moussa, Salif, Sandrine (des Femmes Relais), Nida, Thomas et moi-même.

Le but de cette réunion était d'entendre les habitants raconter leur quartier, «C'est votre parole qui compte aujourd'hui», leur ai-je dit, sachant qu'à la deuxième réunion nous leur présenterions notre étude du quartier «avec les perspectives que nous repérons». Mais avant cela, j'ai introduit la réunion en rappelant le pourquoi de ces réunions, de cette expérience. Je voulais réussir à ce que le plus d'habitants présents puissent suivre du début à la fin le processus du travail, jusqu'à la production de propositions spatiales. J'ai donc décrit le déroulement des deuxième et troisième réunions.

Avant de commencer la discussion, j'ai présenté les outils de travail que nous avons fabriqués et que nous voulions partager avec l'ensemble de l'équipe constituée. Il y avait la maquette du site de la ville de Champigny, le dossier réunissant les informations glanées sur l'histoire et l'actualité de la ville, la maquette du Bois l'Abbé, les comptes rendus des entretiens réalisés à ce jour (celui d'Hugo Guerra, d'Asma Aznar des Femmes Relais, de Salif Dia et de Djiby Sy) accompagnés d'une synthèse d'informations sur le quartier tirées du document du Grand Projet de la Ville de Champigny, et la lettre aux habitants du Bois l'Abbé accompagnée du planning provisoire des réunions.

Nous avons ensuite distribué un plan du Bois l'Abbé à chaque habitant.

Munis de tous ces outils, nous avons commencé par nous situer dans l'espace. Il a été demandé à chaque habitant de localiser son logement ou son lieu de travail sur la maquette du Bois l'Abbé, qui était au centre de la table, et puis sur le plan. Nous avons pu constater que tous les habitants présents, sauf une personne, habitaient allée Carpeaux. Le passage de la maquette au plan n'était pas facile pour tout le monde, la plupart des habitants voyaient pour la première fois un plan de leur quartier.

La discussion put commencer. Elle s'est déroulée de la façon suivante.

J'avais défini un certain nombre de questions à aborder qui définissent un quotidien dans un lieu, tels que la place des commerces dans le quartier, les lieux de promenades, les pieds d'immeubles. Et pour finir, je demandais aux habitants ce qu'ils aimaient et ce qu'ils n'aimaient pas dans le quartier, ce qu'il leur semblait manquer. Pour préparer cette réunion, l'entretien que j'avais mené avec Raoul Pastranna m'a bien aidée puisqu'il avait témoigné de l'art de poser de bonnes questions, des questions qui «établissent le dialogue», mais je ne savais, avant tout, pas comment commencer.

A chaque question, nous faisons un tour de table pour que chacun puisse s'exprimer.

Il est ressorti quelques idées maîtresses de ce moment. D'abord, les habitants ont insisté sur l'importance de la place du marché, c'est «une place facilement repérable» où tout le monde se retrouve, et qui est propre car «elle est lavée deux fois par semaine». Concernant le linéaire commercial, les habitants nous ont raconté les réhabilitations successives qu'il avait reçu. Le constat a été fait que les activités commerciales étaient regroupées au même endroit, qu'il y avait une «centralisation des affaires», d'autant plus que les services municipaux et les locaux associatifs se situent dans le même secteur.

Concernant les lieux de promenades, les habitants ont souligné assez unanimement les problèmes d'entretien des lieux de détente et le fait qu'ils étaient souvent comblés. Dans le prolongement de cette discussion, les habitants ont témoigné du manque d'aménagements en pied d'immeubles et des squares qui entourent les immeubles, qui ont souvent comme seul aménagement une table de ping-pong en béton.

Enfin, on ne pouvait éviter de parler de cette tour de trente étages qui est située en plein centre du quartier. Une habitante nous a raconté les dangers que cette tour recouvrait, elle s'est exclamée, «Je hais cette tour». De plus, le comble est que les loyers des logements de la tour sont les plus chers du quartier. Et pourtant aucun habitant autour de la table ne souhaite habiter dans la tour !

A la dernière question que nous avons posée, à savoir ce que les habitants aiment et n'aiment pas dans le quartier, l'élément le plus important m'a semblé être la question des jeunes dans le quartier : «Beaucoup de jeunes rencontrent des difficultés déjà dans l'espace familial et ailleurs, ils ne savent pas où aller. Par exemple il n'y a pas

de cafés. "Il manque des lieux pour les jeunes. Ils ont le PRIJ mais c'est une structure, un service qui a un fonctionnement très ancien. Il y a de nouveaux besoins, il faudrait mener des activités d'une autre manière». Sinon, les habitants nous ont informés que malgré le tissu associatif très important dans le quartier, «la majorité de la population ne s'intéresse pas aux évolutions».

Au cours de la réunion, nous avons été interrompus par des bruits de chutes d'objets. C'était une scène de ménage assez violente. Nous étions au rez-de-chaussée, et nous voyions un ensemble d'équipements ménagers, d'affaires personnelles tomber d'un étage supérieur, en entendant des cris de fureur. Les femmes-relais présentes à la réunion ainsi que Moussa se sont sentis concernés, or il s'agissait d'un problème de vie privée qui s'exprimait dans l'espace public, il a été convenu de téléphoner à la police car c'était dangereux pour les passants. Finalement, les policiers sont intervenus.

Nous nous sommes quittés à 20 heures précises car les habitants avaient, pour la plupart, une réunion qui succédait à la nôtre. Nous nous sommes mis d'accord pour nous retrouver la semaine suivante à la même heure au même endroit.

Le vendredi 11 mai, la deuxième réunion eu lieu avec Djiby Sy, Salif Dia, Moussa Touré, Maymouna Sy et Hugo Guerra, du côté des campinois et Jean-Philippe Bourrel, Nida Duong et moi même, du côté des étudiants.

L'objectif de cette réunion était de débattre du projet de la ville sur le quartier et de présenter nos premières analyses et propositions.

Nous avons débuté la réunion par un compte rendu oral de la première réunion qui exposait le déroulement et ce que nous avons retenu de la discussion en donnant nos premières réactions sur certains points. Nous avons noté par exemple le caractère positif de la place du marché alors que nous observions que cette place était très peu aménagée. Elle sert de parking en dehors des heures de marché, c'est une place en bitume. Et puis, nous avons réagi à la question du manque de lieux pour les jeunes. Nous pensons qu'elle ne doit pas nous faire oublier la question du réaménagement des halls d'immeubles. Et enfin, nous pensons que la tour ne peut être ignorée mais qu'il faut être «vigilant à ne pas se focaliser sur elle mais plutôt travailler autour d'elle pour mieux la questionner».

Ensuite, nous avons présenté le cadre dans lequel la ville se fixait des objectifs de développement pour le Bois l'Abbé (GPV). Nous avons pris les objectifs qui avaient un impact spatial les uns après les autres pour, à chaque fois, débattre et donner des positions. La présence d'Hugo Guerra était précieuse car il nous donnait souvent des informations supplémentaires. A chaque objectif nous faisons un tour de table.

Le premier que j'avais sélectionné était celui-ci : «mieux lier le quartier à la ville». Tous les habitants présents ont parlé des problèmes que posaient les transports en commun car «le quartier est excentré», «c'est une ville dans la ville». Les bus «ont des problèmes de fréquence, parfois on attend de 20 à 30 minutes. Il faudrait une plus grande coordination entre l'arrivée du R.E.R. et le départ des bus». Aussi, Djiby a posé la question du trajet du bus. Celui-ci passe par une autre ville (Chennevière) pour aller du centre de Champigny au Bois l'Abbé, «pourquoi faire tout ce détour ?». Hugo Guerra a essayé d'expliquer la complexité de ce problème.

Le deuxième objectif débattu était le suivant : «mener la transformation de la place Rodin en jardin

urbain et y implanter la *Maison pour Tous* et d'autres équipements».

La discussion a tournée autour de la création de la *Maison pour Tous* et de sa gestion. Car la mairie souhaite «favoriser l'implication de la population à la gestion», nous a dit Hugo Guerra. Ce pourrait être, a-t-il ajouté «une gestion associative d'un centre social où les habitants font partie du Conseil d'Administration de l'association qui gère le lieu, qui prend les décisions et les employés appliquent. Que les habitants aient leur mot à dire ! C'est aussi l'idée d'une structure interculturelle et intergénérationnelle». Or, apparemment les militants qui étaient autour de la table ne semblaient pas être très informés, ni impliqués. Ils se sont fait, par contre, les porte paroles des jeunes du quartier qui se posent des questions sur cette Maison pour Tous. En effet, Hugo Guerra a exprimé sa difficulté à toucher les jeunes.

Il me semble que cette Maison pour Tous est emblématique d'une incapacité pour une municipalité de faire la ville réellement avec les habitants. Car, lorsqu'on connaît le projet de Nordine, celui de Moussa et celui de Salif, on ne peut pas s'empêcher de penser que l'implication des habitants souhaitée par la ville est là. Il suffirait de soutenir ces initiatives, ces projets, pour que ce soit vraiment des lieux portés par les habitants.

Le troisième objectif soumis à la discussion était le suivant : «diversifier les fonctions du quartier en poursuivant l'introduction d'une économie en pied d'immeubles». Sur ce sujet, les habitants ont peu réagi. Par contre Djiby est revenu sur la discussion que nous avons eue à la première réunion sur la concentration des commerces en un seul endroit. Il a tenu à nous informer qu'il y avait deux boulangeries à deux endroits différents, l'une d'elle étant un dépôt de pain.

Avec Hugo Guerra, nous avons donc informé les militants présents car ils n'étaient pas au courant des implantations des entreprises, même l'Hôtel d'Activité qui vient d'être construit pour accueillir une dizaine d'entreprises provenant de la petite industrie et de l'artisanat.

Puis, nous n'avons pu discuter des derniers objectifs que se donnait la ville car il nous restait juste le temps nécessaire à la présentation de notre analyse.

J'ai donc présenté les différents constats et propositions que nous faisons au regard de l'organisation spatiale du quartier.

Nous avons relevé trois grands constats. Tout d'abord, le Bois l'Abbé comporte des barrières et des frontières spatiales importantes avec l'emprise au sol des équipements scolaires, avec la circulation de l'avenue Boileau, avec les pavillons de Coeuilly qui constituent une barrière privée. Puis, on peut dire que le Bois l'Abbé possède deux axes de vie publique, l'un entre la colline verte et la place Rodin en passant par le linéaire commercial et l'autre, une sorte d'axe végétal entre le mail Rodin et la place Rodin, futur jardin urbain. Et enfin, le dernier constat concerne la composition spatiale du Bois l'Abbé. On peut remarquer que la rue Jacques Solomon sépare en deux parties le quartier. L'une, au sud de cette rue, accueille une vie publique intense par ses commerces, son jardin public (mail Rodin), ses services municipaux et ses locaux associatifs, et l'autre, au nord de la rue J.Solomon, n'accueille aucune activité et est constituée d'un ensemble de lieux et de «microlieux» (squares de différentes tailles et pieds d'immeubles) mal équipés et très sommairement aménagés.

Face à ces constats, nous proposons des pistes de transformations spatiales. L'idée était de renforcer les lieux de vie collective, qui s'étaient installés entre les barrières, en prolongeant un des deux axes, celui des commerces au

delà de la rue J.Solomon, c'est-à-dire vers le square Dauphine, ce dernier devenant le lieu de réunion, d'articulation entre le Nord et le Sud de la rue J.Solomon et entre l'Est et l'Ouest de cette partie du Bois l'Abbé au Nord de la rue J.Solomon. On pourrait y créer un ensemble de cheminements à dominante végétale de promenade avec l'installation d'activités.

Nous n'avons pas eu le temps de débattre sur notre proposition d'autant plus qu'il y avait très peu d'habitants présents. Nous nous sommes donc donnés rendez-vous le 1 juin, jour de la quatrième réunion où nous allions discuter d'un programme d'intervention architecturale et urbaine car la troisième réunion serait une visite collective du quartier.

Hugo Guerra a tenu à nous dire que notre analyse était très juste et il la trouvait très proche d'une étude qu'avait fait l'Agence Parisienne d'Urbanisme sur le quartier. Ce qui prouvait, nous a-t-il dit, notre professionnalisme. C'était un compliment de sa part !

La semaine suivante, le 18 mai, nous nous sommes donc retrouvés devant le local des Femmes Relais pour arpenter le quartier ensemble. Ce jour là, j'ai rencontré pour la première fois Joseph Niambi de l'association "Noé du Congo" qui s'est engagé à venir à la prochaine réunion. Deux nouveaux habitants étaient présents, Sady Cisse et M.Magassa de l'association "Tous ensemble, main dans la main". Et Djiby, Salif et Moussa étaient là, fidèles au rendez- vous.

Nous avons commencé notre balade par cette partie du Bois l'Abbé qui est dépourvue d'activités, de vie collective, au Nord de la rue J.Solomon. La plupart des habitants présents ne connaissaient pas cette partie du quartier. Nous avons constaté, ensemble, des marques d'abandon certain ou des aménagements très sommaires. Nous avons noté le manque d'abris dans ces espaces extérieurs, et l'absence de bancs ou leur nombre insuffisant ou leurs positions souvent en bord de route. Nous avons également discuté de l'uniformisation des jeux pour enfants, qu'il y aurait vraiment de quoi inventer. Les jeux en bois en ont fait la preuve, «parfois même, l'aménagement des jeux sert de rond- point à la circulation automobile».

Nous avons arpenté l'ensemble du quartier pour pouvoir avoir une vue d'ensemble. Chaque élément observé était l'occasion d'une discussion. Ainsi, nous avons discuté des halls d'entrée des immeubles qui sont de véritables lieux de rencontres, de la dangerosité de la route du Plessis Tréville, des tables de ping-pong omniprésentes dans l'ensemble du quartier, du déménagement de la poste, des rapports entre le Bois l'Abbé/Chennevières et le Bois l'Abbé/Champigny, du réaménagement du collège Elsa Triolet, de la réhabilitation récente du linéaire commercial...

Cette balade fut très riche en discussions. Nous avons pu confronter nos premiers échanges des réunions précédentes à la réalité spatiale en les complétant.

Nous étions un groupe de huit personnes (en comptant Thomas qui filmait, Nida et moi) à se déplacer dans le quartier. Nous avons rencontré Asma Aznar des Femmes Relais et d'autres que je ne connaissais pas. Cela permettait d'expliquer aux uns et aux autres l'objet de notre présence, le travail qu'on réalisait depuis trois semaines. J'avais apporté les croquis que Jean-Philippe, Nida et moi avions dessinés à plusieurs endroits du quartier. Nous les regardions à chaque lieu dessiné, en nous plaçant à la place du dessinateur. C'était une manière de confronter plusieurs perceptions d'un même lieu. Les croquis qui étaient des dessins rapides permettaient de déceler des

caractères particuliers à chaque lieu. Ce type de dessin est un outil de connaissance, un outil d'interrogation d'un lieu.

Quinze jours plus tard, nous nous retrouvions à la salle Alpha. Il faut tout de même dire qu'avant chaque réunion, je téléphonais à Djiby, Salif, Elsie et Moussa pour savoir si la date convenait toujours. Et j'envoyais toujours une annonce (affiche) aux Femmes Relais et à la bibliothèque.

Nous étions nombreux à cette réunion. Il y avait sept habitants et trois étudiants. C'était heureux car nous devons prendre des décisions. Nous accueillions deux nouveaux habitants, Joseph Niambi et Jocelyne Alixe. En effet, cette quatrième réunion marquait la fin de la première étape que j'avais fixée dans le planning, c'est-à-dire la fin de la phase de programmation. Nous avons produit, nous les étudiants, un document qui s'intitulait «Ebauche d'un programme d'intervention architecturale et urbaine» qui découlait de nos discussions, «ce document est le fruit d'un va et vient entre un vécu d'habitants, des projets d'habitants et une analyse urbaine d'étudiants en architecture», ai-je dit aux habitants.

Nous avons distribué un certain nombre de documents. Il y avait donc cette ébauche de programme, les comptes rendus des trois premières réunions, et l'analyse urbaine en plan schématique et en tableau.

Nous avons donc discuté du programme qui comportait deux points forts. Le premier était de renforcer et soutenir les lieux de vie collective en travaillant sur la place du marché et sur le mail commercial et le deuxième était de décentraliser le Bois l'Abbé en travaillant sur le square Dauphine et sur l'ensemble des squares et pieds d'immeubles au nord de la rue J.Solomon (voir annexe).

La discussion autour de la décentralisation du Bois l'Abbé et en particulier sur le square Dauphine a été l'occasion pour chacun de se positionner sur la place des jeunes dans le quartier, par la création d'un lieu culturel de type café-concert par exemple tout en réfléchissant aux questions de voisinage. Il y a eu des propositions précises de la part des habitants par rapport au programme que l'on proposait comme la création d'ateliers associatifs de créativité artisanale qui mettent en valeur la diversité culturelle du quartier (une cinquantaine de nationalités).

A propos de la place du marché et de ses liens avec son environnement proche, nous avons également eu des propositions de la part des habitants, le tour de table permettait, à chaque fois, d'avoir l'avis de chacun.

Puis, j'ai soumis aux habitants la possibilité de plusieurs scénarios de travail en sachant que nous étions trois étudiants, «trois paires de mains», pour réaliser des propositions formelles. « est-ce qu'on se consacre à un point pour l'approfondir ? Ou est-ce qu'on traite le plus de choses possibles pour qu'il y ait une diversité d'intervention ?»

Les habitants ont souhaité que l'on traite plusieurs points. Je leur ai transmis la répartition du travail dont nous avons déjà discuté avec les étudiants. Nida souhaitait travailler sur la place du marché, Jean-Philippe sur le square Dauphine et moi sur le cheminement paysagé et l'aménagement des petits squares au nord de la rue J.Solomon, en relation avec le square Dauphine.

Nous nous sommes donnés rendez-vous dans quinze jours pour faire les premières propositions formelles. La cinquième réunion accueillait six habitants et trois étudiants. Nous étions dans la phase de conception de formes. Les seuls éléments d'organisation, que j'avais imaginés, étaient de soumettre les propositions de chacun

de nous au débat, avec les habitants et à deux reprises, au moment de cette cinquième réunion et à la sixième. Ainsi, les habitants et les travailleurs du Bois l'Abbé pouvaient faire des choix et transformer les projets proposés. Or, ceci n'est pas une création collective, il n'y a pas l'organisation de temps prévus pour que chacun prenne part à la conception. Nous avons tenté de donner aux habitants des outils pour réellement critiquer nos projets, j'entends par là qu'il fallait réserver un temps long de partage des savoirs, de production de connaissances comme expérience collective.

Pour cela il aurait fallu plus de temps, il aurait fallu monter des ateliers de création collective, où l'étudiant ou l'architecte partage le moment de conception, en fait une expérience collective. Tout de même, cette cinquième réunion a fait l'objet de débats très riches (la retranscription fait dix pages alors que les autres font de deux à quatre pages). Cela peut paraître contradictoire face aux remarques que je viens de faire. Mais je pense que c'est tout simplement parce que cette phase est passionnante et engageante car l'on voit la concrétisation d'idées, la mise en forme spatiale d'idées.

Et puis la richesse de cette réunion provient également du fait qu'il y avait trois propositions, trois projets avec des expressions extrêmement différentes. Aussi, malgré mon autocritique sur la méthode, je pense qu'il était très didactique que trois types de conceptions d'espaces s'expriment, celle de Nida, celle de Jean-Philippe et la mienne. Les habitants ont pu, en effet, observer par la comparaison ce que recouvrait de diversité d'approches, la conception d'espaces.

Jean-Philippe avait fait quatre maquettes du square Dauphine, une montrant l'existant et les trois autres correspondant à trois propositions, trois scénarios possibles.

Nida, elle, avait réalisé toute une étude en plan, avec l'outil informatique, de la place du marché et des perspectives à la fois de l'existant et de son projet.

Et moi, j'avais fait une étude plastique de la tour pour rechercher une expression architecturale, un langage artistique que l'on retrouverait sur le parcours paysagé, et aussi pour montrer qu'en attendant une intervention lourde sur la tour (démolition partielle pour réduire la hauteur ou destruction totale) l'on pouvait tenter de transformer son aspect. J'avais fait six essais en couleur (crayons et feutres) à partir de photos de la tour. Puis je proposais en plan des aménagements du parcours et en particulier du square Ronsard dont je présentais une perspective des aménagements (aux crayons de couleur) à partir d'une photo.

On peut dire que la méthode de conception qui consiste à faire plusieurs propositions formelles sur un même lieu, suscite les débats et permet de faire des choix face à un ensemble de propositions, on peut composer à partir des différentes propositions, chose que les habitants ont fait avec le square Dauphine et les trois propositions de Jean-Philippe.

Les habitants n'hésitaient pas à nous questionner pour clarifier la représentation graphique ou volumique qu'ils avaient en face d'eux.

Je renvoie le lecteur à la retranscription de cette réunion en annexe.

Dix jours plus tard, nous nous retrouvions pour la sixième fois, Djiby, Elsie, Mélanie, Salif, Nida, Jean-Philippe et moi. Nous sommes donc revenu sur les trois projets qui s'étaient un peu étoffés. Nous avons présenté les documents que le jour même nous avons exposés dans le cours de projet, le dernier cours de l'année

universitaire. Ces documents avaient donc un caractère, ou plutôt un aspect, abouti, ils devaient marquer la fin d'un processus, la fin d'un temps, comme un arrêt sur image. C'étaient ce que l'on appelle dans les écoles d'architecture des documents de "rendu" de projet. C'étaient de jolis dessins en couleur !

On les a affichés. Les dessins de Nida ont particulièrement impressionnés ou séduits (car c'est bien de cela dont il s'agit, les rendus impressionnent toujours même les plus avertis) car Nida travaille avec l'outil informatique. Ainsi, les dessins donnent des impressions fortes de réalité tout en enjolivant car avec cet outil (à moins d'être un très bon dessinateur) on peut faire des effets de lumière et de matière.

Nous avons donc discuté des trois projets. Je me rappelle assez précisément l'impression que m'avait procurée cette réunion. J'étais mécontente du manque de débats contradictoires. Finalement, nos propositions formelles n'avaient subi pratiquement aucune critique. Je n'avais pas mis en place une méthode qui provoque un débat contradictoire. Il est très difficile de débattre sur des formes. Et c'est pour cela je pense, qu'il faille inventer des méthodes de conception collective.

Je ne mets pas en question le savoir-faire de l'architecte de conception d'espaces qu'il a acquis durant ses études. Mais ce savoir-faire pourrait être mis au service d'une œuvre collective. En effet, cela demande un savoir-faire supplémentaire qui est de l'ordre de la transmission, de la pédagogie et de la didactique. Je reviendrai sur ce sujet en chapitre III.

Encore une fois, cette réunion a démontré, comme la précédente, que travailler sur l'espace est l'occasion de parler des pratiques, des situations de la vie publique et des mesures politiques prises sur ces pratiques. Par exemple, lorsque Jean-Philippe a présenté la situation du café-concert dans le square Dauphine, Salif a demandé «Quelles protections prévoyez-vous contre les nuisances sonores pour la qualité de vie des riverains ?» et j'ai rappelé ce que nous avait dit Elsie sur le besoin d'un éclairage spécifique pour ceux qui rentrent du travail tard, pour ensuite donner ma position sur la politique à l'égard des *jeunes des cités*, sur le fait qu'il n'y ait aucun lieu nocturne ouvert dans ces quartiers. Nous avons eu ensuite plusieurs points de vue sur la question, et des témoignages d'observation de situations. Ce qui nous a amenés à considérer de quelle façon un tel lieu comme un café-concert pouvait être géré en impliquant les jeunes dans l'organisation, du lieu, en particulier sur la programmation culturelle (expositions, concerts, débats...).

A l'occasion de cette réunion, les habitants nous ont informés que la mairie avait des volontés pour réaménager le square Dauphine. Ils nous ont dit que le travail que l'on accomplissait ensemble leur permettrait de réellement donner leur point de vue à la mairie, «Avec l'avancée de nos idées, cela pourra aider la mairie. Ils nous ont dit (les personnes de la mairie) qu'on pourra participer à la réflexion sur le square Dauphine. C'est donc intéressant qu'on ait ouvert les yeux avec vous, on a maintenant une idée sur comment notre square Dauphine pourrait être».

Cette question que pose le rapport de notre travail avec les projets de la mairie était vraiment d'actualité, pour moi, car j'étais justement en train de me demander comment communiquer notre travail et comment le poursuivre puisqu'il avait donné beaucoup d'espoirs. J'ai rédigé une lettre adressée à la mairie pour faire une proposition dans le cadre du GPV (Grand Projet de Ville) avant la dernière réunion car je voulais la soumettre aux habitants pour savoir s'ils étaient prêts à me soutenir dans cette proposition.

La septième réunion, la dernière, celle du quatre juillet, avait pour objectif de faire un bilan de notre

expérience. Seulement Djiby, Salif et Elsie ont pu venir mais leurs évaluations de l'expérience fut très précieuse. Elles notaient la transformation du regard, sur ce qui nous entoure, que cette expérience avait opéré en eux, ainsi que les outils qu'elle leur avait apporté pour pouvoir exprimer leurs points de vue sur l'évolution du quartier. Je livre ici les remarques qui ont été faites sur ces points. Tout d'abord, Salif :

«C'est une expérience enrichissante. Cela fait dix ans que je connais Champigny Bois l'Abbé. Je n'y vis pas mais j'y mène des actions, dans le cadre de l'association «Union des Travailleurs Sénégalais», pour le quartier, mais je n'avais pas prêté attention à l'environnement. C'est notre collaboration qui m'a poussé à regarder de plus près l'environnement, le quartier. On n'a pas de regard profond, de regard fixe sur ce qui nous entoure.

Nos rencontres m'ont permis de mieux connaître le quartier et ses potentiels, ses difficultés aussi, ses perspectives pour poursuivre le dynamisme des populations.

Il y a des opportunités qui sont là. Et je pense que c'est notre rencontre qui a déclenché le fait que le quartier est plus visible pour moi. Je pense que c'est une expérience qu'il faudrait prolonger. Maintenant, ça m'intéresse de mieux connaître le quartier, son histoire, sa population. La mayonnaise a pris, il y a des volontés. Et avec ces volontés là, on peut faire beaucoup de choses. Votre regard extérieur est important. C'est très difficile de porter un regard sur l'endroit où l'on vit. Les autres peuvent vous amener à découvrir quelles sont les possibilités qui sont cachées, et non pas voir le quartier comme un quartier de délinquants, de problèmes etc... Non, c'est un quartier jeune, dynamique où on peut créer énormément de choses, avec un paquet de volontés ! On l'a fait avec des associations comme les Femmes Relais par exemple. S'il peut y avoir des apports extérieurs avec des idées novatrices, je pense qu'on peut faire beaucoup de choses. Je suis pour qu'il y ait une continuité de la réflexion qui va aboutir à des actions.»

Puis Djiby :

«Moi, je dirai la même chose que Salif. J'ai appris beaucoup car on peut habiter un endroit sans le connaître. Depuis qu'on a commencé, on était réellement dans le quartier parce qu'on a vu tous les coins du Bois l'Abbé, l'action nous a obligé à connaître tous les endroits de la cité. Par exemple, depuis 1988 que j'habite ici, le square Dauphine, je n'en avais jamais entendu parlé, je ne savais pas où il se trouvait. Je l'ai découvert aujourd'hui. Déjà, cela c'est important. (...) On peut dire maintenant, si on me montre une maquette, je suis armé pour donner mon avis, parce qu'avant j'avais rien pour faire une contre proposition, j'avais aucune idée. Les experts, on venait pour les écouter, nous étions que des invités, nous ne sommes pas armés pour débattre. Nous sommes informés. Aujourd'hui, je suis plus armé pour dire par exemple que dans tel coin on a oublié quelque chose. Avant on ne faisait pas attention à tout ce dont on a parlé, cela pourra d'ailleurs aider la mairie aussi.»

Et enfin Elsie :

«Depuis que je suis avec vous, j'ai appris beaucoup de choses, j'ai ouvert les yeux. Cela m'a donné une ouverture sur notre quartier. On avait des idées mais on ne savait pas comment les présenter, comment le dire. Maintenant, on peut répondre à quelqu'un qui nous demande : comment voyez-vous l'amélioration de votre quartier ? On a les armes, on vous remercie.»

Nous avons terminé la réunion sur cette question de la suite de l'expérience, c'est-à-dire de ma proposition à la mairie. Salif m'a répondu ceci :

«Je pense que tout ce qui permet d'amplifier la réflexion autour de ce qu'on a commencé à faire est à encourager. Cela nous oblige à réfléchir, c'est de la réflexion que découle les actions. Au départ, on peut être minoritaire mais avec des réalisations, le concret attire les gens. On a beau théoriser, il faut des actions physiques. Il ne faut pas qu'on se leurre, c'est en proposant des choses concrètes, des choses physiques, que les gens viendront»,

Djiby cela,

«Le travail qu'on a fait jusque là, c'était dans le rêve, on peut pas continuer à rêver en sachant qu'on rêve. Si l'action doit continuer, elle doit continuer pour les réalisations sinon je ne vois pas pourquoi mettre autant d'énergie comme ça pour rêver. Si l'on doit continuer, cela doit correspondre à une réalisation et à la réalité (...) Le combat continue avec nos associations et en tant qu'habitant. Si on continue sur la même direction, non seulement, c'est dans notre intérêt mais dans l'intérêt des autres habitants qui n'ont pas participé. A toi de prendre tes responsabilités. Nous, on continuera.»

et Elsie,

«J'en parle dans le quartier, aux Femmes Relais par exemple, je dis ce que j'ai découvert, alors les gens commencent à s'intéresser : «ah, je ne savais pas que c'était comme ça. Tu nous donnes les comptes rendus des réunions, on te soutient dans ta participation». L'information commence à passer. Si vous continuez, il y aura d'autres personnes. Maintenant on peut dire ce qu'on a appris, ce qu'on voit, cela va intéresser beaucoup plus de personnes. Je suis d'accord pour te soutenir».

Djiby, Salif et Elsie m'ont donné beaucoup de force pour faire ma proposition à la mairie. J'ai donc pris des rendez-vous avec les différentes personnes concernées par ma proposition, à la mairie. J'ai rencontré Georges Charles, le maire-adjoint à l'urbanisme, Jean-François Serre, le directeur du GPV et Sylvie Clapier, la directrice de l'aménagement avec Catherine Baour, l'architecte du service d'urbanisme et Gwenaëlle Christian, l'urbaniste à la Direction de la Politique de la Ville. Je leur ai tous transmis par écrit ma proposition sans y joindre tous les documents produits par l'équipe, car je pensais qu'ils avaient une valeur d'engagement qui ne me permettait pas de les donner à la mairie, sans qu'elle prenne position. Par contre les habitants les avaient et ils en faisaient ce qu'ils voulaient.

Un enseignant de l'optionnel «Formation à la pédagogie de l'architecture» que j'ai suivi, Gustave Massiah, m'a conseillé pour la rédaction de cette lettre. Voici la lettre adressée à la mairie :

Présentation de la démarche d'un travail entre des étudiants en architecture et des habitants du Bois l'Abbé.

Dans le cadre d'un cours de projet de cinquième année, à l'Ecole d'Architecture de Paris La Villette, j'ai travaillé sur la ville de Champigny. Le thème du cours étant la réhabilitation des quartiers de logements sociaux, j'ai étudié avec deux autres étudiants, Nida Duong et Jean-Philippe Bourrel, le quartier du Bois l'Abbé.

Intéressée par les questions relatives aux politiques locales, politiques urbaines, j'ai tenté de mettre en place une méthode de participation des habitants aux différentes étapes d'un projet de transformation de leur quartier.

L'idée était de constituer une équipe d'habitants qui suivrait du début à la fin le processus de conception architecturale, pour faire ensemble un petit projet d'architecture et d'urbanisme sur le Bois l'Abbé, inscrit dans la réalité du Grand Projet de Ville. Je dis "un petit projet" car nous avons très peu de temps, l'année universitaire se terminant fin juin 2001.

Pour former cette équipe, j'ai rencontré des habitants et des travailleurs actifs pour le quartier pendant deux mois, ce qui a abouti à un document de comptes rendus d'entretiens (Périne Lair du "Déjeun'bar", Hugo Guerra, coordinateur du quartier, Asma Aznar de l'association "Femmes Relais Médiatrices Interculturelles de Champigny", Annick Lagneau, bibliothécaire du Bois l'Abbé, Salif Dia et Djiby Sy de l'association des Travailleurs Sénégalais, Moussa Touré, agent de médiation au Bois l'Abbé et à Coeuilly et membre de l'association "tous ensemble, main dans la main", Maïmouna Sy de "Jeunesse Association", Joseph Niamby de l'association "Noé du Congo", Elsie Hypolite responsable du groupe "Bouche à oreille pour la recherche d'emploi", Mélanie, membre d'un groupe de femmes catholiques de l'Eglise Jean 23).

Cette somme de comptes rendus d'entretiens est devenue, à la fois, un document de connaissance du quartier et un outil de travail pour la future équipe d'étudiants et d'habitants.

Parallèlement à ces rencontres, une lettre "Aux habitants du Bois l'Abbé" et un planning provisoire des réunions furent diffusés dans le quartier par l'intermédiaire des services municipaux (bibliothèque, P.M.I., Mission Locale) et des associations.

La première réunion de l'équipe s'est tenue le vendredi 17 mai, et la dernière, la septième, le mercredi 4 juillet. Une moyenne de sept habitants a participé régulièrement aux réunions que j'animais.

Ce travail en équipe a abouti à un certain nombre de documents réalisés par les étudiants et validés au fur et à mesure par les habitants. D'abord, chaque réunion était enregistrée, ce qui m'a permis de réaliser des comptes rendus à l'image de nos discussions. La plupart d'entre elles ont, également, été filmées pour garder des traces de cette expérience et en faire une autocritique.

Puis, au bout de la troisième réunion, un ensemble de documents graphiques et écrits

relatifs au travail spécifiquement architectural et urbain se sont succédés : un tableau d'analyse urbaine avec des constats et des perspectives pour le quartier, suivi d'un plan du quartier synthétisant cette analyse-projet, un texte de programmation d'intervention architecturale et urbaine et pour finir aux trois projets individuels des étudiants situés sur trois lieux choisis par les habitants à partir du programme.

Proposition de poursuite d'un travail sur le quartier du Bois l'Abbé.

Forte de cette expérience, je suis prête à continuer le travail avec les habitants sur le quartier du Bois l'Abbé.

Poursuivre la démarche de connaissance du quartier et de recherche méthodique de participation des habitants dans des projets de transformation de leur cadre de vie, nécessite une redéfinition des objectifs de mon intervention à Champigny.

L'objectif n'est plus seulement de se former à de nouvelles pratiques dans la politique de la ville (comme je le disais dans ma lettre aux habitants), mais de les expérimenter dans une réalité architecturale et urbaine.

Pour cela, l'équipe d'habitants doit être élargie.

Je devrais reprendre cette prise de contacts avec les personnes actives dans le quartier, aussi bien dans le milieu associatif qu'au sein des services de la ville. Ceci pourrait aboutir à un document d'entretiens qui serait un document d'information du quartier, de présentation des forces en présence au Bois l'Abbé.

Associé à ces rencontres, il serait important de faire un travail plus global de communication à l'ensemble des habitants non organisés du quartier pour les amener à participer.

Ce travail pourrait être fait en collaboration avec Hugo Guerra, pour qui la communication avec les habitants est centrale dans son métier. Et si la ville veut se donner les moyens d'une réelle participation des habitants, un soutien complémentaire au coordinateur du quartier sur le terrain, un soutien de l'ordre de la spécificité architecturale et urbaine, serait assez cohérent.

Dans l'expérience que j'ai menée avec l'équipe d'habitants, l'objectif était de partager différentes étapes du processus d'un projet architectural et urbain : la phase de programmation et la phase de conception.

La programmation s'est faite avec une méthode didactique de participation, par contre je n'ai pas eu assez de temps pour élaborer puis expérimenter une méthode propre à la participation dans la conception d'un projet architectural et urbain. Ceci reste à faire, d'autant plus que je pense que c'est bien là que se situe l'enjeu de mon métier.

Dans l'idée de recomposition de l'équipe d'habitants, il faudrait pouvoir s'appuyer sur le travail déjà réalisé entre autre en ce qui concerne le programme auquel l'équipe avait abouti. Il faudrait inventer une manière de confronter un travail déjà là et un travail à venir, ce qui est une situation très courante dans l'évolution d'une ville.

Proposition d'intervention

Dans un souci de continuité d'un travail d'approfondissement que j'ai effectuée cette année à l'école d'architecture (projet de cinquième sur le Bois l'Abbé, optionnel sur "La formation à la pédagogie de l'architecture", mémoire sur le thème de la participation des habitants), je souhaiterais travailler à Champigny, et plus particulièrement au sein de l'équipe du Grand Projet de ville pour les raisons que j'ai explicité précédemment et d'un point de vue personnel de parcours pédagogique pour les raisons suivantes :

- immersion dans la réalité politique d'une ville
- compréhension du système d'acteurs d'une ville
- expérimenter une pratique d'architecte, celle de la participation des habitants
- élaborer une méthode didactique de participation et l'appliquer
- apprendre à travailler avec les différents professionnels qui font la ville
- mener une réflexion critique sur la démocratie locale, la démocratie participative.

Dans le même état d'esprit d'aboutissement d'un parcours intellectuel et pratique, et suivant le déroulement de mon travail à Champigny, il serait intéressant que je fasse mon diplôme sur un projet élaboré au Bois l'Abbé de Champigny.

Mon intervention pourrait se réaliser sous forme de contrat à durée déterminée entre votre structure et la Junior entreprise de mon école ce qui vous dispense de charges sociales. Et en même temps, je pourrais valider cette expérience professionnelle dans le cadre de mon stage de troisième cycle ce qui me permettra d'être suivie et évaluée par un enseignant .

Léa Longeot

A chaque rencontre, je proposais d'intégrer l'équipe du GPV. Je m'étais renseignée sur la situation des GPV dans les municipalités. Ils avaient, pour la plupart, une certaine autonomie par rapport à la ville. Dans chaque ville, était nommé par l'Etat un directeur de GPV qui coordonnait l'ensemble des partenaires (bailleurs sociaux, Etat, Région, Département...). Je compris plus tard qu'à Champigny c'était un peu différent.

Georges Charles, l' élu, m'accueillit cordialement. Il me raconta son parcours et la position de la mairie par rapport à la question de la participation des habitants avec la création des conseils de quartier, et d'un Fond d'Initiative à la Participation des Habitants, et la mise en place d'une nouvelle stratégie, selon ses termes, par un travail d'évaluation par un cabinet de consultation en sociologie urbaine, spécialisé dans les contrats locaux de sécurité. Il m'a aussi dit que la mairie soutenait depuis longtemps les étudiants qui voulaient faire des stages en son sein. A l'époque, j'insistais pour dire que je ne pouvais pas être une simple stagiaire car j'avais un projet que je voulais le plus autonome possible. Il me conseilla de rencontrer Sylvie Clapier qui faisait le lien entre le GPV et la ville, c'est elle qui était censée, avec son équipe, accepter ou pas ma proposition.

Jean-François Serres, le directeur du GPV fut très intéressé par ma proposition. Il me demanda de lui présenter le contenu du travail que l'on avait mené avec les habitants à partir d'un plan du Bois l'Abbé. Je lui parlais des aboutissements de la phase de programmation. Puis, il fut très direct en me demandant combien je voulais être payée, quelle durée j'étais prête à m'engager et si j'étais prête à constituer une équipe pluridisciplinaire de professionnels, une équipe de maîtrise d'œuvre pour réaliser le schéma de cohérence du Bois l'Abbé. Autant dire qu'il prenait très au sérieux ma proposition. Il m'expliqua la position difficile qu'il avait dans la mairie mais il me donna

rendez-vous en septembre pour qu'il puisse défendre ma proposition au sein de l'équipe municipale.

Sylvie Clapier fut plus prudente. Elle insistait pour prendre connaissance des documents que nous avions produit. Je tentais de lui expliquer que ces documents avaient une valeur professionnelle. Elle fut pleine de doutes par rapport à ma place dans la mairie, sachant que je me positionnais du côté des habitants, je revendiquais une certaine autonomie. En m'embauchant, j'allais en quelque sorte représenter la mairie dans le quartier. J'insistais sur le caractère partenarial du GPV, que ce n'était pas la mairie qui m'embauchait mais que je pouvais être missionnée dans le cadre du GPV.

J'avais senti une frilosité de la part de Sylvie Clapier et donc de la mairie. Par contre, j'avais un soutien, c'était celui du directeur du GPV.

Je ne savais pas, à l'époque, le peu de marge de manœuvre qu'avait Jean-François Serres. Je pensais qu'un directeur de GPV avait assez de poids pour convaincre une mairie d'autant plus que parmi les premiers objectifs des GPV, la participation des habitants était en première ligne.

A la rentrée, en septembre, tout bascula. Jean-François Serres m'annonça qu'il démissionnait car il n'arrivait pas à traiter avec la mairie. Puis, j'appris que Sylvie Clapier partait à la retraite et enfin que le maire lui-même était en mauvaise position politique. On l'accusait de n'avoir pas respecté les règles des élections municipales.

J'écrivais une nouvelle lettre cette fois-ci adressée au maire qui précisait ma proposition au regard des rencontres que j'avais effectuées en juillet. Je reçus une réponse négative de la part du maire me disant que l'équipe était au complet. Il faut tout de même dire que le maire était un ancien habitant du Bois l'Abbé, je lui avais proposé, à ce propos, que l'on réalise un entretien pour compléter la connaissance du quartier que j'avais commencé à constituer.

Je pensais, dans ce nouveau contexte, ayant perdu le soutien de J.F. Serres, attendre la nomination du prochain directeur du GPV et le contacter aussitôt. Et puis, cela a duré et j'ai arrêté d'appeler la mairie, le directeur n'étant toujours pas nommé.

Entre temps, j'avais gardé contact avec Djiby, Elsie, Salif et Moussa. Je leur ai envoyé les comptes rendus des dernières réunions. Je suis allée aux Journées Culturelles organisées par l'Union des Travailleurs Sénégalais en octobre. Et en février, Salif m'a contacté pour m'inviter à un événement qu'il organisait avec la Communauté Africaine du Bois l'Abbé : un Grand repas de partage et de solidarité, «Mon voisin = mon parent», le samedi 6 avril. J'ai pu y revoir Djiby, Elsie, Moussa et Salif, et aussi Hugo Guerra. Ils m'ont donné des nouvelles du quartier. Il y avait eu la création de douze postes de jeunes médiateurs et Moussa travaillait avec eux. Il m'a d'ailleurs demandé si je pouvais présenter l'expérience que nous avons menée à l'équipe des douze. Salif était adulte-relais. Je questionnais Hugo Guerra sur la situation de la direction du GPV. Le directeur n'était toujours pas nommé. Il m'a exprimé une critique vis-à-vis de la démarche que j'avais eu vis-à-vis de la mairie. Il pensait que je n'avais pas été assez modeste dans la manière de m'adresser à la mairie.

Pendant cette période de septembre 2001 à septembre 2002, je répétais souvent "qu'il n'en était pas fini avec Champigny". L'action n'était pas terminée. Il y avait ne serait-ce que le film à monter pour le donner à tout le monde et pourquoi pas organiser une projection. Je ne pouvais accepter d'en rester là. Gustave Massiah m'avait conseillé, si cela ne marchait pas avec la mairie, de m'adresser à l'OPAC de Paris, qui était propriétaire de la majorité des terrains et constructions du Bois l'Abbé. Une autre personne, Christiane Clairon-Lenfant de la Drac Ile de

France, m'avait conseillé de monter un projet dans le cadre du GPV en m'adressant au chef de projet rattaché au département et au sous-préfet chargé de la mission ville. Mais, je laissais la question en suspens car je m'étais organisé autrement pour l'année.

Durant cette année universitaire, je menais d'autres actions. J'avais participé à la création de l'association DIDATTICA (juillet 2001) à l'école d'architecture de Paris La Villette qui réunit des personnes provenant de différents champs disciplinaires autour de réflexion et d'actions entre transmission et création, entre apprentissage et *subversion* du savoir, entre pédagogie et didactique. Il est question de la sensibilité et de la prise de conscience de l'espace social et physique (voir annexes). Je menais une action pédagogique dans un lycée technique de Saint Maur. Le hasard me fit traverser la Marne, car Saint Maur et Champigny se font face et se séparent avec la Marne.

Et puis, il y avait Nordine, et son projet, qui ne s'était pas intégré au collectif. Je le recontactais en juin 2002 à l'occasion d'un projet associatif et coopératif dans lequel je m'engageais avec l'association DIDATTICA, celui de *La péniche Générique «Les chaudrons»* d'André Minvielle, qui serait un «lieu outil itinérant expérimental, transartistique, déterritorialiste, lieu outil d'échanges, d'exploration, d'éducation et de transmission» qui «jette un pont entre les langues et les voix(es)», où «se cultive des patrimoines culturels et historiques des sites traversés», qui collecte les accents d'ici et là (patrimoine des langues) et diffuse des créations coopératives sonores, «Lettres sonores en France» en coproduction avec France Culture.

André Minvielle est «artiste par contrariété, artisan poly-ambi-vallant par nécessité critique transcendante occidentale improvisateur routinier auteur à contre pied, chanteur vocalchimiste tchatteur compositeur instrumenteur».

J'élaborais au sein de DIDATTICA une proposition pour la péniche :

- un ou des chantier-écoles pour la conception et la construction de la péniche et de ses aménagements (coopération entre l'Ecole d'Architecture de Paris La Villette et des lycées techniques)
- des ateliers d'architecture et de vocalchimie, ateliers d'arts et de techniques, de lieux en transformation (dans le quartier du 19e et du 10e arrondissement le long du canal, et dans le quartier du Bois l'Abbé de la ville de Champigny au bord de la Marne)
- des débats
- des films

Il est peut-être nécessaire de rappeler que la rencontre avec Nordine s'était réalisée sous le signe de la musique et de la danse (café-concert). Nous partagions la même passion pour la musique et la danse. Je disais à Nordine que la péniche pouvait décider de passer sur la Marne, et rencontrer les enfants et les adultes du Bois l'Abbé. On pourrait monter des ateliers d'architecture et de vocalise, organiser des débats.

Il me reparla de son projet associatif, et je réalisais le lien qui pouvait être fait entre son projet de réhabilitation en chantier-école de *La ferme des cultures* à proximité du Bois l'Abbé et la mise en place d'ateliers de création (photo, musique, théâtre) et l'aménagement de la péniche en chantier-école également.

L'action n'est jamais terminée. Elle rebondit et fait des échos.

Un des rebonds qui nous intéresse ici, parce qu'il a été réalisé, est cette action pédagogique menée dans un lycée

technique. Dans l'expérience de Champigny, il y a des projets mais pas de création collective, alors que dans l'expérience de Saint Maur, il y a de la création et pas de projets.

Une action pédagogique au lycée François Mansart de St Maur

Nous pensons que la politique nécessite des moyens pédagogiques et didactiques car ces moyens mettent en jeu les rapports aux savoirs et les rapports humains. Nous y reviendrons au chapitre III. Nous allons relater la construction d'une démarche pédagogique et didactique que nous avons réalisée dans le courant de l'année 2001 et 2002, à la suite de l'expérience du Bois l'Abbé. L'expérience s'est déroulée au lycée François Mansart de Saint Maur, avec des élèves en BTS «Etude et Economie de la Construction» et des enseignants de ce lycée.

Cette expérience s'inscrit dans l'opération «Des élèves et des architectes» organisée par le Conseil en Architecture, en Urbanisme et en Environnement (CAUE) du Val de Marne (94), opération de sensibilisation à l'architecture en milieu scolaire.

Dans cette expérience, il n'y a pas de transformations d'espaces mais une volonté de transformation du regard sur le monde, de transformation de notre rapport au monde, une prise de conscience de soi et du monde.

La démarche s'est construite à partir d'une volonté de l'enseignant du lycée, un projet de sensibilisation des élèves à la dimension culturelle et artistique de l'architecture autour du thème des matériaux de construction. Alexei Inclan, étudiant en architecture, et moi-même avons donc élaboré, en entente avec l'enseignant, un programme d'intervention sur huit séances (onze effectives) autour du thème plus large de la matière qui permettait d'ouvrir la réflexion, en particulier sur des questions philosophiques. En effet, l'histoire de la philosophie nous a appris que la matière avait été définie par opposition aux choses de l'esprit. Ceci nous a aidé à définir notre démarche sur le thème de la matière, car le rapport entre matière (monde matériel) et esprit (pensée) pose la question de notre rapport à la connaissance. Pour certains philosophes comme les matérialistes, la matière ne s'oppose pas à l'esprit mais c'est de la matière que nous viennent toutes nos connaissances et en particulier de l'expérimentation de la matière.

Donc, pour définir notre démarche sur le thème de la matière, nous sommes partis de ce principe d'expérimentation de la matière pour construire des connaissances.

Un deuxième postulat était de dire que l'architecture permettait plusieurs entrées (disciplinaires) pour aborder un sujet. Nous avons donc abordé plusieurs dimensions que convoquait le sujet de la matière dans le champ architectural, qu'était la dimension philosophique, scientifique, anthropologique, historique, technique et écologique. Et pour les aborder, nous avons associé à une démarche plastique, une démarche de projet et une démarche d'écriture et de parole. Les objectifs que nous nous étions donnés au départ, étaient les suivants :

- apprendre à regarder autrement (la matière, les matériaux et l'architecture)
- travailler sur la prise de conscience de ce qui nous entoure
- ouvrir à plusieurs perceptions de la construction (culturelle, sociale, historique, artistique...)
- se construire notre propre connaissance.

Pour commencer l'expérience, en préalable, nous avons organisé trois séances introductives qui avaient pour objectifs d'abord, d'apprendre à se connaître, à se parler, par une présentation de chacun et une

présentation des études en architecture, puis apprendre à regarder autrement l'espace qui nous entoure par le dessin, et enfin apprendre à communiquer une expérience spatiale par l'écriture et la parole, l'écriture prise comme une matière qui en rencontre une autre, la feuille.

Avec ce préalable, nous avons pu commencer nos entrées disciplinaires pour réfléchir sur la matière.

Tout d'abord, avec la philosophie, nous avons réfléchi à l'opposition entre la matière et l'esprit, entre la matière et les idées. Puis nous nous sommes interrogés sur la notion de chaos avec les philosophes et les scientifiques. Puis nous avons visité les civilisations dans leur rapport aux matériaux «nobles» (le bois, la terre et la pierre) dont découlent des formes et des techniques architecturales associées à des modes de vie. Et enfin, nous avons discuté de la dimension écologique de l'architecture dans son rapport aux matériaux.

Après toutes ces approches, nous avons fait un bilan de l'ensemble des expérimentations et nous avons voulu travailler sur la restitution de l'expérience comme moyen de mise en relation. Pour cela, nous avons élaboré un cahier collectif composé de paroles des élèves sur une évaluation de l'expérience sous forme d'interviews, puis ils ont composé une page d'explication de leur dernier travail, leur dernière production qui avait nécessité des choix, des positionnements sur l'architecture et les matériaux. Ce cahier comporte également les traces écrites, photographiques et graphiques de l'ensemble de l'expérience. Et enfin, nous avons abordé la question de la communication, de la transmission d'une expérience dans une exposition. Les élèves ont réalisé des affiches personnelles.

A travers cette présentation d'une démarche pédagogique et didactique, nous pouvons comprendre ce que nous entendons par la mise en relation des individus entre eux et avec le savoir. L'important, pensons-nous, est de mener l'expérience, de jouer le jeu, de se jouer soi-même, de se confronter aux autres dans la prise de position plastique et verbale.

L'architecte, s'il veut pratiquer son métier dans une perspective de démocratie directe, il a besoin, pensons-nous, de développer des moyens qui sont des moyens pédagogiques et didactiques. Autrement dit, il doit apprendre à partager son savoir et son savoir-faire, à organiser le débat. Nous y reviendrons au chapitre III.

“Nous vous proposons de vivre une expérience “qui élargit ou enrichit votre pensée”¹, qui peut vous transformer. C'est-à-dire qu'après avoir vécu cette expérience, vous serez peut-être différents, vous ne percevrez peut-être pas le monde de la même manière. Il y aura de nouvelles dimensions de la vie, de l'existence que vous aurez explorées.

Cette expérience, c'est une expérience de la création et de la connaissance.

Et nous, nous sommes là pour vous aider à mener cette expérience personnelle, chacun va construire son propre chemin. Si vous avez envie, vous pouvez le faire à deux, la découverte peut être collective.”

Ce texte définit l'objectif général de l'intervention que je souhaitais mener. Il a été écrit au début de la définition du programme. Ces mots font partie des premiers mots que j'ai formulés aux étudiants et ce sont des mots que j'ai souvent répétés. En effet, je leur ai dit que mener une expérience c'était un choix personnel, un engagement personnel, qu'il fallait jouer le jeu s'ils voulaient vraiment vivre quelque chose qui les transforme.

¹ Les notes de bas de page se trouvent en fin de document, p.94.

Cette expérience que nous leur proposons était faite d'un ensemble d'approches telles que des démarches plastiques qui questionnent la connaissance, qu'un travail d'écriture et de prise de parole. Cette diversité d'approches permettait à chaque étudiant de se confronter à plusieurs modes d'appréhension de la connaissance, et ceci permettait de se situer.

Pour évaluer notre intervention au vu des objectifs que nous nous étions donné, il est important de considérer deux niveaux de regard. Le premier se situe du côté des étudiants en BTS qui se sont exprimés à la fin de l'année, sous forme d'interview, sur ce qu'ils avaient vécu. Ce sont leurs évaluations et elles sont importantes pour la compréhension. Le deuxième niveau concerne notre autocritique au regard des observations des étudiants mais aussi par rapport à notre observation.

Nous allons donc prendre chaque séance chronologiquement, raconter le déroulement de chaque séance et opérer à un bilan sur ces deux niveaux. Et nous finirons sur une conclusion d'ensemble sur le programme dans sa totalité.

La première séance :

Qui sommes-nous ? Qu'apprend-on dans une école d'architecture ?

L'objectif de cette séance était d'apprendre à se connaître et de sensibiliser les étudiants au monde large de l'architecture, de la multiplicité des parcours en abordant le contenu de la formation en architecture.

Lorsque j'ai présenté la formation en architecture, le contenu de l'enseignement, les étudiants posaient beaucoup de questions. Ils étaient curieux et à la fois étonnés (ils l'ont exprimé sur le moment) de la diversité des approches dans l'enseignement des écoles d'architecture. Ils pensaient qu'un architecte était seulement formé à la construction. Dans l'interview, Marc Muhel a noté qu'il avait été surpris que la dimension psychologique était traitée dans les écoles d'architecture.

Lorsque je leur ai parlé de l'approche anthropologique, la plupart découvraient ce mot et m'ont demandé son orthographe. Ils ont été très intéressés de ce type d'approche d'autant plus que les exemples que je leur ai donné (qui me semblaient caractéristiques) concernaient l'étude anthropologique de quartiers qui accueillait des communautés étrangères, l'histoire d'un lieu avec les arrivées et les départs de ses habitants, avec les transformations des commerces...

L'exposé sur l'enseignement de l'architecture a duré trois quart d'heure et j'ai été étonnée de l'attention des étudiants. Puis nous nous sommes présentées, Bénédicte et moi-même. Nous avons présenté notre parcours d'étude et nos aspirations. Et nous avons demandé la même chose aux étudiants.

Ce moment a été un véritable moment de découverte de l'autre. D'ailleurs, les étudiants entre eux aussi se sont découverts (Robert Kpannou a fait la remarque dans l'interview). J'ai appris que la plupart avaient apprécié les cours d'art plastique au lycée. La séance s'est déroulée sans la présence des professeurs. J'avais fait cette demande à propos du moment des présentations pour que les étudiants se sentent plus à l'aise pour nous parler.

La deuxième séance :

Regarder l'espace autrement

Avant de rentrer dans le vif du sujet qui est *Matière et architecture*, il m'a semblé important de faire une

entrée en matière (c'est le cas de le dire) progressive. C'est-à-dire qu'il était question de regarder autrement l'espace qui nous entoure, de faire une expérience qui transforme notre rapport à l'espace pour pouvoir développer sa sensibilité propre dans le sujet d'architecture qui avait été choisi. Pour cela, j'ai demandé à un plasticien de l'école d'architecture de Paris La Villette (Jean-Pierre Marchadour), quel type d'exercice il faisait faire aux étudiants de première année. Car il était bien question de dessiner l'espace, le dessin comme outil de perception, outil de connaissance et outil de questionnement. Donc, les étudiants ont dessiné leur lycée à deux endroits différents. L'exercice consistait à raconter une histoire par le dessin et l'histoire, c'était un déplacement dans l'espace avec un élément référent, un fil dans l'espace.

La consigne était de faire cinq dessins de cinq à dix minutes chacun. Faire plusieurs dessins est très important car on a le temps d'évoluer, de se tromper, de recommencer.

Je pensais qu'on aurait le temps de faire le plan de déplacement et de prendre des empreintes de matières pour garder une mémoire tactile du lieu observé, à cette même séance. Il s'est avéré que cela faisait trop de choses pour une seule séance de deux heures. On a quand même pris le temps d'exposer les dessins dans le couloir et d'en discuter. Comme tous les étudiants n'avaient pas terminé en même temps, on n'a pas pu discuter collectivement de leurs dessins.

J'étais seule intervenante. Les deux enseignants de projet (cours dans le cadre duquel j'intervenais) ont participé à la séance. L'un filmait et réagissait aux dessins des étudiants et l'autre également observait ce que faisaient les étudiants. Je n'avais pas prévu la place des enseignants dans cette séance. C'est-à-dire que je n'avais pas réfléchi à leur rôle dans cette séance si ce n'est le filmage. Je leur avais proposé la démarche de l'exercice mais je n'avais pas discuté avec eux de l'attitude à adopter lorsque l'on est extérieur à l'exercice. Quel types de conseils donner ou ne pas donner par exemple...etc.

Il me semble qu'il a manqué ce temps de préparation au sujet de la place de chacun dans cette séance. Car je pense qu'il était important que chacun ait son rôle. Peut-être aurait-il fallu que nous dessinions tous, comme a pu le faire un groupe d'étudiants et un architecte avec une classe du lycée Nicolas Ledoux à Pavillon-sous-Bois. Je crois que l'intervenant-architecte doit être plutôt disponible pour les élèves.

Pour résumer ces premières remarques critiques, il y en a une qui concerne la prévision du temps que nécessitait tout le programme de cette séance et la deuxième concerne le moment de préparation de la séance qui aurait dû comprendre une discussion avec les professeurs, sur l'attitude à adopter pendant l'exercice.

Une autre remarque me semble importante, elle concerne une autocritique que l'on retrouvera à d'autres moments.

En effet, au regard de l'objectif de mener une expérience, se pose la question de l'entrée dans cette expérience, de la mise en condition. Plus précisément, l'introduction que j'ai faite à cette séance pour présenter l'expérience du dessin a révélée le rapport que je pouvais installer. Je veux parler du rapport à l'autorité, du rapport scolaire à l'expérience. Car, nous intervenons dans le cadre scolaire, et c'est d'ailleurs un des intérêts de ce travail pour vivre un autre rapport à la connaissance (car nous sommes bien dans un processus d'apprendre sur soi, sur le monde, sur les connaissances de ce monde). Or, j'ai pu faire le constat que bien que je veux installer un autre rapport que le rapport scolaire, j'affirme une volonté de rigueur et de fermeté vis-à-vis des étudiants car je pense qu'on a besoin de ces exigences pour mener véritablement cette expérience. Comment ne pas tomber dans un rapport d'autorité scolaire ?

Comment l'exigence de rigueur que je demande peut-elle devenir celle des étudiants eux-mêmes ? C'est très difficile. Ma présentation a consisté à exposer les règles du jeu, c'est-à-dire l'ensemble des lignes directrices pour mener cette expérience. Dans ce moment d'introduction se joue en même temps le besoin de clarté de ma part pour que les étudiants comprennent le pourquoi de cette expérience et le comment, l'exigence de rigueur demandée, et en même temps l'idée que l'expérience proposée est une découverte qui fait appel au plaisir et à la liberté de chacun à mener cette expérience, car c'est bien une expérience personnelle. Jouer sur tous ces niveaux en dix minutes, un quart d'heures n'est pas facile. L'autocritique que je ferais concerne cette mise en condition. Je pense qu'avant de présenter l'expérience, il aurait fallu que je prenne le temps d'installer une ambiance, d'installer un autre rapport avec les étudiants. Il aurait peut-être fallu que je commence par un dialogue avec les étudiants, un dialogue qui les implique autrement que par la réponse à un exercice qu'on leur demande d'exécuter.

Je ne pense pas que la plupart aient vécu cela comme un exercice quelconque à exécuter, certains ont réellement fait des découvertes, mais j'aurais pu plus transformer le rapport au lycée.

Du point de vue des productions des étudiants, de leurs expressions lors de cette séance, on peut dire que tous ont joué le jeu, ont compris les règles et la plupart ont réussi à dépasser les règles et à mener une expérience personnelle de découverte d'un outil, de découverte d'un regard, d'une expression.

La troisième séance :

Retour sur expérience, donner du sens à une expérience plastique et spatiale

Cette séance n'était pas prévue. C'est une séance qui a été adaptée en fonction de la séance précédente car, comme je l'ai dit, nous n'avons pas eu le temps de faire tout ce qu'on avait prévu à la deuxième séance.

Donc, cette séance fut une séance de retour sur l'expérience menée à la deuxième séance. L'objectif était de mettre des mots sur une expérience plastique et spatiale et de retranscrire sur un plan cette expérience. Mettre des mots et jouer avec ces mots, c'est-à-dire jouer de la plasticité (calligraphie), du chant et du sens des mots. Le dessin des mots, donner du sens aux mots par leurs plasticités, c'était un des objectifs de cette séance.

Avant l'écriture, il fallait se préparer à la composition de l'histoire à raconter. Comme nous n'avions pas pu regarder ensemble l'ensemble des dessins, chaque série de cinq dessins a été affichés et collectivement, autour d'une table, chaque étudiant devait raconter son expérience spatiale. Pour cela, je les aidais en leur posant des questions (voir texte de préparation).

Ce moment collectif qui installait un rapport d'écoute et un rapport de prise de parole était très important pour que les étudiants se confrontent à la clarté du discours qu'ils avaient à élaborer, aux regards sur les productions des uns sur les autres et à l'écoute.

Ce moment a eu plusieurs caractéristiques. Tout d'abord, le fait que la série de cinq dessins soient affichée pour chacun devant les autres et commentée, a très bien fonctionné. Les étudiants étaient assez attentifs aux productions des uns et des autres, ils commentaient spontanément alors que ce n'était pas leur production. Par contre, raconter l'histoire spatiale qu'ils avaient vécu, exprimer leurs sensations, leurs sentiments face à l'acte de dessiner était assez difficile pour eux. Je les ai aidés à trouver les mots, pour parler de l'expérience. Mais globalement ce moment collectif

a bien fonctionné, ils étaient curieux de s'entendre les uns les autres. Le tour de table, comme pour la première séance, instaure un rapport d'égalité face à la parole.

Puis, dans un deuxième temps, je leur ai demandé de dessiner le plan de leur déplacement et d'écrire ce qu'ils venaient de nous raconter en travaillant la plasticité de l'écriture, la calligraphie. Pour cela ils avaient le même outil qu'à la deuxième séance, une craie comté et cette fois-ci en deux couleurs, le noir et la sanguine. Cet outil permettait de faire des effets de matière.

Dans ce moment, j'ai retrouvé les mêmes difficultés que l'oral, c'est-à-dire que les étudiants ont des difficultés pour exprimer leurs sensations, pour raconter. Mais tout de même, ils ont tous tenté l'expérience de l'écriture. Le plan ne leur a posé aucun problème. Quelques uns ont réellement joué sur les effets de la matière que permettait la craie comté.

Ces moments, autour d'une table, me semblent être des moments privilégiés d'échange entre eux. Ils discutent entre eux, tout en faisant, ils s'aident.

C'est à cette séance que j'ai commencé à leur parler du cahier qui devait être individuel, au départ, comme un carnet de bord, d'où le travail d'écriture, de retour sur des expériences plastiques. Et puis finalement nous avons décidé qu'il serait collectif par manque de temps.

L'idée qu'il y ait deux moments, l'un collectif de prise de parole et l'autre individuel, de production personnelle, me semble riche pour les rapports qui s'installent entre eux et moi, et entre eux.

La quatrième séance :

Matière et philosophie et approche de la matière par le chaos

Cette séance a accueilli un nouvel intervenant, Alexeï Inclàn, étudiant de l'école d'architecture de Paris La Villette (Bénédicte ayant abandonné depuis deux séances). Cette quatrième séance était une première entrée dans le thème proprement dit de la matière. Mes recherches sur le thème de la matière s'étaient orientées particulièrement vers la philosophie. Je voulais commencer l'approche de ce thème par une expérimentation plastique qui permettait d'aborder des connaissances abstraites telles que celles de la philosophie. L'idée était de commencer par situer ce thème dans l'histoire de la pensée, dans ses origines. Il faut dire également qu'il y avait une volonté de ma part de commencer par aborder le thème avec des étudiants de lycée technique par le haut, c'est-à-dire par l'histoire de la pensée. Et comme certains philosophes nous disent que la connaissance nous vient de la matière, par une expérimentation, nous pouvions le tenter.

Alexeï a proposé que nous expérimentions la matière à travers la notion de chaos. Notion que les philosophes antiques utilisaient pour parler de l'origine du monde, comme matière originelle qu'il faut ordonner. Cette notion de chaos nous permettait également de poser la question de la mise en forme en architecture à partir de matières qui ont une logique interne comme l'ont démontré les scientifiques, ce qui s'opposait à l'idée de désordre de la matière. Nous posons aux étudiants les débats qu'animaient depuis presque les origines de la philosophie la question de la matière et du chaos.

Nous avons décidé, avec Alexeï, de ne pas trop s'étendre sur la connaissance du débat avant que les

étudiants expérimentent par une démarche plastique la notion de chaos. Nous voulions qu'ils découvrent la connaissance par cette expérience. Et ensuite, à partir de leurs productions, nous pouvions faire des apports de connaissances. Nous avons même pensé plutôt revenir sur la connaissance à la séance d'après pour laisser le temps à la réflexion personnelle.

J'ai donc introduit la séance par un exposé rapide sur l'origine du mot *matière* et sur le débat qu'avait posé cette notion de matière dans l'histoire de la philosophie, c'est-à-dire l'opposition entre matière et esprit (voir texte de préparation).

Dans ce moment d'exposé, je souhaitais instaurer une petite discussion sur cette idée d'opposition entre matière et esprit. J'espérais que les étudiants se positionnent dans le débat.

Je n'y suis pas arrivée. Il aurait fallu que je prépare plus de questions et que je prévois plus de temps pour ce moment. Puis Alexeï a présenté l'expérience plastique qu'on leur proposait sur la notion de chaos.

Dés cette séance, la dimension écologique fut présente car nous avons insisté sur le fait que les matières qu'ils avaient à leur disposition provenaient pour la plupart d'une récupération, et en particulier que l'on avait récupéré les déchets du lycée (bois, tissus...).

Les étudiants ont été très surpris de cette proposition de travail sur le chaos. Ils ont réagi très rapidement à la notion de chaos, en donnant des définitions et en affirmant qu'il était impossible d'exprimer cette notion de néant. Et puis finalement, ils se sont tous mis au travail, chacun manipulant les matières, prenant du plaisir à cela.

Puis, nous avons pris le temps, avec Georges Pothin et Alexeï, de commenter chaque production en demandant à chaque étudiant de présenter son travail, d'expliquer ce qu'il avait voulu exprimer.

Ce fut un moment d'une richesse inattendue. Tout d'abord parce que chaque étudiant avait développé son idée propre du chaos, chaque étudiant avait quelque chose à raconter. Et enfin, nos commentaires ont permis d'instaurer de véritables discussions entre les deux professeurs qui étaient là, Alexeï, moi et les étudiants.

Cette séance fut l'application réelle de l'idée d'associer des idées et des actes, la pensée et l'action.

La cinquième séance :

Le bois, la terre et la pierre dans les civilisations

Au moment de la définition de la démarche, nous avons très vite été d'accord dans le choix de parler, à propos des matériaux de construction, des trois matériaux dits nobles, ou les trois matériaux traditionnels, c'est-à-dire le bois, la terre et la pierre.

Pour cette séance nous étions donc dans la deuxième entrée du thème, c'est-à-dire l'entrée culturelle, historique et anthropologique. Les matériaux dans les civilisations permettaient de continuer le questionnement débuté avec le chaos sur l'expression d'une matière et son agencement par les humanités. Je tenais à ce qu'on parcourt le monde pour que les étudiants puissent sortir des stéréotypes culturels du type que la terre est utilisée par les sociétés africaines car elles n'ont pas les moyens d'utiliser un autre matériau. Je voulais montrer que le choix des matériaux dépend de plusieurs facteurs : des facteurs géographiques, climatologiques, techniques, culturels... Je voulais leur montrer aussi bien l'architecture ordinaire des habitations que l'architecture monumentale que l'architecture sacrée.

Pour chaque matériau, il fallait que l'on ait des exemples dans plusieurs civilisations pour percevoir les différentes expressions culturelles d'utilisation d'un même matériau. Dernier point sur lequel j'insistais était de montrer des architectures de différentes époques pour, par exemple, sortir de l'idée reçue que la terre n'est pas un matériau contemporain.

Ce fut donc une séance de projection de diapositives où chacun, Alexeï, Georges et moi-même présentions l'image, l'architecture représentée. Je commençais par donner la localisation, la date de l'architecture représentée puis la fonction du bâtiment et enfin le pourquoi du choix de la photo, les caractéristiques de l'architecture dans son rapport aux matériaux. Alexeï complétait en commentant et Georges Pothin continuait la discussion. Et les étudiants réagissaient eux aussi à ce qu'ils observaient, ils complétaient les commentaires lorsqu'ils avaient à rajouter quelque chose ou posaient des questions. Parfois ce fut de véritables débats de fond qui ont eu lieu entre tous. Ce fut très riche.

Avant la projection, nous avons voulu avec Alexeï revenir sur la notion de chaos que nous avons abordé à la dernière séance en approchant le positionnement des scientifiques à travers la théorie du chaos. Ce fut un exposé de vingt minutes d'Alexeï, illustré par des images.

On peut se poser la question d'un retour tel que celui-ci sur un sujet abordé à un autre moment. Travailler sur le souvenir pour approfondir les connaissances à partir d'un souvenir d'une expérience me paraît intéressant pédagogiquement. Mais ici, je pense qu'il nous aurait fallu un peu plus de temps ou même peut-être consacrer une séance entière sur ce retour d'expérience car les étudiants auraient été dans l'appropriation de connaissances. On aurait pu travailler sur l'écriture de l'expérience comme pour la troisième séance.

Nous avons terminé la séance, après les projections de diapositives, sur une perspective pour la séance suivante. Nous avons demandé aux étudiants de choisir deux photos, deux architectures et d'expliquer les raisons de leurs choix. Ce moment a été un vrai moment didactique puisque Alexeï et moi-même avons aidé les étudiants à comprendre leur choix, à utiliser les mots précis qui parlent de leurs impressions et sensibilités qui sont des impressions et sensibilités spatiales, à savoir quelles étaient les caractéristiques architecturales qui avaient influencées leurs choix. J'ai noté tout ce qui a été dit dans ce moment pour la séance suivante.

Ils étaient neuf à cette séance, nous avons donc eu dix huit architectures choisies dont deux ont été citées deux fois seulement (la place du marché en Iran et les maisons victoriennes à San Francisco) mais elles n'ont pas été choisies pour les mêmes raisons. Autant dire que l'on a brassé un nombre non négligeable de notions architecturales. Les étudiants n'ont pas eu beaucoup de mal pour expliquer leurs choix, Alexeï et moi-même ne faisons que préciser les idées déjà là.

Ce moment est, à mes yeux, un moment de construction de connaissances privilégié car nous sommes dans un rapport d'acquisition de connaissances à partir de la sensibilité de chacun mais aussi dans la construction d'un projet spatial.

Le risque de cette séance était de placer les étudiants dans une attitude passive devant les images. Or, je pense que nous avons réussi à ce que ce soit un moment de discussion autour d'images. Les étudiants étaient très vifs et très curieux des découvertes qu'ils faisaient.

J'ai pu observer la capacité de l'enseignant Georges Pothin à rebondir sur les images pour solliciter les étudiants sur

les connaissances qu'ils apprennent au lycée. Au lieu de donner les réponses, il leurs posait très souvent des questions précises, ce qui est une véritable attitude de pédagogue.

La sixième séance :

La dimension écologique et la fabrication de la matière

Nous avons imaginé cette séance en deux parties distinctes n'ayant pas grand rapport entre elles, pour une raison bien précise. Nous avons perdu une séance car nous avons eu un problème technique avec les images numériques. Il avait fallu faire en deux fois la séance des diapositives. Or, nous avons prévu une séance pour la dimension écologique des matériaux dans l'architecture, voilà pourquoi cette sixième séance s'est retrouvée en deux parties, une de une heure et une de deux heures, la durée habituelle des séances étant de deux heures.

J'ai fait un exposé en traitant trois questions concernant la dimension écologique de l'architecture dans son rapport aux matériaux : la relation à l'environnement, la santé des occupants, l'économie dans la consommation d'énergie (voir texte de préparation).

Les étudiants ont plus réagi à cet exposé qu'à celui sur la philosophie. Cette question les interpellait particulièrement d'autant plus que j'avais des idées dont on parle peu, comme l'association des maladies de l'arbre respiratoire et l'architecture. Certains prenaient des notes. Je pense que c'est un sujet qui aurait mérité, encore une fois, plus de temps de discussion. Il aurait été intéressant de préparer des questions pour solliciter plus profondément l'avis des étudiants.

La deuxième partie prenait la suite de la séance précédente. J'ai rappelé ce que nous avons dit la dernière fois. Nous avons fait un tour de table où je rappelais à chacun ses choix et ses positions et je demandais à chacun de dire comment il prévoyait de construire sa maquette. Avec quels matériaux il la construirait, quelles notions il mettrait en valeur... ?

Après ce tour de table et les conseils que nous avons pu apporté avec Alexeï sur, en particulier, la pertinence de tel matériau pour donner telle impression de matière, les étudiants se sont mis à leur maquette. Ils ont tous réalisé une maquette personnelle suivant les notions architecturales tirées de leurs choix de la séance précédente même ceux qui ont eu de réelles difficultés à se lancer dans la fabrication. Tous ont fabriqué des maquettes très parlantes et très singulières.

La septième séance :

Le cahier collectif et les interviews

Le cahier collectif comporte une dimension de bilan, d'évaluation et une dimension de composition, de création que nous avons voulu traiter dans cette séance (voir texte de préparation).

Nous avons imaginé, avec Alexeï, que les étudiants produisent deux pages dans ce cahier collectif. Une dont on définissait l'objet (voir texte de préparation) et l'autre plus libre. Et en même temps, nous prévoyions d'interviewer chaque étudiant. Donc, nous avons deux choses qui se passaient en même temps.

Or, nous n'avons pas prévu que les interviews dureraient aussi longtemps, ce qui veut dire que les étudiants se sont

retrouvés seuls devant leur page pendant, à mon sens trop de temps. Car, au résultat, ils n'ont produit qu'une seule page, pour la plupart.

Encore une fois, nous avons mal évalué notre temps. Mais aussi, cette séance montre bien, elle confirme l'idée que ce n'est pas très pertinent de faire plusieurs choses dans une seule séance de deux ou trois heures.

Par contre les interviews ont très bien fonctionné. Nous avons senti que les étudiants étaient heureux de s'exprimer sur ce qu'ils avaient vécu et ils n'ont pas hésité à faire de véritables critiques, c'était l'objectif.

Lors de la retranscription de ces interviews et à la lecture, j'ai pensé que c'était une vraie évaluation et qu'ils méritaient d'être lus par l'ensemble des professeurs de cette année car les étudiants se positionnent de façon précise sur leur formation.

La huitième séance :

L'exposition, les affiches

J'ai beaucoup insisté auprès de Georges Pothin pour ne pas considérer l'exposition comme une exposition de résultats. Car nous défendions l'idée que ce qui s'était opéré pendant un peu moins d'un an, c'était bien une démarche, un processus, une expérience. Et comme nous le savons, une expérience ne se mesure pas seulement à ses résultats momentanés.

Le cahier collectif était cette trace d'expérience.

Nous avons donc pris l'exposition comme une démarche de communication d'une expérience par la réalisation d'affiches (format A2).

Nous avons élaboré avec Alexeï une approche de l'affiche en vue d'une exposition (voir texte de préparation).

Nous avons procédé de la même manière qu'aux autres séances avec les étudiants. C'est-à-dire que nous avons fait un tour de table collectif après notre présentation de l'approche proposée. Nous avons discuté avec chaque étudiant du et ou des messages qu'il voulait transmettre de son expérience sur l'affiche.

Tous ont abouti à une affiche personnelle, riche de sens.

Il a fallu rajouter une séance supplémentaire pour terminer l'affiche, nous n'avions pas assez d'une seule séance.

Cette séance supplémentaire a permis à quelques étudiants de faire une deuxième page pour le cahier collectif ou une première dans le cas d'une absence à la septième séance.

Cette huitième séance (onzième effective) était la dernière au lycée car nous allions nous revoir une dernière fois pour l'installation de l'exposition.

Elle s'est terminée par une invitation de tous les professeurs à un apéro à la fin de notre séance. Ils voyaient les étudiants pour la dernière fois car les étudiants partaient pour deux mois de stage. Il y a quatre professeurs qui ont répondu à l'invitation dont la professeur de mathématique à laquelle Quentin Duruisseau a fait référence dans son interview.

L'installation de l'exposition

Six étudiants sont venus toute la journée d'installation avec le vernissage en fin d'après-midi. Chacun est reparti avec son cahier.

Nous n'avions pas prévu que ce soit une séance de travail comme les autres mais plutôt un moment de partage, de réalisation collective d'un espace et de point final à notre expérience, un moment d'échange.

En guise de bilan général

Je ferai cinq remarques :

- Trouver des moyens de provoquer des enthousiasmes, des rêves, des passions
- Continuer et approfondir l'action
- Travail en équipe
- Travailler plus étroitement avec les professeurs

Trouver des moyens de provoquer des enthousiasmes, des rêves, et des passions

Il est toujours difficile d'évaluer les conséquences d'une expérience comme celle-ci, une action pédagogique. On souhaite déceler des signes de transformations des uns et des autres.

Les interviews montrent que l'expérience a plutôt été bien vécue. Ils montrent aussi que tous les moments d'exposés restent des souvenirs assez flous.

Il y a un signe, si c'en est un, qui me permet de dire que nous n'avons pas totalement réussi à créer un véritable espace de liberté pour l'autonomie de la découverte de connaissances. Ce signe, c'est l'absentéisme des étudiants. Ils sont très souvent absents des cours et ils n'ont pas changé d'habitude avec nous.

Nous étions dans le cadre scolaire, au sein d'un cours, au lycée. A chaque séance nous transformions l'espace de la classe, sa configuration. Nous disposions les tables souvent en cercle. Ceci créait un événement, créait un autre rapport entre les élèves et nous.

Ils étaient en moyenne neuf à participer, ils sont venus à six à l'exposition alors qu'ils étaient en stage. Georges Pothin avait écrit aux structures d'accueil pour leur demander de libérer une journée aux étudiants. Six étudiants me paraît être un signe d'enthousiasme de leur part.

La question que pose une intervention en milieu scolaire est d'installer un autre rapport à la connaissance.

Continuer et approfondir l'action

Reprendre, retravailler les méthodes pédagogiques et didactiques de notre intervention et la collaboration avec les enseignants pour préciser et approfondir. Nous pouvons plus réfléchir aux rapprochements avec l'ensemble du lycée tout en gardant le caractère événementiel et libre de notre intervention. Nous pouvons imaginer d'élaborer en réunions collectives avec plusieurs enseignants du lycée un projet pédagogique sur un thème transversal. Je pense que nous ne prenons pas assez le temps, en général, dans ce cadre d'action, d'élaborer collectivement le projet.

Je pense que c'est là un des rôles de l'intervenant que de réunir, de rassembler les disciplines autour d'un projet pédagogique. Et il est vrai que l'architecture est un très bon moyen de rassemblement car elle peut convoquer les arts, les sciences sociales, les sciences et les techniques. Je crois aussi que l'architecture peut être l'occasion de mettre en place une démarche de projet dans laquelle chacun, étudiants et enseignants, s'engagent.

Travail en équipe

Le travail en équipe permet d'avoir plusieurs points de vue sur l'action pédagogique, ce qui ouvre un débat contradictoire. Il permet de développer plusieurs approches et aussi des approches communes qui se complètent, et offrent plus de possibilités de choix pour les étudiants. Il permet également de mieux connaître les étudiants car nous pouvons avoir plus de rapports directs.

Travailler plus étroitement avec les enseignants

Il y a plusieurs niveaux de relation avec les enseignants. Tout d'abord, on peut parler de la poursuite du travail réalisé lors de notre intervention. La poursuite par l'enseignant, dans le cadre de ses cours, de l'action menée avec nous. Mais il y a aussi la question de la collaboration en elle-même. Nous devons peut-être mieux définir nos objectifs communs. L'intervention devrait peut-être être plus considérée comme un projet commun dans lequel chacun définit son rôle et sa place.

Pour terminer, voici un court article que j'ai écrit dans un journal que nous avons créé à l'Ecole d'Architecture de Paris La Villette en février 2001, «Ex-TAZ». Il a été écrit alors que l'expérience présentée ci-dessus était entrain de se dérouler.

Quelle est ta didactique ?

Quelle est ta mise en scène de la connaissance ?

Quelle est ta mise en scène de la production de connaissances ?

Quel est ton spectacle ?

Quel rôle joues-tu ?

Es-tu acteur ?

Es-tu metteur en scène ?

Quel est ton spectacle ?

Est-il une expérience collective ?

Provoque-t-il des désirs ?

*Des désirs de connaissances, des désirs
d'action... Suscite-t-il des rencontres ?*

*Des rencontres intellectuelles, des rencontres de
paroles... Parle-t-il de l'incertitude ?*

*Laisse-t-il la place à l'étonnement ? S'attaque-t-il aux illusions
narcissiques ? Donne-t-il envie de continuer ?*

Quelle est ta mise en scène ? As-tu une mise en scène ?

Quel est ton spectacle ?

Transmet-il ?

Permet-il des passages ? Transforme-t-il ?

Parle-t-il de l'amour de la connaissance ? Parle-t-il de l'amour de l'ignorance ?

Parle-t-il de la jouissance du don ? Sais-tu ?

Savoir, savoir partager.

As-tu choisi le sens ?

Ce texte dialogue avec des paroles de Jacques Rancière, dans un entretien sur “Un lieu... Université du pauvre ?” dans le deuxième catalogue de l'exposition “Les voyages de Don Quichotte”, produite par La parole errante en 2001, et de paroles d'Edgar Morin d'un interview sur Radio Canada, le 10 juin 1999.

Pourquoi la participation ?

La notion de participation est au centre, croyons-nous, d'une certaine définition de la politique que nous trouvons dans une généalogie non établie d'une pensée politique. C'est pourquoi nous nous penchons sur cette notion de participation. Mais tout d'abord le mot.

Si l'on considère que la participation est l'action d'un être en rapport à quelque chose, nous pouvons définir deux dimensions, deux angles de vue différents sur ce que signifie cette action de participation.

Tout d'abord, la participation suppose une action en rapport à quelque chose qui est déjà là. On participe, on prend part à quelque chose qui existe déjà, il y a comme une acception d'un état de fait. La participation, de ce point de vue, sous-entend donc que l'on ne remet pas en cause le déjà là. On peut dire que ce n'est pas une posture critique, ni une démarche initiatrice.

Dans cette dimension de la participation, participer c'est cautionner, c'est se soumettre à une situation présente, c'est exprimer son accord à une réalité. Sous cet angle, la participation d'une personne à quelque chose s'opposerait à l'autonomie de cette personne, sa capacité à décider, à initier. Dans ce cas, la participation est déterminée par ce à quoi on participe.

La deuxième dimension que l'on peut observer, se concentre non pas sur le rapport entre l'action et la chose à laquelle on participe mais à l'action elle-même. En effet, participer, c'est aussi prendre des responsabilités, s'engager dans quelque chose. Ici, la participation à quelque chose est le moyen de se positionner, de faire des choix.

Nous pouvons voir que ces deux dimensions s'opposent et démontrent toute l'ambiguïté de ce terme de «participation».

Participation à quoi ?

Nous allons voir que, entre autre chose, l'ambiguïté de la participation se lève lorsque l'on définit ce à quoi on participe, comment on y participe et quels types de relations cela engage.

La participation est une des notions qui séparent la démocratie directe de la démocratie du gouvernement représentatif. Nous situons la définition de la participation dans le champ de la politique. Nous sommes en accord avec la définition de la participation qui provient de la sociologie du comportement : «toute action volontaire ayant pour fonction d'influencer les choix effectués à tous les niveaux du système politique»¹.

Contexte dans lequel je me situe

Faire le point sur les mots

Du point de vue du champ de l'architecture et de l'aménagement (pour ne pas dire urbanisme), parler de participation des habitants renvoie à des origines politique et historique précises. La participation est un terme à la fois flou et précis car il fait référence aussi bien à différentes pensées politiques qu'à un ensemble de mouvements, d'actions politiques locales très diverses.

Ces mouvements ont débuté, en France, à la fin des années soixante et au début des années soixante dix, période d'effervescence de débats politiques, idéologiques et intellectuels associés à des actions politiques. Une multitude de groupes politiques, se revendiquant comme étant révolutionnaires, existaient à cette période.

Rapidement, situons ces mouvements dans leur contexte historique.

Nous sommes dans une France gaulliste avec en toile de fond la guerre sanglante menée en Algérie, la guerre d'indépendance. C'était une période où l'Etat français d'après guerre avait conduit une politique de l'habitat violente, rapide et tardive (dite rationnelle, moderne et sociale pour «éradiquer les taudis») avec la création d'un nombre très important de Grands Ensembles (logements collectifs sociaux de masse) aux périphéries des villes, tournant le dos aux villes, pour la plupart. En 1973, la circulaire Guichard du ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Équipement, du Logement et du Tourisme sous la présidence de Georges Pompidou, met fin aux Grands ensembles et fait suivre une série de politique de rénovation des centres villes, le développement des villes nouvelles et de la maison individuelle (voir l'article d'Annie Fourcaut dans la revue Urbanisme, n°322).

C'est dans ce contexte que l'on voit apparaître des mouvements politiques très diversifiés dans les villes. On peut les classer en trois familles : les luttes urbaines d'habitants, les transformations de la formation des architectes, les créations de structures professionnelles associées à de nouvelles pratiques professionnelles, et les mouvements d'élus locaux.

Alors donc, poser la question de la participation aujourd'hui, dans une école d'architecture, rappelle, pour certains, un combat politique qui n'est pas terminé.

Tout d'abord, dans le champ de l'architecture, les prémisses des mouvements liés à la participation concernent la formation des architectes.

Dans les années soixante, l'architecture est encore enseignée aux Beaux Arts et l'obtention du diplôme d'architecte est encore délivré par l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux Arts, à Paris. En plus de ce centralisme, les étudiants en architecture se mettent en lutte contre le contenu de leur formation. En effet, l'enseignement délivré aux Beaux Arts se déroule encore sous le modèle du maître et de l'apprenti. La question du logement y est absente, les étudiants demandent à ce que leur formation soit plus en lien avec les réalités politiques et sociales, d'où l'entrée des sciences humaines parmi les disciplines enseignées qu'ils ont obtenu par la suite avec la création de 21 Unités Pédagogiques d'Architecture sur le territoire français.

Ce petit rappel permet de situer dans quel cadre sont apparues les revendications qui concernent la participation. Dans le courant des années 70, au sein des unités pédagogiques d'architecture, un mouvement national pour rendre l'architecture véritablement publique, avec des structures adaptées qui posent la question de service public à l'image des CHU (Centre Hospitalier Universitaire pour associer la recherche, la pratique et l'enseignement) aboutit à la création des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE), associations financées par la taxe départementale facultative, qui avaient et ont encore aujourd'hui pour missions le conseil, l'information et la formation des particuliers et des collectivités territoriales et cela gratuitement. Nous sommes loin des revendications de départ, pour certains la création des CAUE a été une imposture. Notons qu'une loi est votée en 1977 qui décrète l'architecture d'intérêt public. Or, ce ne sont pas à travers ces structures associatives que des expériences de participation dans les villes ont réellement été menées. Dans les différents articles au sujet de la participation, concernant cette période des années 70, à aucun moment les CAUE ne sont cités. On parle plutôt de l'action de certaines agences d'urbanisme, associations créées conjointement par l'Etat et les collectivités territoriales en 1967. Il y a l'agence d'urbanisme de la région grenobloise qui a «expérimenté l'élaboration de projets de quartier en coordination avec des groupes de personnes souvent militantes, impliquées dans des associations de cadre de vie ou des syndicats». Nous verrons que Grenoble fut le lieu également de transformations de la politique municipale.

Toujours du point de vue du champ de l'architecture et de l'aménagement, nous avons pu observer que cette période des années 70 fut le démarrage d'attitudes de soutien d'architectes à des luttes d'habitants, des luttes urbaines ou par un engagement professionnel dans les pratiques développées de programmation et de conception architecturale et urbaine avec la participation des habitants. Nous reviendrons sur ces postures d'architectes face aux méthodes de transformation des villes et nous pouvons dire que ce combat qui n'est pas terminé, concerne bien les pratiques professionnelles dans un nouveau rapport au politique. Nous y reviendrons avec l'analyse d'articles et d'entretiens d'architectes.

Mais poursuivons notre petit historique concernant la participation des habitants et cette fois-ci du côté des habitants. En effet, à cette même période de la fin des années 60 et du début des années 70, un nombre important de luttes urbaines d'habitants apparaissent dans les villes. Les mouvements d'occupation des logements et locaux vides ont beaucoup moins d'ampleur en France qu'en Italie, en Allemagne, en Hollande ou au Danemark, "en France, les luttes urbaines se polarisent surtout autour des problèmes de "rénovation" des quartiers anciens et des expulsions qui s'ensuivent"². Un ensemble de groupes de défense (comités de quartier, association de locataires, association de propriétaires et de copropriétaires, etc) se forment et indiquent, nous dit Michel Ragon, qu'un syndicalisme de l'habitat est en train de se développer.

Luttes urbaines car elles se situent en ville (mais nous pourrions faire le rapprochement de ces luttes avec d'autres situées dans le monde rurale mais qui concerne aussi les espaces de vie comme par exemple le combat qui a été mené dans le Larzac, dans le courant des années 70 contre l'installation ou plutôt l'extension du camp militaire sur le plateau du Larzac).

Manuel Castells, dans son livre «Luttes urbaines et pouvoir politique»³, donne son observation faite également dans les années 70, sur l'arrivée de ces mouvements d'habitants qu'il appelle «mobilisations populaires portant sur le

«cadre de vie». Il pense que ces revendications urbaines ne peuvent «trionpher qu'en se transformant en mouvement social (...) en se liant étroitement à la lutte politique générale». Il prend l'exemple des luttes d'habitants contre la rénovation urbaine de Paris (soutenues par des étudiants en architecture) pour ce qui concerne la France. Or, d'autres expériences de combat d'habitants concernant leur lieu de vie nous montrent qu'il n'y a pas de règles de réussite, celle-ci dépendant d'un grand nombre de facteurs. Nous verrons que les réussites sont très peu nombreuses.

Une expérience réussie, dans le sens où les habitants ont pu influencer les choix d'une municipalité en matière de changements urbains, a été celle des habitants du quartier ouvrier de l'Alma-Gare, de la ville de Roubaix. Les habitants étaient organisés autour de l'Association Populaire Familiale (APF) créée par la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et ils ont commencé à réagir aux projets de la municipalité, de résorption des courées du quartier, en créant des comités de logement. En 1971, neuf comités existaient et se fédéraient en comité de coordination des APF. En 1972 se crée «un lieu où la population et les techniciens pourront collaborer pour la construction du secteur... opposer aux technocrates et aux pouvoirs politiques et administratifs une force populaire afin d'obliger les rénovateurs à tenir compte de nos besoins, de nos désirs.» (tract APF-APU). L'Atelier Populaire d'Urbanisme (APU) était né. En 1976, l'APU obtient de l'Etat une aide technique (sociologue-architecte) pour pouvoir élaborer un schéma directeur pour le quartier qui va des programmes en passant par la conception jusqu'à la gestion. Le 11 octobre 1977 le schéma directeur est adopté par les habitants et tous les autres partenaires dont la ville. Cette lutte est une réussite non seulement parce que les habitants ont pu participer au processus de transformation de leur quartier mais aussi parce que le travail qui a été réalisé au sein de l'APU entre habitants, architectes et sociologues allaient à l'encontre de pratiques professionnelles classiques, car il s'inscrivait dans des perspectives politiques nouvelles où l'habitant décide autant que l'élu ou le technicien. Cette lutte méritait d'être succinctement décrite car elle est aujourd'hui, dans les écoles d'architecture et chez les professionnels, un modèle de travail de participation. Nous reviendrons sur les méthodes spécifiques qu'ont développées les architectes à cette occasion pour élaborer le programme avec les habitants, pour concevoir les formes architecturales et urbaines avec eux et prévoir une gestion par les habitants d'équipements publics.

L'Alma-Gare est une lutte urbaine d'habitants au cours de laquelle les architectes ont expérimenté de nouvelles pratiques de production architecturale et urbaine. Nous pouvons dire, et nous y reviendrons à l'occasion de la présentation du contexte présent, que les architectes ont été, et sont encore maintenant, des alliés efficaces par leur pratique professionnelle, des habitants en lutte pour leur lieu de vie.

Pour clore notre petit historique sur cette notion de participation, nous allons retracer cette fois-ci les mouvements qui ont eu lieu au sein même des municipalités, c'est-à-dire la présence de volontés politiques de la part d'élus locaux et aussi des pouvoirs publics.

Dans cette période où l'Etat est un «aménageur», qui impose des décisions violentes, même si la période des Grands ensembles est terminée, des réactions du côté de cette ancienne Union de la Gauche Socialiste (UGS), devenue Parti Socialiste Unifié (PSU) puis Parti Socialiste (PS), ont suivi et se sont concrétisées par les Groupes d'Action Municipale (GAM) dont certains élus locaux faisaient partie. Ce fut le cas d'Hubert Dubedout qui a été élu à Grenoble

en 1965. «Grenoble était l'incarnation de nos utopies» déclare Georges Gontcharoff, fondateur de l'Association pour la Démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS qui publie la revue «Territoires») d'où les GAM sont nés.

A savoir que ce même Hubert Dubedout fut le président de la Commission nationale pour le développement social des quartiers (CNDSQ), l'ancêtre de la Délégation à la Ville (DIV), autant de structures publiques qui ont voulu impulser les transformations dans les politiques locales. Grenoble fut le lieu de transformations des modes d'action de la ville. Elle transforma la composition des services municipaux en introduisant un certain nombre d'architectes, et une agence d'urbanisme fut créée. D'après René Perrin qui s'exprime dans la revue Territoire, «C'est de ces expérimentations grenobloises que vont s'inspirer des maires PS arrivés au pouvoir aux élections municipales de 1977 et qui vont mettre en place une première génération d'Ateliers Publics d'Architecture et d'Urbanisme (APAU)».

Nous y venons donc. En effet, un certain nombre de municipalités vont créer, à partir de 1977, des Ateliers Publics d'Urbanisme et d'Architecture qui vont perdurer ou pas, dans le temps, nous pouvons citer Chambéry, Créteil, Mâcon, La Roche sur Yon, Juvisy, Apt... Ce sont surtout des petites villes et souvent de banlieue. Quatre fonctionnaient encore en 1995. Ces ateliers étaient constitués en association loi 1901, ils comportaient une petite équipe de techniciens dont au moins un architecte et ils avaient comme objectifs «la mise en œuvre de la participation des habitants à l'élaboration de leur cadre de vie» et posaient la question de la "maîtrise d'œuvre" à développer (ces APAU furent même intégrés dans un projet de loi déposé par le groupe socialiste et les radicaux de gauche en 1976 qui échoua). D'autres ateliers virent le jour dans les années 80. Et enfin, dans les années 90. En 1994, neuf ateliers publics ont été recensés en France. Nous n'allons pas ici faire l'analyse de ces ateliers au regard de la question de la participation mais nous pouvons dire qu'ils ont correspondu à des tentatives de transformations des méthodes politiques. A savoir qu'un atelier public comportait un Conseil d'administration où élus, techniciens et habitants étaient représentés.

Nous pouvons maintenant observer le présent et le passé proche de ces ateliers par une analyse de ce qu'en disent ceux qui y ont contribué. Nous pouvons prendre l'exemple de l'Atelier de Travail Urbain (ATU) de Grande Synthe, ville de l'agglomération dunkerquoise et qui est aujourd'hui, ou plutôt en 2001, un modèle pour certains élus. Nos informations sont tirées d'un ensemble d'articles parus dans les revues Urbanisme, et Territoire ainsi que d'un document réalisé par une urbaniste chilienne qui a posé un regard extérieur, un regard de chercheur, sur cette expérience de «processus d'apprentissage réciproque».

Petite ville entièrement détruite à la fin de la guerre, elle est aujourd'hui l'ancienne ZUP (Zone à Urbaniser en Priorité) des années 60. Grande Synthe est une ville qui, dès les années 70, tentait des méthodes participatives, d'abord par la création d'un laboratoire d'innovations paysagères, architecturales et participatives, puis elle constitua les premiers dossiers Habitat et Vie Sociale (HVS) puis le Développement Social des Quartiers (DSQ) et enfin, en 1993 la municipalité mandate l'agence d'urbanisme et de développement de la région Flandre - Dunkerque, pour travailler sur le développement de la commune dans une dynamique d'agglomération, qui lui propose en 1994 de créer un Atelier de Travail Urbain auquel participe élus, représentants d'associations d'habitants, techniciens de la ville, agents communaux de développement, architectes intervenants sur la ville, paysagistes, urbanistes de l'agence d'urbanisme et des représentants des organismes HLM. «Pour faire fonctionner ce partenariat, l'équipe d'*Arpenteurs*

a été chargée de l'animation, des propositions de méthode et des compte-rendus». L'architecte-animateur des Arpenteurs explique que, pour lui, son projet c'est l'ATU lui-même, «le travail en participation est un projet en soi, un premier «espace public»». Le rôle de cet architecte nous intéresse particulièrement car nous pensons qu'il pose la question des pratiques professionnelles des architectes, et donc des compétences spécifiques, et installe une certaine pensée ou rapport au politique. Je reviendrai sur cette question. Mais pour finir sur l'ATU et ses rapports au politique, je livrerai quelques remarques qui ont été formulées par certains des acteurs et moi même.

Dans les principes énoncés au départ de la création de l'ATU par l'agence d'urbanisme, nous pouvons remarquer qu'il est question que chaque participant à l'ATU garde bien son rôle, «les élus décident, les techniciens assurent leurs compétences de concepteurs, de réalisateurs et de gestionnaires, les habitants apportent leurs compétences d'habitants «usagers» de la ville». Ceci montre bien le niveau de transformation politique qui était visé. Il n'était pas question ici de partager le pouvoir de décision, c'était une «aide à la décision», et non plus d'élaborer de nouvelles formes de conception, de réalisation et de gestion de la ville. Or, il faut bien voir que cette formulation n'engage que l'agence d'urbanisme. Car, lorsque justement nous nous penchons sur l'explicitation de la méthode de l'ATU par l'architecte des *Arpenteurs*, les enjeux ne sont pas les mêmes. Pour lui, il est bien question de faire un travail de conception avec les habitants, «d'élaboration conjointe du projet urbain», en leur donnant les outils par des moyens pédagogiques. Il parle d'apprentissages réciproques, de constitution d'un langage commun, d'une culture commune, de la création d'un espace d'expression, de délibération et d'échange de la différence, de socialiser les critères d'évaluation de la qualité des espaces publics... Toutes ces notions renvoient au principe de coopération dans le travail collectif.

A Grande Synthe, plusieurs pensées politiques cohabitent. Ce qui nous semble être au centre des différences concerne la question de la décision. La majorité des acteurs et les acteurs plutôt qui ont le pouvoir parlent d'aide à la décision. Un élu parle même de préparation à la décision. Ceci veut dire que le processus, le cheminement d'élaboration conjointe de projets pour la ville s'arrête au moment de la prise de décision et donc nous pouvons imaginer jusqu'à la réalisation et la gestion. Un habitant s'exprime en ces termes «L'ATU est utile, mais si les techniciens veulent faire passer quelque chose, on ne peut pas les arrêter », ou encore «Nous sommes là pour donner les idées, mais il est vrai qu'une fois les œuvres lancées nous sommes pas associés au suivi».

Un dernier point concernant la participation nous semble important. Il concerne la question de savoir qui participe du côté des habitants. Car en effet, les ateliers ont accueilli une quarantaine de personnes au total. Les jeunes et les étrangers sont quasiment absents. Alors, les acteurs de l'ATU se posent la question de son ouverture et de son élargissement. Or, ceci soulève la question de la représentation. Mais les habitants qui participaient à l'atelier n'étaient pas là pour représenter un groupe mais ils étaient là en leur nom. La représentation n'est pas un principe adapté à ce type d'organisation d'un travail coopératif de création et de propositions. Nous reviendrons sur cette question.

L'ATU a une histoire qui a débuté en 1994 et qui s'est terminée en mars 2001 avec l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle majorité municipale. Aujourd'hui, les plus fervents défenseurs de l'ATU (essentiellement des habitants et quelques anciens élus) se sont regroupés dans un collectif. Ils ont en projet de se constituer en association. Le combat commence...

Ces expériences d'ateliers sont des formes d'action dont une des dimensions les plus importantes est le rapport au temps qu'ils installent. En effet, on pourrait juger de l'engagement d'une municipalité au temps qu'elle consacre, par l'intermédiaire des dits techniciens, au travail de coopération avec les habitants. La forme atelier désigne par son nom même une certaine durée dans le travail coopératif.

En 1994, étaient recensés 9 ateliers, il n'y en a pas beaucoup plus aujourd'hui, mais par contre un nombre assez important d'initiatives municipales montrent des volontés d'inventer de nouvelles méthodes dans les politiques locales. L'ADELS dénombre une quarantaine d'initiatives qui se donnent comme objectif la participation citoyenne. Ces initiatives sont très diverses dans l'engagement ou la forme d'engagement que prend la municipalité. On peut rapidement faire quelques observations sur les structures créées au regard de l'engagement pris par la ville concernant la participation.

Tout d'abord, nous pouvons noter les créations de structures que l'on pourrait nommer distantes car n'ayant pas pour but l'action coopérative. Ce sont des structures d'évaluation et de réflexion comme l'Institut local de la citoyenneté à Rennes ou un observatoire de la vie citoyenne à Poitiers ou des Assises pour la ville à Nanterre ou encore une université du citoyen à Eybens. Ces structures sont ou complémentaires à un dispositif participatif ou isolées. Nous observons également la multiplication des budgets mis sous la responsabilité d'habitants organisés. Un ensemble de dispositifs existent comme les Fonds d'aide à projets (Fap) ou les Fonds de participation des habitants (Fph) ou encore une enveloppe globale gérée par une Commission locale dirigée par les habitants ou les enveloppes budgétaires de quartiers gérées directement par les habitants ou les Fonds d'initiatives collectives et les bourses d'initiatives jeunes ou encore les Fonds d'Aides à la Dynamique Associative de Proximité (FADAP) dans le Nord pas De Calais ou encore les Fonds de Soutien aux Initiatives Locales (FSIL) créés en 1992 en région Rhône-Alpes. Autant de dispositifs qui montrent une reconnaissance de l'autonomie des habitants face à des projets pour leur quartier. Nous ne sommes pas encore au niveau de la ville de Porto Alegre et d'autres au Brésil où le budget global d'investissement de la ville est décidé par l'ensemble des acteurs y compris les habitants, concernant leur quartier.

Et enfin, une dernière remarque concernera la prédominance de comités de quartiers ou conseils de quartiers ou encore comités consultatifs des quartiers ou encore conseil économique et social local. Chacun fonctionne différemment mais souvent ce ne sont pas des lieux d'élaboration de projets mais plutôt des lieux d'information, ceux-ci ne se réunissant pas, pour la plupart, de manière régulière.

Cette dernière remarque me fait rebondir sur une nouveauté dans le paysage politique de la participation. Une loi vient d'être promulguée le 13 décembre 2000, la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbains) qui tente d'institutionnaliser, de généraliser des pratiques qui avaient déjà lieu en quelques territoires. Dans notre petit historique précédent, nous avons pu voir qu'à plusieurs reprises des pratiques innovantes de démocratie locale ont fait l'objet de projet de loi et nous pouvons observer que cela n'a pas joué un rôle d'impulsion. Est-ce que cette loi SRU qui insiste sur les procédures de concertation dès le début et tout au long de l'élaboration des nouveaux Plu (Plan local d'urbanisme) qui remplacent les Plans d'Occupation des Sols (POS), et des Scot (Schéma de cohérence territoriale) qui remplacent les Schémas Directeurs, à partir de la notion de projet de développement durable d'un territoire, et «de ce fait rend évident que ce projet doit émerger de l'écoute des habitants puisqu'ils seront, au fil des années, les acteurs de ce développement» va-t-elle véritablement jouer un rôle dans les transformations de la

démocratie locale ? Nous sommes nombreux à en douter car l'histoire a montré que lorsque l'Etat rend obligatoire des pratiques politiques locales, il n'a pas sa place à cet endroit et encore plus depuis les lois sur la décentralisation. Il est même contradictoire. Aussi, les termes de cette loi rendent cette volonté d'augmenter la participation des habitants, ou plutôt la "concertation continue", tel que formulée dans le texte, très peu incitateur car la loi ne fixe ni les modalités d'organisation ni le contenu minimum.

S'est ajouté à cette loi, un autre projet de loi, la loi Vaillant, relatif à «la démocratie de proximité» dont l'article premier porte sur les conseils de quartiers et dont le chapitre premier est intitulé «Participation des habitants à la démocratie locale». Ce projet de loi fait suite aux premières lois de décentralisation qui avaient créé les comités consultatifs, le référendum local, les comités d'usagers des services publics... Georges Gontcharoff nous apprend que déjà la loi de 1992 était incitative et invitait les élus communaux à créer des conseils de quartiers. Or, la majorité des villes n'ont rien fait. Alors, est-ce encore une fois de l'obligation légale que les changements s'opèrent réellement dans les modes d'organisation de la politique locale ? Je le répète, l'histoire nous a prouvé qu'en la matière l'Etat n'a rien à faire ici si ce n'est d'encourager l'autonomie politique des villes. De plus, on peut observer que cette loi fait reculer des pratiques antérieures innovantes au sujet, en particulier, de la constitution du conseil de quartier et dans la définition de sa composition, car le texte dit que la liste des non élus, «représentants des habitants et des associations», est «arrêtée par le conseil municipal, sur proposition du maire». Nous voilà face à une conception du pouvoir où le maire est le grand chef !

Nous allons maintenant faire le point sur les discours prononcés, à divers endroits, sur cette notion de participation. A divers endroits veut bien dire que nous ne faisons pas ici un bilan exhaustif de l'ensemble des discours sur cette question. Par exemple, nous ne nous sommes pas du tout penchés sur les discours provenant des élus de droite alors qu'il serait intéressant d'analyser les discours qui, à priori, se placent en adversaire d'une participation réelle des habitants, c'est-à-dire d'un partage du pouvoir, mais qui peuvent prôner la participation comme l'avait fait De Gaulle lors de sa campagne et d'autres, lors des dernières élections présidentielles de mars 2002.

Nous nous intéresserons aux mots, aux formulations utilisées pour tenter de comprendre les différentes pensées politiques qu'ils recouvrent. Ceci nous conduira à notre positionnement dans ce contexte.

Les discours que nous avons pu entendre proviennent à la fois des revues qui se situent dans le champ de l'urbanisme et dans le champ politique (par les voix des professionnels de l'urbanisme, des élus, des universitaires ou chercheurs...), comme la revue Urbanisme avec son dossier «L'élue(e)» de janvier-février 2001 et la revue Territoire avec ses divers dossiers «Politique de participation et participation au politique, les habitants dans la décision locale» de sept.-octobre 1999, «Initiatives locales de participation, 15 sites analysés» d'octobre 2001 et «La ville : l'inventer ou la subir» de janvier 2002, mais aussi les Carnets de l'AITEC, Association International de Techniciens, Experts et Chercheurs avec le hors série «De la participation des habitants» de l'été 95, et encore les dossiers de presse du Centre de documentation Tiers Monde de Paris, «Au sud : des villes en marche», de la série Thèmes et pays», de novembre 1996 et aussi les documents de travail des éditions Charles Léopold Mayer, «Repenser les territoires» de juillet 1998, et enfin les actes de la 21^e rencontre nationale des agences d'urbanisme, «Les enjeux de la gouvernance. Ere urbaine, aires urbaines» en septembre 2000.

Tout d'abord nous pouvons dire que les discours sont assez proches les uns des autres, lorsqu'ils parlent de participation. Ce qui les différencie, et qui caractérise donc des pensées différentes, peut être décelé dans l'appartenance des mots utilisés à des familles de vocabulaire très différentes. Egalement, les différences s'expriment dans le choix de parler des objectifs sans parler des moyens, ou des moyens sans parler des objectifs ou de donner une définition de la participation sans parler des moyens. Ce débat entre objectifs et moyens est au centre des réflexions sur la politique. Nous y reviendrons.

Nous observons globalement l'importance accordée par beaucoup de discours à un certain professionnalisme, comme si ce professionnalisme, qui détient aujourd'hui une partie du pouvoir, avait remplacé toute pensée politique.

Les discours se séparent fondamentalement par des conceptions différentes du pouvoir et du savoir.

Nous pouvons dire aussi que de tous ces discours n'apparaît pas de véritables remises en cause du rôle du maire et du conseil municipal. Nous avons pu lire même qu'«un maire ne partage pas son pouvoir, il l'exerce. C'est du reste ce que lui demandent ses électeurs et ce que lui impose la loi.». Il n'y a pas non plus de remise en cause de la démocratie représentative ou démocratie de délégation. Les seuls qui font mention d'un autre type de démocratie tel que la démocratie directe pensent qu'il faut associer les deux formes de démocraties.

Nous avons donc défini une première famille de pensée, à partir d'un ensemble de mots et formulations, que nous avons appelé pensée juridique et techniciste car les termes utilisés proviennent directement du droit et font référence à la loi, et aussi parce que cette pensée, pensons-nous, fait partie de ce courant professionnalisant.

Prenons par exemple une définition de la démocratie participative qui se situe dans cette pensée juridique : «une transaction sociale permanente entre les légitimités» ou encore une définition de la participation comme étant «une gestion consensuelle» ou «une gestion conflictuelle négociée». Nous remarquons que le mot gestion et le mot transaction appartiennent également au domaine commercial.

Ces définitions nous éclairent sur ces nouvelles manières de considérer le politique, c'est-à-dire du tout juridique et de l'omniprésence de la dimension commerciale dans les relations sociales et politiques.

La pensée juridique a des origines et une histoire que nous n'allons pas nous aventurer à retracer ici. Mais par contre, nous pouvons faire confiance à Michel Foucault qui nous dit que «L'élaboration de la pensée juridique s'est faite essentiellement autour du pouvoir royal»⁵.

Nous retrouvons cette pensée juridique également dans la définition des objectifs de la participation avec des formules techniques comme la «co-décision», ou la «co-gestion» ou encore la «co-production».

Ce sont dans les définitions des moyens que nous pouvons tenter de déceler le fond d'une pensée politique car ils définissent une conception des rapports au pouvoir et au savoir.

Tout d'abord nous retrouvons ces mots qui appartiennent au domaine juridique et au droit commercial : un «garant des règles du jeu» ou «gérer le dialogue» ou encore le «management» qui renvoient pour le premier à la notion de responsabilité et pour le dernier au droit privé («conduite, direction d'une entreprise, gestion d'une entreprise»).

Deux autres mots qui reviennent assez souvent dans les discours et qui sont devenus assez courants nous paraissent éclairer une pensée, ce sont les mots d'«expertise» et d'«évaluation». Ces moyens nous décrivent des rapports hiérarchiques (management) et unidirectionnels (un garant, gérer le dialogue) de pouvoir ainsi qu'une vision

sectorisée et élitiste du savoir, une vision de spécialiste (expertise). Nous sommes dans une conception (peut-être cachée ou inconsciente) du pouvoir où la notion de responsabilité n'est pas véritablement partagée car il y a UN garant des règles du jeu alors que ce pourrait être une responsabilité collective et la notion de «gérer le dialogue», c'est-à-dire conduire, diriger le dialogue selon le dictionnaire (comme on dirige une entreprise), ne laisse pas la place à la spontanéité, à la liberté d'organisation, à l'autogestion.

Il faut tout de même dire que la notion d'expertise et d'évaluation par les habitants provient d'une bonne intention, celle de partager le pouvoir, mais nous observons que ces termes sont simplement déplacés d'un lieu à un autre. Et le lieu d'origine de ces termes les avaient définis d'une certaine manière (spécialiste) qui ne nous semble pas adapté à leur extension aux habitants.

Les autres familles de pensée que nous avons observées sont difficiles à déceler mais nous pouvons dire qu'elles se situent dans la pensée socialiste, et en particulier du côté du socialisme réformateur (PS) qui compte parmi ses composantes d'origines, la pensée chrétienne. Une des caractéristique de cette pensée de gauche provient de l'importance accordée aux moyens de la participation. Cette pensée qui proviendrait d'une certaine gauche chrétienne ou, dit autrement, qui serait ancrée dans la culture judéo-chrétienne, peut être repérée par l'utilisation de mots tels que «collégialité», notion qui s'oppose au pouvoir personnel du maire.

Les moyens font essentiellement référence à des préoccupations d'éducation en direction des habitants : «dotons les habitants de moyens pédagogiques pour se former (...) missionnons des médiateurs pour valoriser le savoir populaire», «pédagogie de la citoyenneté (...) à l'école publique (...) aussi dans toutes les fédérations d'éducation populaire», «pédagogie de la participation».

La pédagogie en elle-même ou les méthodes pédagogiques souhaitées ne sont pas décrites. Nous ne savons pas ce que l'appellation de médiateur recouvre comme intentions. Car c'est un terme utilisé récemment dans le champ politique. Le dictionnaire historique de la langue française nous dit que cette expression est surtout théologique (le Christ est un médiateur entre Dieu et les hommes). Dans la définition de la mission d'un médiateur de quartier, dans sa formation en l'an 2000 (voir annexe entretien Moussa), nous avons retenu qu'il doit être un observateur, un intermédiaire, un relais, quelqu'un qui développe la communication. Nous ne voyons pas ici la dimension pédagogique de l'action d'un médiateur. Le savoir populaire qu'il doit valoriser, de quel savoir s'agit-il ? Peut-être renvoie-t-il à l'éducation populaire ? Une recherche reste à faire concernant ce mouvement politique d'éducation populaire qui s'est largement institutionnalisé aujourd'hui. Il existe, par exemple, un agrément ministériel (de la Jeunesse et les Sports) des associations d'éducation populaire. Ces associations agissent dans le domaine que l'on appelle périscolaire. Beaucoup d'associations et fédérations d'éducation populaire (comme par exemple Léo Lagrange ou CEMEA) proposent des activités pour les vacances des enfants.

Ce terme de pédagogie nous intéresse mais nous n'avons pas trouvé, dans ces discours sur la participation, de développement approfondi sur cette notion, si ce n'est la méthodologie de projet qui définit en effet une certaine pédagogie, qui peut être appelée pédagogie du projet ou pédagogie par le projet, sur laquelle nous reviendrons car elle instaure un rapport au savoir personnel, autonome.

Nous n'avons pas trouvé, dans ces discours, de véritable réflexion sur le rapport au savoir que peut installer une

pédagogie. Nous avons simplement trouvé l'expression de «complémentarité des savoirs» sans plus de détails.

Une conception des méthodes politiques de la participation est révélée par la présence massive du terme de «communication», terme appartenant aujourd'hui au monde des médias et de la publicité, qui constituent un véritable pouvoir dans nos sociétés contemporaines. Alors que son emprunt au Moyen-Age du dérivé latin *communicatio* «mise en commun, échange de propos, action de faire part», avait un sens général de «manière d'être ensemble», qui pourrait correspondre à une certaine conception de la pédagogie justement. Nous ne pensons pas que ce terme de communication est utilisé aujourd'hui dans le sens d'une manière d'être ensemble.

Dans la définition des objectifs, nous observons la présence importante du mot «partage» avec les expressions telles que, «partage des pouvoirs», «partage du pouvoir», «décision partagée». Les objectifs sont aussi définis comme «la possibilité de décider et d'agir» ou «recréer un espace communautaire».

Le terme de partage est beaucoup utilisé en droit privé en particulier (partage d'une succession par exemple). Pour qu'il y ait partage, il faut qu'il y ait propriété. Le partage du pouvoir est une idée qui sous entend l'existence avérée de l'Etat. C'est une idée, le partage, qui reconnaît les inégalités, on peut la trouver dans la conception chrétienne de charité.

Le Réseau Capacitation Citoyenne avec son "Etude-Action pour la formation des habitants à la gestion urbaine et sociale de la ville" nous confirme cette préoccupation, partagée par un ensemble de personnes, d'éducation à la citoyenneté et donc à la participation. Les membres de ce réseau revendiquent une certaine conception de la formation, en particulier avec l'utilisation de ce terme de capacitation. En effet, pour eux la démarche de la capacitation citoyenne «place l'individu au centre de la démarche comme acteur de sa propre formation et du changement qu'il peut construire avec d'autres par des processus collectifs». Or, cette conception de formation est largement représentée dans plusieurs courants pédagogiques comme la pédagogie active. Ce réseau ne parle pas du tout de la formation des professionnels qui sont censés par exemple animer les lieux de participation. Nous avons même observé une conception assez réduite de ces nouveaux métiers, une conception qui tourne le dos à la possibilité de formation à ces pratiques professionnelles dans une société plus égalitaire. D'après le Réseau, l'animation «serait un trait de caractère naturel de certaines personnes» ou serait quelque chose d'inné. Nous pensons justement que c'est à cet endroit que se situe un des enjeux principal de transformation des rapports au politique d'un métier et donc de son enseignement. D'autant plus que le pouvoir se place de ce côté de la barre car les architectes sont le plus souvent proches des élus ou de celui qui a l'argent (le dit commanditaire). La production d'espaces se déroule le plus souvent dans des rapports commerciaux entre un maître d'ouvrage et un maître d'œuvre. Peut-être faudrait-il non seulement former les professionnels à des pratiques coopératives de leur métier mais aussi les élus. Notons que la terminologie de maître d'œuvre renvoie aussi à la pensée chrétienne.

Ce petit tour d'horizon d'un contexte présent autour de la question de la participation permet au lecteur de situer notre propos. Il permettra également d'explicitier le pourquoi des choix d'orientation de notre réflexion. Mais, pour terminer ce tour d'horizon, il nous semble important d'entendre les architectes sur cette question car les discours qui viennent d'être analysés ne proviennent pas d'eux. On ne les entend pas sur cette question dans les revues et débats, ou très peu.

Nous avons donc rencontré quatre architectes ayant menés des expériences de participation. Ils ont mené leurs expériences surtout dans les années 70 et 80. Ce ne sont pas des architectes engagés aujourd'hui sur la question de la participation. Nous n'avons pas rencontré des architectes actifs aujourd'hui dans ce domaine, si ce n'est l'un deux qui soutient actuellement une lutte d'habitants. Par exemple, nous ne les avons pas choisis en fonction des ateliers publics ou populaires en activité ou d'actions associatives. Nous avons eu leur contact par deux enseignants de l'école d'architecture de Paris La Villette. Nous pourrions dire que ce sont des architectes classiques travaillant en libéral, en agence (un des trois travaille également en parallèle dans un CAUE).

Trois architectes sur les quatre ont été ou sont encore actuellement enseignants dans une école d'architecture. Nous verrons comment deux d'entre eux intègrent cette question de la participation dans leur enseignement.

Les entretiens ont été menés de telle sorte que les architectes nous racontent tout d'abord leur parcours professionnel puis nous décrivent une ou plusieurs expériences de participation et enfin tentent de définir ce travail particulier de participation. Ils ont, pour la plupart, eu une certaine difficulté à définir leur démarche, certains ont insisté sur le caractère unique de chaque expérience, sur le fait d'inventer la méthode à chaque fois.

Nous allons résumer la position de chacun, dans quel cadre ils sont intervenus, et quels mots ils utilisent pour parler de cette pratique particulière, pour enfin tenter de comprendre leur rapport au politique dans leur pratique professionnelle et leur pensée politique.

Le premier architecte que nous avons rencontré a mené une première expérience en Amérique latine, de 1957 à 1960, dans des bidonvilles de Buenos Aires, une expérience qui «consistait à associer les habitants»⁶ à la réflexion des jeunes architectes sollicités par EMMAUS. «Il s'agissait d'un processus d'auto-construction, auto-réhabilitation de leur logement». Puis, un ensemble d'expériences ont suivi, en France, qui concernaient la participation à la programmation d'un bâtiment tel qu'un lycée expérimental, un centre de vie enfantine (crèche et maternelle)... ; en 1968, «c'était une grande nouveauté la programmation avec participation», nous a-t-il dit. Ensuite, il y a eu Roubaix et son quartier l'Alma-Gare et plusieurs réhabilitations de grands ensembles qui ont été abordées par l'architecte avec la participation des habitants.

On peut dire que sa pratique de participation des habitants est une façon d'être car cette pratique ne repose pas sur une méthode explicite mais sur un savoir faire de terrain qui concerne le «savoir faire parler les gens», savoir «établir le dialogue» et «avoir une capacité d'écoute d'une part et tirer les conséquences multiples». Nous voyons bien que sa pratique de participation repose sur une conscience politique et sur une personnalité d'individu. En effet, lorsqu'on l'écoute, on sent bien ses capacités personnelles au dialogue, son aisance dans la parole que l'on pourrait définir comme une parole de dialogue, une parole vivante, une parole de communication, car il raconte ses expériences en se situant dans la réalité vécue, c'est-à-dire qu'il mime et joue, par exemple, les échanges qui ont eu lieu lors de réunions avec les habitants. On pourrait dire qu'il fonde sa pratique de participation sur une reconnaissance qu'il a, et qu'il exprime des projets de chaque partenaire et donc des habitants autant que l'Etat, la Région, les techniciens... Il la fonde également, croyons-nous, sur sa conception du projet (architectural et/ou urbain) comme «instrument de connaissances». Pour lui, «faire un projet, c'est transformer la réalité». L'objectif, pour lui, de la participation «c'est nourrir la réflexion d'une substance qui est un projet».

Lorsqu'on lui demande de définir la participation, il nous parle de la «pratique de la concertation», et de la communication.

Nous pouvons remarquer que cet architecte conçoit la participation comme essentiellement un jeu de paroles. Il invite les concernés à parler, à raconter, à réagir aux dessins. Mais il n'a parlé à aucun moment de moyens pour associer les habitants dans la création. L'architecte reste le seul concepteur qui nourrit le projet de la parole des habitants. D'ailleurs il l'exprime très bien lorsqu'il dit, «la participation qui avait son origine dans le récit du quotidien». Nous pouvons dire que nous restons ici à l'étape de la participation à la programmation et en ce qui concerne la conception, ce serait de la concertation.

Le deuxième architecte rencontré est, lui aussi, de la génération de l'Alma-Gare. Il a aussi, comme le premier, travaillé avec une équipe pédagogique pour la programmation et la conception «en simultané»⁷ d'une crèche. Puis, on lui a proposé un contrat de recherche expérimentale sur une expérience d'habitants autogérés en autopromotion à Vanves. Ensuite, il a été architecte-coordonateur dans une équipe de DSQ (Développement Social de Quartier) du quartier Val Fourré pendant 6 à 7 ans, il travaillait alors avec des «habitants relais». A Nantes aussi, il a travaillé dans le cadre du DSQ. Il y a eu Mante La Jolie, Grande Synthe...

Cet architecte répond à des appels d'offres en valorisant une méthode de travail. Il a débuté l'entretien par la définition de son attitude professionnelle face au marché, face à la commande. Il pense qu'il faut savoir refuser une commande car on a «ses limites et ses engagements». La question est de savoir, pour lui, comment transformer une commande en une demande.

Cette position définit un certain rapport au politique et donc au pouvoir. Il a fini d'ailleurs l'entretien en disant que cette pratique particulière de la participation est une «implication militante».

Les fondements de sa position, qu'il exprime, se placent à plusieurs niveaux. Tout d'abord, il parle de son rapport à l'espace urbain, aux franges, à la banlieue, qu'il développe par la pratique de la balade et par «la conviction que ça bouge en permanence et que c'est ce mouvement là qu'il faut repérer». Puis, il s'arrête sur une question qui le fascine, qui n'est pas d'ordre spatial mais social, c'est celle de savoir «comment on prend racine ?» car, pour lui, «ce qui fonde la prise de racine, c'est bien la possibilité d'adhésion à la citoyenneté». Ceci pourrait être sa définition de la participation car cette notion de «prendre racine» lui paraît poser le rapport au temps que nécessite une véritable participation. Il parle d'unité de temps qui correspondrait à une génération, le temps de l'enracinement, le temps qui n'est pas celui du temps politique (entendu des élections des représentants).

Il nous décrit le déroulement de la participation lorsqu'un collectif est constitué. Le rôle de l'architecte est, pour lui, de «faire monter une espèce de culture», «une vraie culture urbaine» pour qu'il y ait «une prise de conscience de ce que c'est que le quartier au sens large» et enfin, pense-t-il, «les gens commencent à se positionner et ça produit des partenaires et ça joue dans la réémergence d'un peu de citoyenneté». Nous retrouvons ici l'idée du premier architecte qui est de considérer les habitants, autant que les autres, comme partenaires, idée qui renvoie au partage des pouvoirs.

Il pense que ce qui s'est passé à l'Alma-Gare, c'est-à-dire d'être allé jusqu'à une production commune, peut difficilement se réaliser dans des quartiers de 25 000 habitants avec 50 nationalités car les habitants de l'Alma-Gare

constituaient une population très homogène, nous dit-il, et moins nombreuse.

D'après les exemples qu'il nous donne, le groupe de partenaires d'habitants est tout de même défini par le chef de projet DSQ car celui-ci, «son boulot, c'est bien de construire une représentativité des habitants face à une structure municipale», il veut parler des «habitants-relais».

Nous voilà dans une conception de la participation où les habitants doivent représenter la population du quartier alors que nous avons vu que dans un travail long de réflexion et de positionnement, les habitants ne peuvent parler qu'en leur nom car c'est bien de débats d'idées dont il est question et d'engagement de la personne dans la participation.

Lorsque nous abordons la question de la méthode de la participation, cet architecte pose un préalable, qui lui paraît être de l'ordre de la rigueur, qui concerne les rôles de chacun. En effet, il pense que les politiques ne doivent pas se prendre pour des techniciens et inversement que les techniciens ne doivent pas se prendre pour des politiques face aux habitants. Le travail est pour lui d'identifier le groupe de partenaires en fonction de l'enjeu et de l'échelle du projet et de proposer une méthode de travail qui implique ces acteurs.

Or, au moment de la description de la méthode, l'architecte nous parle d'outils assez classiques qu'un architecte réunit pour travailler sur l'espace. C'est, nous dit-il, beaucoup de travail sur plan, des visites, des balades ; c'est regarder, noter le matin, le soir, le week-end, discuter, croiser les gens... Le seul exemple qu'il nous donne de méthode de participation, c'est l'organisation de trois grandes séances avec le plus de monde possible, nous dit-il, qui aboutissent à une représentation commune du quartier, pense-t-il, qui va servir de point de débat entre les habitants qui se sont formés à travers cela, et les élus et leurs techniciens.

Ces trois grandes séances se veulent rendre autonomes les habitants pour qu'ils aient les moyens de débattre ensuite à égalité avec les élus et les techniciens de la ville.

Cet architecte pense qu'il n'est plus possible de faire de la véritable participation car il observe que, dans bon nombre de communes, cette pratique s'est institutionnalisée, elle a perdu en liberté. Il va même jusqu'à dire que des communes ayant menées, avant, des expériences de participation, sont devenues tout d'un coup assez autoritaires. Il pense que cette évolution est due également à un changement de culture politique. Il associe les expériences de participation qu'il a vécues dans les années 70, à la présence d'une culture syndicale liée à la tradition ouvrière qui avait un mode de mobilisation collective et de solidarité, nous a-t-il expliqué.

Il pense que ce qui a remplacé aujourd'hui cette culture, ce sont des organisations telles que ATTAC et le DAL (Droit Au Logement) car elles représentent une expression collective. Or, ces organisations n'agissent pas directement sur les questions qui nous intéressent.

A la question posée de la formation personnelle par des lectures et des pratiques politiques qui soutiennent cette démarche participative, il nous répond ceci «c'est, chacun, dans sa vie, s'est foutu un petit vélo dans la tête. Moi, j'avais un truc, c'était l'habitat du plus grand nombre (...) C'est la question de la ville, de la ville ouverte».

Le troisième architecte est à part des deux premiers et du quatrième, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il appartient à la génération qui suit celle des trois autres et il est celui qui a le moins répondu à notre question, il nous a parlé longuement de la méthode de travail en équipe de professionnels et de spécialistes. C'est celui aussi qui a le plus mis en avant ses actions militantes. Il a commencé par nous retracer son parcours étudiant. Enfant de 68, nous a-t-il dit, il a participé à des comités étudiants qui revendiquaient les conseils pédagogiques. Puis,

il a été vacataire à UP6 (actuelle école d'architecture de Paris La Villette) pour continuer l'agitation, a-t-il ajouté, tout en travaillant en agence. Des luttes étaient menées contre les structures professionnelles hiérarchiques, «l'argument devait primer». Une opposition s'était constituée contre les opérations de rénovation à Paris, c'était un positionnement sur les rapports professionnels.

Il a participé également à la création de journaux tels que *Place*. Ils se posaient la question du rapport entre action politique et action professionnelle. Il y a eu aussi les *boutiques de droit*, les *boutiques d'aménagement*, auxquelles il a participé entre 74 et 76, ils avaient mis en place du conseil gratuit.

Ensuite son parcours professionnel comporte deux chemins parallèles. L'un l'amène à travailler dans le CAUE du 91, à temps partiel, où il fait du conseil au public et où il tente de développer «une idée autre de service public». Il dit y apporter des compétences sans arrogance avec humilité. Et l'autre chemin est plus classique, il exerce son métier d'architecte en activité libérale toujours en secteur public et essentiellement sur des études urbaines par concours, ce qui garantit, à ses yeux, un champ de recherche et de réflexion (avec toujours des équipes larges de sociologues, géographes et architectes) sur la relation aux occupants. Ce fut d'abord exclusivement les logements sociaux en ZUP (Zone à Urbaniser en Priorité) ou en Grand Ensemble en suivant les initiatives de Banlieue 89.

Il nous a expliqué que lorsque le logement social n'était plus un champ de recherche innovante, il est passé à autre chose. Il a travaillé sur l'éco-construction (espace/environnement) en répondant à des concours ou des appels de recherche avec des équipes vastes (environnementalistes, paysagistes, ingénieurs).

Il pense que pour travailler comme cela, cela suppose une attitude politique qui consiste à ne pas être à la tête d'un objet commercial mais de s'associer pour chaque expérience et travailler collégalement.

Après cet aperçu d'une trajectoire professionnelle, l'architecte a voulu commencer par nous parler d'une expérience récente qu'il a menée et qu'il continue de mener avec une association d'habitants et des étudiants d'un cours de projet de quatrième année de l'école d'architecture de Paris La Villette. On peut dire que cette action est une organisation d'un soutien à des luttes d'habitants. Ce fut pour lui un retour à l'école d'architecture. Il fut accueilli par un enseignant qui a intégré cette dimension relationnelle avec les habitants dans son enseignement.

Il nous explique que les étudiants ont été entraînés dans une stratégie politique qui était de s'opposer aux institutions, au maire et aux administrations. Il a été demandé aux étudiants, après 7 mois de travail et d'échange avec les habitants, de présenter 100 idées d'aménagement qui étaient le fruit des discussions, et en leur disant qu'«on ne faisait pas un acte professionnel sans avoir d'idées du développement de la société».

Lorsque nous avons demandé à l'architecte de rentrer un peu dans les détails de ses outils dans un travail avec les habitants, quel rapport s'installe entre eux, il a répondu qu'il n'y avait pas de recettes, qu'à chaque fois ce sont des contextes particuliers. Il nous a donc donné un exemple, celui du projet de restructuration du secteur Sud de Beauvais qu'il a réalisé dans des équipes de sociologues, de paysagistes, d'économistes, d'architectes, d'urbanistes. Le contexte a été déterminé dès le début par l'intervention de l'Etat qui donnait l'argent et qui imposait la participation étroite des habitants à la définition du programme et leur suivi du projet. La commune était partie prenante avec une équipe dans le quartier qui ouvrait, nous a-t-il dit, à toute une série de dynamiques, de reconquête. L'équipe à laquelle il participait faisait appel à l'antenne municipale qui avait une organisation efficace, qui intervenait sur tous les moments en aidant les groupes d'habitants selon leur culture. L'équipe participait à des réunions «assez

continuelles» où elle présentait des maquettes, «des tas de choses», des interviews filmées. Et au bout de trois ou quatre ans, des changements politiques sont survenus, l'organisation qui existait n'était plus d'actualité. L'équipe des professionnels a tenté de continuer avec des habitants volontaires dans la période des travaux de transformation de leur logement pour qu'ils puissent encore agir.

Suite à cette présentation, nous avons demandé à l'architecte de tenter d'expliquer son rôle dans cette organisation pour recentrer sur son point de vue de la participation. Or, il nous a longuement parlé de sa pratique de travail en équipe «qui entend tout, qui réagit, qui réfléchit et qui décide» et dont les personnes sont choisies dans un rapport d'échange, de réflexion avec des similitudes dans l'analyse politique. L'équipe est composée de personnes qui ont toutes une compétence, une spécialité et la méthode est très importante, a-t-il insisté.

Nous avons donc relancé notre question, car nous étions sorti du sujet, en lui demandant «Cela vous est-il arrivé d'animer des réunions d'habitants ?». Il a tout de suite répondu que cela devait se faire avec beaucoup plus de réserve. Il se situait toujours dans le cadre de ces opérations commandées par l'Etat, en partenariat avec une collectivité, un organisme HLM, le département... Il pense que dans ces contextes, l'exigence est très faible et il faut donc «créer l'entraînement mais faire attention de ne pas créer trop d'illusions, parce qu'on sait que quand on le fait, ça va être suivi de désillusions certaines. Donc, c'est une implication plus ténue. Ce sont des interventions qui nécessitent le respect d'autrui.» Arrêtons-nous quelques instants sur ces quelques mots. La pensée de cet architecte est très difficile à comprendre car il ne rentre jamais dans des exemples concrets pour illustrer ses propos. Il définit le travail avec les habitants en le comparant avec le travail au sein d'équipes de spécialistes. Il dit que c'est une implication plus ténue de sa part, ce qui veut dire qu'elle est peu perceptible et subtile selon le dictionnaire. Qu'est-ce que cela veut-il dire ? Est-ce son engagement qui est moins important qu'avec une équipe de professionnels ? Et pourquoi parle-t-il ici du respect d'autrui et non pas dans le travail en équipe de professionnels ? Nous sommes restés dans ce vague. Il a quand même mis des mots sur le rôle de l'équipe de professionnels en les différenciant des habitants. Il pense que les membres de l'équipe sont des démonstrateurs, des acteurs, des monteurs d'un système. Nous sommes loin de la conception de la participation de l'architecte précédent. Nous avons pu déceler un objectif de la participation, de son point de vue, qui est de modifier les règles de gestion en trouvant les moyens d'intégrer les habitants en les faisant participer au débat. Mais il n'a pas développé cette idée.

Il pense que le risque de la participation dans les contextes spécifiques qu'il a connus est d'être manipulé (pour les professionnels) et de manipuler. Cette notion de manipulation renvoie aux rapports de pouvoir.

Il a terminé l'entretien en nous disant qu'il était particulièrement sensible à la question de l'acte de conception car il pense qu'«on a besoin de beaucoup de gens qui créent des méthodes, qui inventent des systèmes de transmission, des pédagogies, qui inventent des lieux, des espaces, des modes de relation (...) lorsqu'on monte des équipes, ce sont plutôt des équipes de concepteurs». Et enfin, pour lui le savoir de l'architecte, c'est de «savoir concevoir l'espace, de lui donner un sens, une sensibilité». Nous comprenons mieux maintenant pourquoi nous n'avons pas réussi à le faire parler de ses méthodes de participation. Ce n'est pas cela qui l'intéresse directement.

Le quatrième architecte rencontré est de la génération des deux premiers mais n'a pas fait partie, lui, de l'équipe d'Alma-Gare à la fin des années 70. En revanche il a mené des expériences de participation à Meudon, avec des familles qui l'avaient contacté en 78 puis en 81, pour la réalisation d'habitats autogérés, et à Evry,

en 1984-85, avec des habitants volontaires pour la construction de logements sociaux de la société anonyme d'HLM d'EMMAUS.

Cet architecte est entré dans les processus de la participation par le biais de l'habitat. Après avoir construit des maisons individuelles, il est passé à l'habitat autogéré pour 10 familles qui avaient un projet commun, et ensuite 7 familles, et enfin des immeubles de logements sociaux pour une soixantaine de familles. Ces différents projets ont franchi à chaque fois, successivement, des échelles différentes et donc des méthodes de plus en plus élaborées.

En effet, pour les expériences d'habitat autogéré, il n'avait pas élaboré de méthode écrite, nous a-t-il dit. Sa méthode de travail se basait sur des interviews qu'il avait appris à faire lors des réalisations de maisons individuelles ; il avait alors appris à faire émerger des idées. Puis, il a mis en place, avec une collaboratrice étudiante, des ateliers hebdomadaires, une vingtaine, pour terminer sur une grande réunion d'une journée.

Dans l'habitat autogéré, est accordée une place très importante à la vie collective, nous a-t-il expliqué. Il y avait, dans la programmation, beaucoup de locaux communs et un local d'exposition et de manifestation, ouvert sur le quartier. On peut dire que c'est véritablement un petit morceau de ville qui a été conçu de manière collective.

Lors des ateliers hebdomadaires, il a demandé à chaque famille d'écrire ou de dessiner des éléments graphiques pour travailler sur les plans des logements et leurs situations. Voici ici un premier positionnement de méthode de la part de l'architecte. Nous verrons qu'il a poursuivi cette posture de rendre les habitants acteurs dans le processus de conception d'espace.

Nous pouvons déjà faire la remarque que dès ces premières expériences, l'architecte a consacré un temps important à la participation. Nous ne sommes pas, comme avec le deuxième architecte, sur trois grandes séances collectives, nous sommes dans une autre échelle de temps (une vingtaine d'ateliers hebdomadaires plus une réunion d'une journée).

L'architecte a insisté pour dire que les familles avec lesquelles il a conçu les habitats autogérés, étaient assez aisées, elles étaient au niveau de cadre moyen supérieur et lui, souhaitait travailler sur les mêmes problématiques dans le cadre du logement social. Il a donc tenté d'impulser la participation auprès des bailleurs sociaux. Il a proposé, avec deux autres architectes, proches également du mouvement de l'habitat autogéré, à la société d'HLM d'EMMAUS qui voulait construire à Evry, ville nouvelle, de faire de la participation pour la construction des logements en lui démontrant qu'elle avait des avantages financiers, entre autre, concernant la gestion.

Non seulement le groupe d'architectes a intéressé EMMAUS mais aussi la municipalité qui s'est engagée dans l'opération en particulier en offrant à disposition un local pour l'atelier des habitants, qu'ils allaient mettre en place.

La participation, dans ce contexte d'initiation de la part des architectes, a comporté plusieurs étapes dont la première fut la constitution d'un groupe d'habitants volontaires.

Tout d'abord, les architectes ont fait une campagne par voie d'affiches dans les MJC (Maison de la Jeunesse et de la Culture) et dans les comités d'entreprises de la région. Ils ont fait des réunions d'information (5 ou 6) pour faire leur proposition. Il y avait une cinquantaine de personnes par réunion. Au bout de trois mois, les gens se sont inscrits, le maître d'ouvrage a fait sa sélection en fonction des critères des HLM.

Le travail a démarré avec 60 à 70 familles.

L'architecte nous a expliqué que cette fois-ci, ils ont élaboré une méthode très rigoureuse qu'ils ont soumis à la ville.

Chaque séance de travail était décrite dans ses objectifs et dans son déroulement. Les familles avaient le plan de travail. Les séances hebdomadaires duraient en moyenne trois à quatre heures au sein de l'atelier des habitants, et pendant 6 mois.

Après quelques séances d'informations avec le maître d'ouvrage sur les financements, et avec les architectes sur les compositions de logements et les modes d'habiter, les architectes ont demandé aux familles de dessiner leur logement actuel. Nous sommes dans une reconnaissance du savoir de chacun, et de l'habitant en particulier. La séance suivante, tous les dessins ont été projetés et les familles commentaient ainsi que les architectes. Ce fut une réussite non seulement parce que chaque famille a répondu à l'appel mais aussi parce que chaque famille avait une connaissance du logement, chose à laquelle les architectes ne s'attendaient pas de la part de populations modestes, «ce fut une grande leçon de modestie pour les architectes», nous a-t-il dit.

Les familles ont également dessiné le plan de leur futur logement que les architectes redessinaient ensuite, elles ont dessiné également avec les architectes le plan masse de l'ensemble des constructions, qui posait la question de l'ensoleillement et des volumes. Puis l'atelier s'est séparé en trois groupes pour travailler plus individuellement avec les familles. Il s'est passé deux ans entre le recrutement des habitants dans la campagne d'information et l'entrée dans le logement, le chantier ayant duré un an.

Les familles ont donc vécu un processus long de conception de leur logement, mais aussi d'éléments urbains, car l'ensemble des constructions se sont organisées évidemment en fonction de leur environnement, il y a donc eu des prises de positions urbaines telles que une rue piétonne.

Non seulement cet architecte nous a décrit dans un certain détail les éléments de sa méthode de participation mais il a aussi clairement exprimé sa définition de la participation tout en la situant dans le débat politique plus large. Tout d'abord, pour lui, il faut établir des règles démocratiques et ensuite, le sens de la participation, c'est d'impliquer les gens de façon à ce qu'ils puissent décider et collaborer à la conception. L'objectif est donc bien la décision politique ou le nœud, comme il dit. Il dit être très réticent au vote et à la délégation. Et c'est le seul des quatre architectes qui parle de la conception. Il implique les habitants à tous les niveaux du processus. Il pense que l'enjeu est bien la participation à tous les niveaux, aussi bien à la définition d'un cadre de vie qu'à l'environnement économique. C'est un travail d'éducation, nous dit-il, et en particulier aujourd'hui, auprès des élus et des sociétés HLM.

Il observe que les habitants sont moins touchés directement par l'espace public, qu'ils s'impliquent plus difficilement, alors il dit qu' «il faut intéresser les gens au niveau de la gestion de la chose publique». Il le dit sans faire référence aux villes du Brésil qui ont mis en place des budgets participatifs alors que la question qu'il pose renvoie directement à ces expériences. Il a aussi déterminé le rôle de l'architecte dans ce travail collectif. L'architecte a, pour lui, un rôle de technicien, il ne doit pas abandonner le rôle de savant, il amène des savoirs et des convictions, et il a la volonté d'apprendre et d'être au service des habitants. L'architecte est militant, a-t-il terminé par dire.

Nous lui avons posé la question de son parcours politique. Avant 68, il était étudiant et il considère que sa formation politique s'est construite avec la guerre d'Algérie ; il n'a adhéré à aucun parti mais par contre il militait au *Secours Rouge* qui soutenait les militants politiques emprisonnés. Ensuite, il a participé à des associations de MJC et il dit que ce qu'il pratiquait dans la vie publique, il pouvait le pratiquer dans la vie professionnelle. Une autre formation l'a marqué, c'est celle qu'il a reçue de Jean Prouvé à propos des «idées sociales». En effet, il dit qu'à cette époque, la

question de l'autogestion était très importante. Il a fait référence à plusieurs expériences comme celle de Yougoslavie, celle de l'entreprise LIP dont la volonté était de participer à la gestion de l'entreprise et celle de l'entreprise de Prouvé où les marchés étaient gérés par les ouvriers.

Cet architecte a commencé à enseigner en 75-76, période militante, a-t-il ajouté, avec un sociologue. Il a pu nous expliquer quelles conséquences avaient ses pratiques professionnelles sur sa pédagogie du projet. Des étudiants étaient toujours présents dans les ateliers d'habitants, et quand il enseignait le logement, il parlait toujours de ses expériences, il travaillait sur le savoir des demandes. Il voulait et il veut toujours transmettre cette notion qu'ils ne sont pas les maîtres du projet, «leur savoir est mis en brèche par les savoirs des habitants». Il nous dit que sa pédagogie du projet est basée sur l'analyse des besoins, des usages et sur la technique, et il dit transmettre ses méthodes pédagogiques utilisées en direction des habitants.

On peut dire que sa pratique d'architecte et celle d'enseignant se rejoignent autour de la question de l'éducation, et toutes deux sont inscrites dans une attitude militante ou une position politique. Cet architecte, faut-il y voir un lien, a d'abord eu une formation d'ingénieur du bâtiment avant de poursuivre ses études à l'Ecole Spéciale d'Architecture (ESA, la seule école privée de France) et Prouvé l'a convaincu que la forme vient de la technique. Il ne fait donc pas partie de ces architectes nombreux qui accordent une importance démesurée à leur rôle de créateur, d'artiste qui ne peut partager le processus de création.

Ces quatre architectes ont bien voulu donner des mots, exposer leurs idées sur la participation des habitants à la transformation de l'espace social. Suivant le moment de l'entretien et l'architecte interrogé, chacun a plus ou moins développé telle dimension de sa pratique plutôt qu'une autre, que ce soit sur la définition, les objectifs ou les moyens de la participation. Le cas du troisième architecte est assez emblématique, car il a très peu répondu à la question de la participation, mais a donné son point de vue sur son attitude professionnelle dans son rapport au politique. Il a donc utilisé des mots qui concernent la pensée politique, et cela nous intéresse car nous sommes bien dans une recherche de compréhension des différents points de vue sur la politique.

Suivant le moment de l'entretien, mes questions étaient orientées vers telle dimension plutôt qu'une autre. Le cas du premier architecte en est un bon exemple car je l'ai rencontré alors que je débutais mon expérience à Champigny relatée dans le premier chapitre de ce mémoire. Je lui posais donc les questions qui me préoccupaient alors, on a donc très peu discuté de son rapport au politique au delà de la question de la participation. J'ai rencontré les deux suivants juste après mon expérience et le quatrième cinq mois après.

Nous voulons maintenant montrer que ces architectes, ces hommes qui ont mené des actions, des actions dans le champ politique, utilisent parfois des mots qui peuvent être associés à une famille de pensée vaste et multiple que nous nommons libertaire ou anarchiste. Nous verrons en quoi leur attitude professionnelle est, croyons-nous, pour certains, révélatrice des positions anarchistes qui ne dissocient pas l'action de la pensée.

Tout d'abord, parmi ces quatre architectes, c'est le quatrième qui nous paraît être le plus proche de cette pensée libertaire pour deux raisons principales, l'une concerne sa définition de la participation qui est en accord avec ses modes d'action, et l'autre concerne les idées qu'il a avancé sur son rapport au politique.

En effet, il pense que la participation devrait concerner tous les niveaux, aussi bien la définition d'un cadre de vie que l'environnement économique. Il dit cela et il l'applique dans sa pratique puisqu'il a mené des actions de participation

qui allaient de la programmation à la conception d'espaces. En tant qu'architecte, organiser la participation à la conception d'espace est, pensons-nous, le signe d'un véritable travail pédagogique et didactique pour une création collective coopérative. Nous verrons, dans notre réflexion thématique du chapitre trois, que le rapport à la création est au centre de notre définition de la politique.

C'est le seul des quatre architectes qui exprime l'idée que le nœud de la participation c'est bien la décision politique. Et d'ailleurs, lorsqu'il explique son rapport personnel à la politique il nous dit qu'il est très réticent au vote et qu'il n'aime pas déléguer. Ce positionnement, nous le verrons, est caractéristique de la pensée libertaire, qui a toujours remis en question le pouvoir de l'Etat et de ses institutions qui décide en dernière instance en s'appuyant sur la légitimité du vote et de la délégation.

Cet architecte nous dit qu'il n'a jamais adhéré à un parti mais qu'il était politiquement militant. Il nous dit avoir participé à des associations de MJC et que ce qu'il pratiquait dans la vie publique, il pouvait le pratiquer dans la vie professionnelle. Ceci est également caractéristique de la pensée libertaire qui est, en plus d'être une pensée politique, est une philosophie de vie. Actions et pensée sont en concordance.

Et enfin, il définit le rôle de l'architecte comme celui qui amène des savoirs et des convictions en ayant la volonté d'apprendre. Ceci renvoie à l'idée que nous n'agissons pas professionnellement de manière neutre. Nous développerons ceci dans le chapitre suivant.

Les trois autres architectes ne sont pas allés si loin dans la critique politique, néanmoins ils ont exprimé des idées proches de la pensée libertaire en faisant le choix d'utiliser certains mots. Nous avons donc relevé les mots et idées qui nous semblent s'inscrire dans une certaine conception de la politique ou nous dirons de l'action politique.

Le premier a parlé de l'action d'**associer** autour d'un **projet** dans le **dialogue**, la **parole** et l'**écoute**. Ces mots nous paraissent faire références à des attitudes autonomes et libres, responsables et collectives, de la pensée politique que nous développons dans le chapitre trois. Le deuxième architecte a utilisé à deux reprises la notion de **commun** au sujet de la **production** et de la **représentation** au sens de perception (production commune et représentation commune du quartier). Cette notion est, nous semble-t-il à relier à son idée d'**expression collective**, de mode de **mobilisation collective**. Ces idées ont toutes en filigrane la conception égalitaire des relations politiques et professionnelles, il n'y a pas de distinction de valeur sociale, économique et politique.

L'architecte a insisté sur la notion de temps, c'est-à-dire prendre **le temps** de l'action, le temps de prendre racine. Le rapport au temps est une dimension importante de la philosophie de vie de la pensée libertaire, entre autre, dans sa relation à l'art et à la poésie.

Et enfin, il a clairement opposé **la liberté à l'autorité** (d'une municipalité) ce qui renvoie directement et explicitement à une spécificité de la critique libertaire en comparaison au communisme autoritaire.

Le troisième architecte a défini son attitude politique comme étant faite de **convictions** de départ. Ce terme, utilisé également par le quatrième architecte, nous semble particulièrement important dans la définition d'une posture professionnelle franche en ce qui concerne la pensée politique.

Constitution d'une famille de pensée

Généalogie d'une pensée politique

Du champ de l'architecture, des convictions politiques se sont confirmées, fortifiées.

De la réflexion sur les pratiques d'un métier, des questions d'ordre politique se sont posées. De l'expérimentation d'actions politiques, s'est fabriquée une famille de pensée avec laquelle nous dialoguons.

Pourquoi la participation ?

Nous avons vu que poser la question de la participation, c'était interroger la pensée sur sa définition de la politique. Les pensées politiques se séparent lorsqu'on aborde cette question. Les mots, le langage sont l'expression d'une pensée. Nous avons voulu le montrer à travers l'analyse rapide des discours dans le champ politique et le champ architectural. Il serait utile d'approfondir cette analyse en faisant parler d'autres personnes. Les mots révèlent les fondements d'une pensée et les réalités d'une action.

La participation soulève la question des modalités de l'action politique, du comment de l'action politique.

Les mots des architectes interrogés, pensons-nous, donnent des signes d'appartenance à une pensée politique spécifique qu'est la pensée libertaire. Ils ne la revendiquent pas, ne la mentionnent pas mais, par leurs actions et par les mots décrivant leurs actions, nous pensons qu'ils font appel à cette pensée.

Certains frôlent cette pensée libertaire mais souvent sans se donner les moyens de son application. Nous avons parfois de belles idées mais non accompagnées d'actions correspondantes.

Ceci nous permet de dire que la pensée libertaire trouve son assise dans une attitude dans l'action et dans l'action elle-même. Deux exemples, l'un d'une lutte urbaine et l'autre d'une pratique d'un artiste, nous permettent d'appuyer cette idée qui fait partie des fondements de la famille de pensée politique en constitution, la pensée libertaire.

Tout d'abord, nous avons vu que les luttes urbaines des années 60-70 et qui en l'occurrence ont réussi, se revendiquaient d'une pensée politique autre que la pensée libertaire. Nous avons en particulier des mouvements de la gauche chrétienne (socialiste) comme à l'Alma-Gare.

Or, nous avons été témoin et parfois participant, à Toulouse, dans le milieu des années 90, de mouvements de luttes urbaines d'un autre ordre. D'un autre ordre car d'une part les revendications ne portaient pas sur les mêmes problèmes et d'autre part les manières d'agir différaient.

En effet, ces mouvements ne basaient pas leurs revendications sur l'appartenance à un quartier et sur le rattachement à un logement, mais plutôt sur une critique de la politique et en particulier dans les rapports sociaux qu'elle instaure. Ils pointaient du doigt les aberrations des politiques urbaines, comme celle de la contradiction qui existe entre la présence de nombreux bâtiments vides, vacants dans les villes et le manque de logements, de locaux associatifs, d'ateliers pour les artistes, d'espaces publics détachés des intérêts marchands, d'espaces de création et de discussion.

Les personnes engagées dans ces mouvements étaient très diverses mais nous trouvions chez un certain nombre

d'entre elles l'association d'un mode de vie à un positionnement politique, c'est-à-dire qu'elles n'attendaient pas que la société change pour changer leur mode d'existence. Et c'est cela qui nous intéresse. Nous y reviendrons par la description d'une de ces actions.

Ces mouvements avaient la particularité de se réclamer de la pensée libertaire et d'agir en occupant des espaces abandonnés, des espaces en attente d'une opération immobilière. Nous parlons ici des squats associatifs ou squats organisés ou squats libertaires.

A Toulouse, nous en connaissions trois qui étaient fédérés de manière informelle comme un réseau d'individus et d'associations agissant en solidarité (par exemple, c'était la même personne qui, au moment de l'ouverture d'un squat, installait l'électricité).

L'occupation collective autogérée de lieux vacants était la forme d'action mais pas seulement. Nous les appelons squats organisés ou squats associatifs car ils avaient tous les trois en commun d'être des lieux de projets à la fois sociaux, culturels, artistiques et politiques. Il y avait «Le clandé», «Myris» et «l'École». Nous allons décrire rapidement le projet de «L'école» et son fonctionnement pour illustrer notre propos. Pourquoi «L'école» ? Parce que l'histoire de ce lieu réunit toutes les composantes d'un squat que nous considérons comme associatif et aussi parce que c'est le seul des trois qui a mené des actions en direction du quartier.

Le quartier en question, c'est le quartier St Cyprien sur la rive gauche de la Garonne, quartier anciennement maraîcher. Le lieu occupé à partir de mars 1997, était l'ancienne école maternelle et primaire devenu Centre de Formation pour Apprentis (CFA) de la cité-jardin de Bourrassol, abandonné depuis 1993. Construits pour les réfugiés espagnols en 1938, les baraquement-dortoirs qui composent la cité-jardin, furent sommairement aménagés après guerre pour loger les ouvriers de la Cartoucherie voisine et des familles tsiganes sédentarisées. Cette cité-jardin, non classée, était appelée par les squatteurs «le village» car il était composé de maisons de plein pieds avec jardins et de nombreux espaces publics à dominante végétale. Deux cents habitants y vivaient sur plus de sept hectares, ce qui démontre le cadre exceptionnel qu'offrait ce lieu dans le quartier de St Cyprien de la ville de Toulouse. Gérée par l'OPAC, cette cité était condamnée à la destruction depuis longtemps par ses responsables, les maisonnettes étaient vidées de leurs locataires, puis murées ou laissées telles quel à l'abandon comme le CFA, l'entretien n'étant délibérément pas assuré par le bailleur, il y avait une véritable volonté de laisser se dégrader cette cité-jardin.

Le collectif qui s'est constitué en mars 1997 a donc réalisé une recherche sur l'histoire de cette cité en rencontrant les différentes personnes concernées telles que les responsables de l'OPAC et les habitants. Et un projet s'est mis en place autour de la nécessité d'un espace collectif gratuit fonctionnant à travers l'échange de savoirs et de pratiques et dans une «auto-organisation» qui permettait «l'indépendance idéologique et financière»⁸. Pour le groupe, «l'imbrication du social et du culturel» était une condition préalable et vécue dès les premiers moments de l'occupation. En effet, l'utilisation de l'espace était organisé autour de trois dimensions, celle de l'hébergement (avec les principes de solidarité et de responsabilisation de chacun), celle des activités culturelles et artisanales autogérées par chaque individu ou collectif (peinture, sculpture/poterie, expressions corporelles et théâtrales, un jardin collectif, des ateliers artisanaux), et celle des espaces conviviaux (une salle de réunion, une bibliothèque/infoshop, des événements conviviaux et festifs).

La plupart des activités étaient assurées par des personnes ne vivant pas sur place. Un travail important était réalisé autour de l'accueil des habitants du quartier par l'organisation d'évènements tels que des soirées de cinéma plein air gratuit, des spectacles, des ateliers pour les enfants...

En février 1998, une association est née, «Les micocouliers libres», du désir commun de donner un statut légal et juridique aux projets et aux démarches du collectif qui tentaient d'offrir des alternatives à l'individualisme et au capitalisme.

En tant qu'étudiante en architecture, j'ai tenté de soutenir ce projet en interpellant les responsables de la ville, chargés de l'urbanisme, en écrivant un contre projet qui démontrait l'importance de réhabiliter ce lieu chargé d'histoire, ce patrimoine populaire, et en réalisant un film sur l'ensemble des trois squats. Nous n'avons obtenu aucun soutien de la part, aussi bien du milieu professionnel que des techniciens de la ville.

L'école était détruite au mois de mars de l'année 1999 (voir les photos en annexe).

Ce fut un échec violent qui amplifia les sentiments de révolte de tous ceux qui avaient vécu ce lieu exceptionnel, ce véritable lieu public et créatif où la démocratie était une pratique quotidienne.

Cet exemple d'action politique nous permet à la fois de mentionner des luttes urbaines ayant existé dans les années 90, et de mettre en évidence la particularité de la pensée libertaire que nous voulons développer dans le chapitre suivant.

L'ensemble des personnes qui ont participé à l'histoire de «L'école», était libre de participer comme elles le souhaitaient, dans une responsabilité de ce qu'elles initiaient et dans un esprit d'échange et de partage.

«L'école» fut le lieu où les idées étaient mises en œuvre dans la vie. Etre en cohérence entre une pensée politique, des idées sur la vie en société et la vie elle-même avec ses comportements et ses actions, voici ce qui nous porte à réfléchir sur des pratiques professionnelles en relation à une pensée politique.

Le deuxième exemple que nous avons choisi permet d'explicitier notre démarche de réflexion qui commence par se situer dans un champ, celui de l'architecture et de l'aménagement, et qui se veut délibérément sortir de ce champ pour mieux penser la politique, car c'est bien de la politique dont nous voulons parler. Nous verrons que pour accomplir cette réflexion, nous sommes rentrés dans le champ de la philosophie et de la sociologie.

Cet exemple n'est donc pas situé dans le champ de l'architecture mais dans celui de l'art théâtral et poétique. Nous voulons évoquer la pratique artistique et politique d'Armand Gatti, le monde de relations qu'il s'est créé. Son attitude dans la société nous intéresse en tant qu'elle peut éclairer l'attitude d'un architecte et en tant qu'elle interroge le rapport à la création, le rapport au politique.

Armand Gatti, l'anarchiste, le poète, le révolté, l'homme de théâtre, le résistant, lui qui a fait le choix tout au long de sa vie de travailler avec les dominés, les exclus de la société, avec leurs mots et leurs corps. Son travail a toujours consisté à créer tout d'abord des rencontres et puis d'opérer à un va et vient entre la création et la proposition dans la confrontation des paroles contradictoires. On pourrait dire qu'il réalise une œuvre d'auteur partagée, vécue collectivement.

La capacité de lier l'action et la pensée est ce qu'il partage avec les membres de la famille des anarchistes, ses amis, dont Buenaventura Durruti, un des plus marquants car il participa, avec d'autres, à l'une des révolutions les plus libertaires, celle de l'Espagne de 1936, au cours de laquelle fut expérimentée "une ébauche de société sans classes"

dans la vie quotidienne, comme le raconte George Orwell, "on faisait là l'expérience d'un avant-goût du socialisme, et j'entends par là que l'état d'esprit qui régnait était celui du socialisme"⁹. Là encore nous retrouvons l'idée, développée dans le premier exemple, de l'application de la pensée libertaire dans le quotidien.

Nous avons pu entendre dans les murs de *La parole errante*, à la Maison de l'arbre de Montreuil, lieu où s'est installé Armand Gatti, que la parole poétique est elle-même un fait politique et que toute distribution du savoir est une intervention poétique. Nous avons ici réuni deux dimensions du travail d'Armand Gatti, celle de la transmission et celle de la création ou celle de l'art et de la politique.

Il est intéressant de noter qu'Armand Gatti s'insurge contre l'idée d'animation quand il fait une œuvre collective. L'animation culturelle recherche, selon lui, l'unanimité et s'appuie simplement sur les besoins de chacun. Or, lui, cherche «les contradictions, les frictions», il cherche «à ce que les personnes se dépassent, dépassent leurs propres petits problèmes»¹⁰.

A travers cette réaction d'Armand Gatti face à l'animation, nous avons un début de définition de sa posture dans le travail de création. La reconnaissance du dépassement de soi, des contradictions et des frictions des uns et des autres, est nourrie d'une pensée politique qui insiste sur l'objectif d'atteindre la situation où chacun ait une place dans la société, dans un droit à la différence et à la construction individuelle.

Si nous prenons un exemple d'un travail qu'a réalisé Armand Gatti à Marseille, nous pouvons facilement illustrer ce propos.

En effet, en 1990, Armand Gatti créait une pièce de théâtre, «Le cinécadre de l'esplanade Loreto» avec un groupe de personnes habitants le 15^e et le 16^e arrondissement de Marseille, c'est-à-dire les quartiers Nord, dans le cadre d'un stage de formation organisé par la Mission Locale de ce quartier.

Le sujet de la pièce, c'était le fascisme italien, la parole fasciste ; tous les personnages de la pièce étaient des fascistes. Nous avons pu observer, avec le film réalisé par Stéphane Gatti sur l'expérience menée, l'attitude d'Armand Gatti dans le travail. L'expérience qu'il a initiée était composée d'un ensemble d'étapes pour atteindre la création. Le groupe des seize stagiaires vivaient des moments de transmission, des moments de création individuelle, des moments de création collective. Armand Gatti avait une double approche. D'abord, il travaillait avec le groupe sur les identités de chacun, en les faisant écrire et dire leurs mots devant les autres et devant une caméra, «ils cherchent à se dire eux-mêmes». Et il travaillait à transmettre au groupe des connaissances d'une certaine histoire politique. Et la création se retrouvait à la croisée de ces deux approches. C'était «une prise de conscience de soi et du monde par la langue», a-t-il dit.

Nous n'avons pas interrogé Armand Gatti sur sa démarche dans cette création collective, cela reste à faire. Mais par contre déjà, nous pouvons avoir un regard sur elle. Nous avons tendance à penser qu'Armand Gatti, dans ce type de travail, se positionne sur l'éducation, sur l'art de la transmission, il développe une démarche véritablement pédagogique et didactique. Nous reviendrons sur cette dimension au chapitre suivant.

Et pour finir sur Armand Gatti, nous voudrions nous arrêter quelques instants sur le choix qu'il a fait d'un art, le théâtre. Le théâtre, voilà un des arts les plus politiques qu'il soit, avec le cinéma, car il met en jeu les relations humaines. Or, en dehors du fait qu'Armand Gatti travaille toujours sur des sujets politiques, il a choisi le théâtre, mais

il a surtout choisi un certain théâtre qui ne s'est jamais institutionnalisé, qui n'a jamais joué le jeu du pouvoir et des paillettes. Ce théâtre certain qu'il a choisi, peut facilement être rapproché d'une certaine architecture, d'un certain rapport à la création architecturale que nous avons développé précédemment. Une phrase de Stéphane Gatti résume assez bien les rapprochements que l'on peut faire entre ces deux arts éminemment politiques : «Le rapport engagé ici, celui-là même que le théâtre de Gatti veut prendre en charge, tient donc moins du rapport de représentation que de participation». Le travail théâtral d'Armand Gatti, pour finir, peut également participer à la définition de la vie politique dans ses origines grecques. En effet, nous pouvons faire le lien entre le travail sur le verbe qu'opère Armand Gatti avec les exclus et la pensée politique grecque qui associait l'existence, la vie collective, la vie politique au langage. Une communauté grecque était une communauté de langage. Autrement dit, de retour dans notre champ, nous pourrions reprendre l'expression «il n'y a de lieu que de lieu dit».

Ce lien originel du logos et du topos, nous en avons la conviction, nous en avons fait l'expérience et nous pensons que les architectes ont une responsabilité quant au travail du langage comme construction d'une communauté dans un lieu. Nous croyons, avec Armand Gatti, que le langage permet une prise de conscience de soi et du monde.

Ce deuxième exemple d'un artiste qui se revendique anarchiste, nous permet de faire des liens entre des arts, entre des champs, pour interroger la politique.

Nous avons souhaité débiter, à travers ces deux exemples, la constitution d'une famille de pensée politique. Nous pouvons dire que l'expérience de «L'école» nous a ouvert «la voie libertaire»¹¹, et a forgé notre volonté de travailler à l'élaboration d'une pensée politique personnelle et critique en tant que «la critique va au principe d'organisation et aux sources»¹². Nous avons toujours accordé beaucoup d'importance à la cohérence de références, de corpus au sein du monde de la pensée. Cette cohérence provient autant des idées maîtresses des penseurs référents que de leur mode de vie ou de leurs actions.

Nous n'en sommes qu'au début de la fabrication d'une famille de pensée. Mais nous pouvons tout de même déjà expliciter notre cheminement.

Ce cheminement est fait de deux mouvements parallèles. Le premier est cette fabrication personnelle d'une famille de pensée qui nous a amené à tenter de comprendre une généalogie non officielle d'une pensée politique qu'est la pensée libertaire ou anarchiste.

D'un côté des philosophes et sociologues se revendiquant ou pas de la pensée libertaire ou y faisant parfois référence, et de l'autre un ensemble de penseurs anarchistes affirmés avec des prédécesseurs avant l'heure.

Parmi les philosophes, nous avons choisi de dialoguer avec Hannah Arendt car c'est une philosophe du XX^e siècle qui s'est consacrée à la question de la politique et qui a lié la vie et la pensée jusqu'à définir une philosophie de l'existence. Nous avons déjà insisté sur cette notion de philosophie de vie associée à une pensée politique. Hannah Arendt donne une définition de la politique qui nous intéresse d'abord parce qu'elle affirme que la politique est essentiellement action et mise en relation, et ensuite pour plusieurs autres raisons, nous le verrons dans le dialogue que nous entamons avec elle au chapitre suivant. Hannah Arendt croit en l'homme et en sa capacité de juger et de décider, elle fait donc partie de notre famille de pensée.

Michel Foucault est lui aussi un philosophe de la politique. Il a porté un regard critique sur l'histoire

politique par «un programme d'une généalogie des rapports savoir/pouvoir»¹³, c'est-à-dire sur une étude du comment du pouvoir pour saisir ses mécanismes. La révolte tient une place importante dans cette nouvelle histoire politique qu'il analyse comme un savoir nouveau qui est un véritable instrument de lutte, une arme politique.

Pierre Bourdieu prend en quelque sorte le relais de Michel Foucault, pas seulement parce qu'il lui succède au Collège de France, mais parce qu'il développe une pensée sur le champ politique en plaçant l'éducation comme déterminant des dominations et recherchant le pouvoir dans les mécanismes sociaux et dans la tête des individus, en analysant les fondements des formes symboliques de domination.

Pierre Bourdieu est l'intellectuel qui nous est le plus proche par ses choix de sujets de recherche (l'éducation et l'enseignement supérieur, réflexion sur son métier de sociologue, le rôle des intellectuels dans une société...) qui sont indissociables de ses actions politiques qui nous semblent essentielles dans le champ politique (par exemple la création de l'Association de Réflexion sur les Enseignements Supérieurs Et la Recherche -ARESER-, ainsi que la création de la maison d'édition Liber-Raisons d'agir, de la revue Actes de Recherche en Sciences Sociales et son soutien à des luttes sociales).

Puis d'autres philosophes et sociologues contemporains, que nous connaissons moins que Pierre Bourdieu, se sont joints au dialogue sur la politique avec une posture qu'ils ont en commun de critique du marxisme et du communisme (notons que Pierre Bourdieu faisait partie des intellectuels les plus critiqués au sein du Parti Communiste).

Cornélius Castoriadis est un philosophe qui a travaillé une grande partie de sa vie à l'OCDE en tant qu'économiste, il ne rentrera au CNRS qu'à la fin de son parcours. Il défendait une autonomie intellectuelle dans son action au sein de la revue *Socialisme ou barbarie*. Son observation à l'intérieur de l'institution OCDE a nourri sa réflexion philosophique. Il développe des idées proches de sa pratique, ce qui nous intéresse particulièrement. Son idée de la politique comme projet d'autonomie nous semble proche de la pensée libertaire (d'ailleurs les libertaires italiens lisaient avec attention *Socialisme ou barbarie*).

Edgar Morin est un sociologue qui a, par contre, fait partie très tôt du CNRS (1951) et fut proche du PCF dans les années 50 et 60, et sera un des principaux artisans de la revue *Arguments*. Affectivité et politique, poésie et politique, sont des thèmes chers à Edgar Morin dans son livre paru en 1965, «Introduction à une politique de l'homme». Edgar Morin fait partie de cette famille en construction car lui aussi pense qu'à la source d'une transformation de société, il y a un «vivre autrement»¹⁴. On retrouve le thème de la vie associée aux idées politiques. Edgar Morin fit partie, avec Cornélius Castoriadis, du cercle ou groupe de réflexion St Just qui devint le Cercle de Recherche et d'Elaboration Sociale et Politique (CRESP).

Daniel Guérin est un philosophe qui se revendiquait anarchiste. Il a consacré une grande partie de ses recherches à une réflexion sur la pensée libertaire et l'anarchisme. Il réunit au sein du Comité de lutte contre la répression colonialiste, qu'il a fondé en 1954 et qu'il animera, Edgar Morin et Cornélius Castoriadis. Il participe, avec Edgar Morin, à la revue *Tribune Marxiste*, avec laquelle d'ailleurs *Socialisme ou Barbarie* établit quelques liens. En dehors de quelques intellectuels indépendants comme Edgar Morin et Daniel Guérin, a-t-on pu lire, cette revue est composée essentiellement de sympathisants ou militants de l'UGS (Union de la Gauche Socialiste).

Daniel Guérin fait partie de ces personnes qui nous ont aidées à commencer l'étude d'une généalogie de la pensée

politique libertaire en construction.

L'action de "L'école" nous a amené à chercher l'histoire de cette famille anarchiste ou libertaire. Cette famille de pensée, de pensée politique, est une famille complexe car, justement, l'idée de père fondateur ou d'idéologue fondateur ou de chef de parti politique n'a pas lieu d'être en son sein. C'est une famille qui n'a pas de limites distinctes, chacun se l'invente, se la définit. Elle est composée d'une diversité de positions individuelles et collectives. C'est une famille de pensée, une communauté de pensée et d'action, communauté au sens de "groupe ayant un lien en commun"¹⁵.

La généalogie, l'histoire de l'anarchie, nous semble être, dans ce début de recherche, l'histoire des révoltes, l'histoire des révoltés, l'histoire des révolutions ou plutôt de certaines révolutions.

La révolution française du XVIII^e siècle fut, pour certains, une naissance des idées libertaires. Mais nous n'allons pas ici nous aventurer dans les débats historiques sur les origines de la pensée libertaire comme celle des théoriciens socialistes tel Claude-Henri de Saint Simon (1760-1825)¹⁶ par exemple. Nous voulons simplement témoigner d'un début de découvertes sur une filiation en construction, qui se réalise apparemment de manière assez individuelle. A noter, d'ailleurs, que ce que nous avançons n'est que provisoire puisque nous n'en sommes qu'au début d'une recherche de compréhension de cette généalogie en suspend, non établie. Compréhension de cette histoire occultée, cette histoire de rebelles ayant pour la plupart mené des actions illégales ou réprimées par les divers pouvoirs. Il est intéressant de remarquer que la majorité des membres de cette famille ont été emprisonné pour ce qu'ils proclamaient ou pour leurs agissements.

La pensée politique libertaire participe à l'histoire de la pensée socialiste. Nous avons pu voir que le socialisme peut être une idée, une philosophie ou une doctrine revendiquée par plusieurs groupes ou individus de pensées politiques différentes. Il y a le socialisme que nous appelons chrétien comme le Mouvement de Libération du Peuple, des années 50, qui a participé à la création de l'Union de la Gauche Socialiste (UGS) dans les années 60, le socialisme marxiste et communiste, appelé par certains anarchistes, le socialisme autoritaire ou le communisme autoritaire représenté par le Parti Communiste et d'autres. Mais ce qui a retenu notre attention, ce sont les débats qui ont existé autour d'une critique du marxisme et autour de la définition du socialisme. Cette critique révélait une attitude politique de pensée indépendante vis-à-vis de doctrines. Attitude que nous retrouvons parmi les membres de cette famille libertaire.

En effet, nous trouvons Antonio Gramsci dans la bibliothèque de l'anarchiste Armand Gatti, ainsi que dans celle de Pierre Bourdieu. Antonio Gramsci a réalisé une œuvre faite de réflexions sur la politique, dans des Cahiers de Prison, "trente trois cahiers" qui représentent "six ou sept années d'écriture".

Antonio Gramsci a soutenu le mouvement ouvrier des conseils d'usines, qui surgissaient au début des années 1920 à Turin, qui fut très rapidement "lâché" à la fois par les syndicats et le parti socialiste. Gramsci ressentit la nécessité de créer un nouveau parti, le Parti Communiste Italien (il a fait partie du comité exécutif de l'Internationale, le Komintern, en Russie). Or, nous sommes dans la période de montée du fascisme italien, Gramsci ne réussit pas à rassembler des forces individuelles pour affronter le fascisme, il fut incarcéré pour vingt ans de prison. Il expérimenta une université en prison, ce fut une histoire "des vaincus et des égaux se réappropriant la vie, une vie puissante et

créatrice, à travers le partage et l'effort de chacun."¹⁷ Gramsci a "une préoccupation pédagogique très tôt affirmée"¹⁸.

Nous percevons aisément la position de ce penseur d'un "marxisme ouvert"¹⁹, qui ne se revendique pas anarchiste mais fait partie des bibliothèques libertaires en tant que penseur qui questionne le socialisme à partir d'actions politiques et pédagogiques.

Nous avons également trouvé dans la bibliothèque d'Armand Gatti, Auguste Blanqui qui a, lui aussi, réalisé une œuvre écrite lors d'un long séjour en prison. Blanqui (1827-1881), "Le plus grand lutteur du siècle dernier, la tête et le corps du prolétariat en France" d'après Marx. Il a passé 33 ans en prison, et a, trois fois, été condamné à mort. Lui, le "révolutionnaire professionnel", "le fondateur de journaux, de clubs et de sociétés secrètes (...) l'ennemi de tous les pouvoirs et de tous les gouvernements", celui dont la conception du monde était fondée sur "le principe d'association"²⁰. Armand Gatti dit de lui qu'il a été "le premier à avoir pratiqué la traversée des langages", "L'éternité par les astres" d'Auguste Blanqui est, pour Gatti, "l'œuvre écrite de la Commune".

Armand Gatti interroge l'histoire, "l'histoire comme une possibilité de réécriture incessante"²¹, il s'est construit sa propre généalogie, sa propre famille de pensée et d'action, sa propre "histoire libertaire de l'Europe"²², avec la réécriture de la vie de grandes figures révolutionnaires comme celles d'Auguste Blanqui, d'Antonio Gramsci, de Buenaventura Durruti, de Nestor Makhno, de Rosa Luxemburg et bien d'autres.

Blanqui nous a conduit jusqu'à Gracchus Babeuf en qui il reconnaissait une filiation. Babeuf (1760-1797) et le groupe de révolutionnaires de la Conspiration des Egaux, dit les Egaux, ont œuvré pour le "bonheur commun", expression emprunté au premier article de la Déclaration des droits de l'homme de 1793. "Babeuf, victime de la réaction bourgeoise, guillotiné neuf années seulement après la prise de la Bastille"²³. "Au printemps 1790, il anime un mouvement contre les aides et les gabelles, ces taxes détestées par le peuple"²⁴, qui le conduit en prison. Le Comité des Recherches, de l'Assemblée nationale, l'accuse de prêcher l'anarchie. "Babeuf était un ennemi irréductible de la propriété privée, un partisan de son démembrement (la "loi agraire") et de l'abolition du principe de la sacro-sainte propriété privée"²⁵.

Ce même Babeuf nous a conduit à Rousseau qu'il avait lu et apprécié. La généalogie aléatoire se met en place par des rencontres qui provoquent d'autres rencontres.

Rosa Luxemburg fait partie, également, de la bibliothèque d'Armand Gatti mais aussi de celle de Pierre Bourdieu en ce qui concerne le champ politique. Rosa Luxemburg (1870-1919) participe en 1893 à la fondation du Parti social-démocrate du royaume de Pologne (d'où elle est originaire). Journaliste et penseuse de la politique, elle contribue aux Lettres de Spartakus, voix de l'opposition révolutionnaire de la social démocratie d'Allemagne. Elle devient membre du parti communiste allemand fondé en 1919. Elle est plusieurs fois emprisonnée pour finir battue à coups de crosse et jetée dans un canal. Rosa Luxemburg est considérée comme l'une des plus importantes théoriciennes de la pensée marxiste. Elle s'était opposée à Lénine et aux bolcheviks, qui lui reprochaient de "surestimer les capacités politiques du mouvement de masse"²⁶.

Les bibliothèques d'Armand Gatti et de Pierre Bourdieu nous ont montré cette diversité de filiation d'une pensée politique en continuelle redéfinition.

Daniel Guérin, lui, donne une histoire plus officielle de la pensée libertaire ou de l'anarchie qu'il partage avec d'autres, historiens ou philosophes.

Il y a les théoriciens et théoriciennes connus et reconnus comme tels, de l'anarchisme ou de l'anarchie. Ces penseurs et êtres d'actions ont voulu élaborer une pensée politique, celle de l'anarchie, dans ce 19^e et début 20^e siècle, période de révoltes et de révolutions importantes face à la montée du capitalisme dit industriel.

Nous trouvons Stirner et Proudhon définis comme les pères de l'anarchie, mais y-a-t-il des pères ? Considérons qu'ils font partie des premiers à avoir utilisé le terme d'anarchie (Gaetano Manfredonia, dans son "Que sais-je", pense que l'origine se situe en Angleterre dans les années 30 avec Godwin (1756-1836), qui soutient la révolution française).

Nous avons approché quelques uns d'entre eux pour commencer à comprendre cette pensée et toutes ses ramifications dont la généalogie est le reflet.

Nous avons commencé notre découverte avec Henry-David Thoreau (1817-1862) et sa "désobéissance civile" dont se réclamaient Gandhi et Martin Luther King ainsi que les travaillistes anglais et les révolutionnaires russes sous le tsarisme, d'après Michel Ragon. Cet écrivain et penseur américain, qui a tenté de vivre une autre vie coupée du monde industriel, déclare "Je désire simplement refuser obéissance à l'Etat, me retirer et m'en désolidariser d'une manière effective"²⁷. Puis, nous avons voulu rencontrer la pensée de Michel Bakounine (1814-1876), ce révolutionnaire russe d'origine aristocrate, qui fut contraint à l'exil de plusieurs pays. Il participa à la révolution de 1848, en France, celle de Dresde de 1849 qui provoqua sa condamnation à mort en Saxe, puis en Autriche, en 1850, enfin livré par l'Autriche au gouvernement russe. "Il subit dans son pays d'origine une très longue captivité. Puis il réussit à s'évader de Sibérie en 1861 et gagna Londres."²⁸. Il rencontra Proudhon et participa à l'Association Internationale des Travailleurs (AIT) fondée en 1864, où il représentait l'autre tendance face à celle de Karl Marx. Entre communisme libertaire et communisme autoritaire, a-t-on pu dire, les divergences entre Bakounine et Marx se situaient principalement sur les "moyens à mettre en œuvre pour réaliser le programme collectiviste"²⁹, "la dictature du prolétariat pour les uns, l'affirmation du principe fédéraliste pour les autres"³⁰. Nous avons lu de Bakounine, "Dieu et l'Etat" et "Fédéralisme, socialisme, antithéologisme", et nous avons constaté que lui aussi créait une filiation avec Babeuf.

Nous avons abordé la pensée de Proudhon avec deux livres "Le principe fédéraliste" et "Du principe de l'art et de sa destination sociale". Et enfin, chronologiquement, ce sont Piotr Alekeïvitch Kropotkine (1842-1921) et Elisée Reclus (1830-1905) qui reprirent le flambeau de l'anarchie, tous deux géographes réputés scientifiquement, qui tentèrent de défendre les idées anarchistes par leurs écrits et leurs actions politiques. Kropotkine sera également emprisonné dans son pays et après une évasion, condamné à mort, il sera emprisonné en France également. Elisée Reclus, "fondateur de l'Ecole des hautes études de Bruxelles, sera affilié à l'Internationale dans la tendance de Bakounine et participera à la Commune. Condamné à la déportation, puis au bannissement, il écrira dans l'exil."³¹

Voici donc présenté une ébauche d'une généalogie de la pensée politique libertaire. Nous insistons sur le terme de pensée car nous nous intéressons à une réflexion sur la politique. Nous souhaitons aborder une certaine histoire des idées politiques, celle de pensées politiques en lien avec l'action. Et maintenant, place au dialogue.

Qu'est-ce que la politique ?

Explorer l'histoire des révoltes, des pensées révoltées, des pensées politiques pour tenter de nous situer, de nous positionner sur la politique, donner un sens à l'action politique. Nous avons posé, juste ici, les jalons de cette investigation.

Nous posons la question : comment et pourquoi la politique ?

Cette famille élargie, en continuelle et perpétuelle construction, est une famille de pensée, l'échange se réalise donc avec les mots, et les idées.

Nous débutons un dialogue avec ces amis de la pensée à partir de notre expérience d'action politique et de notre réflexion sur elle.

Enfin, voici nos mots, nos idées en dialogue avec d'autres qui ouvrent des portes de réflexion à partir de notre cheminement d'actions, de relations et de création, cheminement dans l'action et dans la pensée. Le point de départ de ce cheminement nous semble être la révolte.

Révolte

Etat d'un individu qui prend conscience de la souffrance et de l'injustice et qui les dépasse, qui franchit une étape, celle de l'acceptation du monde, de la résignation. La révolte est le signe d'un refus d'accepter le monde tel qu'il est. Le révolté est un insatisfait qui cherche autre chose que ce qui lui est donné.

La révolte est action en elle-même et un préalable nécessaire à l'action politique. La révolte est une position critique, une position sensible. Le révolté vit ses idées, les ressent, les exprime.

La révolte contre un monde établi est soutenue par une tendance à croire au monde, à croire au monde inachevé dans lequel nous agissons.

Croire au monde, croire en l'homme, croire en la vie, croire en l'action.

La révolte se place entre le présent et l'avenir. A travers elle, l'individu projette tout en agissant, tout en vivant pleinement le présent. Albert Camus introduit la notion de générosité dans ce rapport au temps que la révolte installe, il dit que "la vraie générosité envers l'avenir consiste à tout donner au présent"³³.

La révolte instaure un rapport aux autres, suppose une volonté de rassembler autour de cette prise de position sur le monde qu'elle a atteint. La révolte, d'abord individuelle, se place dans le monde des actions et des idées car elle est "une prise de conscience de soi et du monde"³⁴, elle devient très vite tournée vers l'autre, vers le monde des relations.

Quel rapport entre la révolte et la révolution ?

Albert Camus pense que la révolte part de l'expérience individuelle pour aller vers l'idée, et la révolution commencerait à partir de l'idée. Est-ce bien sûr que les révolutions ont débuté à partir d'idées ? Idées et sensations sont-elles si précisément séparées ?

La révolution peut aussi démarrer sur des sensations, mais à la différence de la révolte, ce sont des sensations partagées dès le début de l'action. La révolution est le plus souvent considérée comme une action collective. Elle pourrait être

envisagée comme une question intérieure, nous dit Edgar Morin³⁵, car à la source de la révolution, il y a un vivre autrement. Bakounine situe la révolte et la pensée comme les premiers actes d'émancipation de l'homme et le commencement de son histoire.

Foucault pense que la révolte est une "nécessité historique"³⁶, il s'intéresse à l'apparition, vers la fin du XVI^e siècle et le début du XVII^e, d'une certaine analyse (critique, historique et politique), une "contre-histoire" qui s'articule, d'après lui, sur "un espoir impératif et une politique de révolte et de révolution". Il pense que les révoltes et les résistances des villes du XIX^e siècle constituent "un phénomène historique qui questionne le pouvoir dans un rapport de domination comme élément principal de la politique". Cette période, c'est le moment où, d'après Foucault, il y a "une prise en compte de la vie par le pouvoir", le pouvoir de "faire vivre"³⁷.

Convictions

Par un même mouvement, révolte et convictions apparaissent chez un être. "Tel un éclair, la pensée jaillit soudain avec une nécessité absolue, sans hésitation, sans recherche"³⁸. Le monde et ses complexités demeurent à l'intérieur de soi, ce qui entraîne une exigence vis-à-vis de soi d'agir avec cette conscience nouvelle, "pour qui se sent solidaire du destin de ce monde"³⁹.

Les convictions parlent de cette possible association entre des idées et des actions. Les convictions sont des idées habitées par l'être. Qui dit convictions dit action car les convictions font appel à une intensité de vie, à des croyances fortes qui supposent le partage et donc l'action.

Les convictions s'expriment différemment suivant le moment vécu ; elles ont un caractère changeant qui suit le déroulement de la vie. Les convictions peuvent marquer le début de l'activité de réflexion qui se situe du côté de la pensée, de la "conscience réfléchie"⁴⁰.

Une personne qui exprime des convictions, exprime une forme de volonté en tant que la volonté est une force, une confiance. Bakounine définit la notion de "volonté libre" comme "une détermination réfléchie de soi-même"⁴¹. Détermination est un terme qui renvoie à l'établissement, à la définition de quelque chose. Or, les convictions dont il est question ici ne s'établissent pas, elles sont plutôt une présence à soi qui n'est pas fixe, qui change.

Et puis, la détermination est une notion employée par Bakounine, comme beaucoup d'anarchistes, en un sens voisin de la volonté, c'est une question intérieure, nous dit Daniel Colson⁴².

La détermination est plus proche de la doctrine que les convictions. Max Weber place son "éthique de la conviction" du côté de la doctrine si elle n'est pas accompagnée de "l'éthique de la responsabilité". Les deux "constituent ensemble l'homme authentique, c'est-à-dire un homme qui peut prétendre à la vocation politique"⁴³. Les notions de *vocation* et de *prétention* semblent mal appropriées pour parler de la politique. Plutôt que vocation politique, action politique et plutôt qu'homme authentique, toute personne dans l'action, car nous parlons bien de l'action politique en tant que changement de vie.

Les convictions font appel à une expression authentique, spontanée car elles ne sont pas le fruit d'une élaboration, elles se fondent dans le rapport sensible au monde. En cela, les convictions rejoignent l'idée du franc-parler dont parle Bourdieu, "qui devrait être réintroduit en politique"⁴⁴, s'il a déjà existé.

Responsabilité

Avec la révolte et les convictions, il s'agit aussi de prendre des responsabilités. L'action induit la responsabilité, non pas au sens de la responsabilité pénale, civile ou morale qui développe la culpabilité, mais la responsabilité qui est liée à une action prise au sens d'*engagement volontaire*⁴⁵, engagement vis-à-vis des autres. On prend des responsabilités parce qu'on s'engage volontairement dans l'action par des relations humaines faites de responsabilités réciproques.

La reconnaissance des responsabilités réciproques dans l'action politique rejoint une certaine conception du pouvoir qui démontre que le pouvoir est une "multiplicité de rapports de forces"⁴⁶. La responsabilité engage la personne dans son rapport aux autres.

Se considérer responsable de ses actes, c'est se penser libre et autonome (voir autonomie) dans "la production du discours et de l'action politique"⁴⁷ par tous.

L'action politique comme toute action volontaire est une entrée dans l'inconnu, elle suppose de se laisser surprendre en prenant des risques. Face à cette situation, certains vont parler de la nécessité du courage et d'autres plutôt de la nécessité de travailler avec une instabilité des choses et des êtres.

La responsabilité renvoie également à la libre initiative, à un "pouvoir commencer"⁴⁸. Prendre des responsabilités et prendre des initiatives est une seule et même chose.

Rencontres

L'action politique naît de rencontres. Cette dimension de l'action politique n'est pas souvent discutée, peut-être parce qu'elle concerne la part d'affectivité de l'action dans les échanges d'idées avec les personnes rencontrées.

Ce que nous appelons les rencontres, ce sont celles qui aboutissent à l'action (c'est pour cela qu'on les appelle des rencontres, sinon on ne les appellerait pas), lorsqu'elles se poursuivent, sont faites de rapports d'amitié. Dans l'amitié, il y a l'amour de l'autre, l'amour du monde, l'amour de la connaissance. Les relations d'amitié sont parmi les relations les plus libres car elles se réalisent par la pensée.

Les rencontres et les rapports d'amitié qui s'installent, font partie des fondements de l'action. Daniel Colson nous dit que, pour la pensée libertaire, l'une des caractéristiques de l'amitié tient au fait que c'est "une relation sans médiation"⁴⁹.

Ces rencontres sont par définition hasardeuses car elles ne sont pas déterminées à l'avance. Elles annoncent des possibles. Le cinéaste Krzysztof Kieslowski nous donne quelques éléments de réflexion sur la question du hasard. Il parle dans ses films de la vie des humains et de leurs rencontres et relations. Et dans la représentation de l'existence humaine qu'il propose, d'après notre regard et notre compréhension de ses films, le hasard tient une place très importante dans l'existence humaine. Kieslowski parle des hasards qui n'en sont pas,

cela ne veut pas dire qu'il parle d'une volonté divine qui détermine la vie des êtres humains mais plutôt de force de vie, d'amour pour la vie, pour le sens de la vie. Les hasards qui n'en sont pas de Kieslowsky ont un caractère très positif même s'ils proviennent d'événements tragiques (la mort par exemple).

Les rencontres qui proviennent du hasard participent à la construction du sens de la vie, à une épaisseur dont on n'est pas maître, et qui étonne et fascine. Les personnages des films de Kieslowsky expriment une extrême sensibilité, ils sont dans une disposition d'écoute du monde qui les entoure. C'est parce qu'elles sont de fortes sensibilités qu'elles se rencontrent.

Relations

Nous arrivons ici à la composante principale de l'action politique, à sa nature même, au point de ralliement des questionnements qui vont suivre sur le collectif, sur l'organisation, sur les rapports de transmission et de création.

Relation non pas entre des objets de connaissance ou des objets de pensée mais relation entre des individus et leurs pensées, et le rapport des individus au savoir (voir transmission).

Hannah Arendt nous dit que la politique est une "mise en relation"⁵⁰. Le fait de *mettre* en relation nécessite une pratique et une réflexion pédagogique et didactique (transmission).

Or ce sont aussi les relations en elles-mêmes qui constituent l'action politique.

L'acte de mettre en relation ne nous semble pas définir la politique, il en fait seulement partie, c'est un acte pédagogique et didactique, par contre les relations effectives qui ont lieu définissent l'action politique.

Pierre Bourdieu, et son analyse en terme de champ, nous invite à dire que penser en terme de champ, c'est penser la politique car, non seulement ce type d'analyse consiste à étudier les rapports de forces, et les rapports de domination, autant de sujets qui concernent de très près la politique, et aussi à "penser relationnellement"⁵¹. Par exemple, penser relationnellement une pratique professionnelle, ce serait penser son inscription et l'inscription de son champ d'action dans le champ politique, c'est-à-dire penser aux relations des individus entre eux et avec le savoir et de leurs positions respectives dans l'action. Nous sommes bien au nœud critique de la politique car les relations définissent les jeux de pouvoir.

Pierre Bourdieu définit le champ comme "une configuration de relations objectives entre des positions"⁵². C'est un terme qu'il emprunte à la physique qui dit qu'un champ "est un champ de forces et un champ de lutte pour transformer ces rapports de forces", qui peuvent être appelés rapports de pouvoirs et de dominations. Penser en terme de champ, dirons-nous, c'est penser toutes choses dans son rapport au politique car la lutte pour transformer les rapports de force est bien une lutte politique.

Pour que les relations existent et qu'une action puisse avoir lieu, la parole, l'échange de paroles est incessant. La "discussion"⁵³, la "liberté de parole"⁵⁴ constituent, pour Hannah Arendt, l'activité politique, en Grèce et "ce qui est décisif pour cette liberté politique, c'est qu'elle est liée à un espace", la polis. Dans une discussion, il y a des prises de position multiples et contradictoires qui peuvent aboutir à du commun, "une étrange unité qui ne se dit

que du multiple” dit Deleuze⁵⁵ en parlant de l’anarchie.

Les relations dans l’action créent des liens qui sont changeants car ils se créent par rapport à un évènement, par rapport à une situation dans un lieu ou pas. Les relations peuvent se traduire par une “libre entente”⁵⁶ ou mésentente, une libre association ou désassociassion.

Bakounine pense que le premier des droits politiques est le droit à la libre réunion. En effet, sans la réunion ou l’association d’individus, l’action politique ne peut se mettre en marche.

L’action politique telle que nous la définissons dans ses relations, met en jeu des rapports de pouvoir et de domination qui dépendent de la nature des relations et du caractère changeant des individus dans cette confrontation de forces. “Le discours véhicule et produit du pouvoir”⁵⁷, nous dit Michel Foucault et “le pouvoir est relationnel”⁵⁸. Les discours qui ont lieu dans les relations questionnent les jeux de pouvoir qui se jouent dans le groupe.

Créer des rencontres, car elles peuvent être provoquées, qui instaurent ou pas des relations, peut être considéré comme un acte politique (organisation, transmission).

Collectif

Un collectif se fonde et se refonde, se transforme et se termine, il a un caractère précaire dans l’action. Les relations établissent un collectif, c’est-à-dire que les personnes qui se mettent en relation décident librement de s’associer et de se penser responsable dans un groupe.

Un collectif est une force en lui-même et est créé à partir d’un ensemble de forces individuelles qui peuvent être contradictoires. La contradiction permet de mieux définir et préciser les positions de chacun. Les contradictions, les conflits ouvrent la réflexion et, de ce fait, participent à la création du collectif. Le collectif, cela peut être deux personnes dès le moment où il y a échange d’idées et action commune.

Proudhon définit, dans sa conception de la société et de la vie politique, la notion d’équilibre des forces (libres). Ce “système d’équilibrage des forces” consiste en “la possibilité pour les êtres collectifs de s’efforcer sans cesse de créer un autre mode de composition des forces, plus à même d’exprimer toute la puissance du réel”⁵⁹. Le collectif se fonde et se refonde sans cesse, c’est signe de vie et de liberté, sans cesse remettre en question ce qui est établi collectivement. Ces fondations et refondations de collectif se réalisent autour d’un double mouvement d’actions et d’idées. Les relations au sein d’un tel collectif instaurent des rapports de confiance (amitié) qui permettent cette redéfinition des choses et des êtres, “s’associer (en amour comme en politique ou dans toute autre activité) c’est accepter de se transformer à l’intérieur de cette association, c’est courir le risque de devenir un être différent”⁶⁰.

En parlant de la pratique libertaire entendue pour nous comme pratique politique, Daniel Colson dit que parmi les capacités des “forces libertaires et émancipatrices”, il y a celle “d’exprimer tous les possibles dont ces forces sont porteuses ; des possibles que seul l’affirmation acceptée d’autres forces, contraires à elles, peut libérer”. Pour toucher cette infinité de possibles que présentent les personnes qui constituent le collectif, nous pensons qu’il y a un travail d’organisation de la transmission, de l’écoute et de la création.

Organisation

Cette notion d'organisation pose des questions délicates car elle parle des moments de définition du comment de l'action. C'est donc un moment de prise de positions et de choix, un moment de décision sur les modes d'action (la parole étant considérée ici comme une action), "les modes de production des opinions"⁶¹ comme dirait Bourdieu.

Avec l'organisation, nous nous situons bien, avec Michel Foucault, sur les questions de "mécanismes de pouvoir" dans la "gestion de la vie"⁶², on pourrait dire de l'organisation de la vie. Car l'organisation définit les types de relations, les modes de relations, en précisant les places et rôles de chacun dans les responsabilités prises.

S'organiser, c'est se répartir et se partager le travail, c'est clarifier les positions de chacun dans ce travail, c'est concrétiser l'association des individus par l'organisation de la production d'idées et d'actions collectives.

Nous avons donc ainsi donné une des dimensions de l'organisation qui est la coopération puisque coopérer, dans son origine latine, c'est travailler (*operari*) ensemble (*cum*). L'organisation permet de se donner les moyens de ne rien oublier, ni personne. Elle permet de ne pas laisser le pouvoir s'installer mais plutôt de cultiver des rapports de forces dans le travail (politique) et les jeux de pouvoir où "chacun est autorité dirigeante et chacun est dirigé à son tour"⁶³. Nous pourrions dire que s'organiser, c'est reconnaître et solliciter l'autonomie des autres.

S'organiser, c'est reconnaître les responsabilités de chacun. Cette reconnaissance permet d'éviter les problèmes de délégation qui entraînent des sentiments de dépossession. La délégation est une notion qui n'a pas lieu d'être dans un travail collectif de production d'idées et d'actes, car dans ce type de travail (politique) il est important que chaque individu engage sa personne dans l'action, sa force individuelle.

S'organiser, c'est aussi se donner des libertés. La liberté de s'organiser collectivement, c'est la liberté de "pouvoir commencer"⁶⁴ une action, d'être à l'initiative.

Pour Daniel Colson, l'organisation est un terme malheureux car c'est une notion qui, pour lui, tend à isoler les éléments, à les hiérarchiser, "dans le vocabulaire courant de l'anarchisme, le mot mouvement sert d'alternative aux notions biologisantes et trompeuses d'organisation".

Transmission-création

Voilà tout un programme mais nous commençons à peine le chantier de cette question centrale de la politique, la transmission-création.

L'acte de "mettre en relation"⁶⁵ dans la politique (ou l'action politique) est, pensons-nous, un acte pédagogique et didactique. Il s'agit de mettre en relation des êtres et des savoirs. C'est un acte délibéré qui est une force de proposition. Cet acte est une proposition de transmission et de création, un acte d'amour, de plaisir et de désir, un acte politique s'il se réalise dans l'incertitude des savoirs, dans l'échange et la transformation de soi.

Les modes de "production des opinions"⁶⁶, des idées et des actes, de création collective constituent un préalable à la prise de position du groupe et des individus. Et ce préalable concerne l'organisation et l'élaboration de moyens pédagogiques et didactiques, car ces moyens mettent en jeu nos relations au savoir et aux autres. Le savoir dont

nous parlons est un savoir incertain, "fragmentaire et provisoire"⁶⁷, toujours provisoire, car c'est un savoir en construction qui rentre en relation et qui se transforme au contact de l'autre et se vit à la fois dans la relation à l'autre et à l'intérieur de soi comme expérience personnelle.

Edgar Morin nous dit que la transmission est un art qui signe "la foi dans les possibilités de l'esprit humain"⁶⁸. Dans transmission, il y a l'idée d'inviter à mener une expérience individuelle et collective, de proposer un jeu où chacun se joue lui-même, se confronte aux autres dans la prise de position plastique et verbale.

La question du pouvoir dans la transmission est centrale car nous sommes bien confrontés à des discours, à des paroles qui produisent du pouvoir, "c'est bien dans le discours que pouvoir et savoir viennent s'articuler"⁶⁹, "le discours peut être à la fois instrument et effet de pouvoir"⁷⁰. C'est pour cela que nous questionnons la politique du côté des moyens de la production de discours ou d'opinions ou d'idées. Le pouvoir, d'après Foucault, consisterait à "conduire des conduites"⁷¹. Il s'agit donc de lutter contre ces modes de relations, ces mécanismes de pouvoir en affirmant une certaine éducation avec Bakounine, celle dont le but "est de former pour l'amour de la liberté d'autrui" par la reconnaissance "d'un enseignement mutuel dans l'égalité et la solidarité"⁷².

Les démarches pédagogiques et didactiques permettent de reconnaître la place de chacun dans l'action. Elles procèdent à un travail sur le "verbe" ou sur les mots de chacun et à un travail de création, elles créent "des configurations sensibles spécifiques où le rôle de chacun puisse être redéfini, redistribué"⁷³.

Dans notre idée de la politique ou de l'action politique, un des enjeux principaux est le rapport à l'art ou le rapport à la création pensé et instauré.

Le rapport à la création interroge le rapport à la vie que l'action politique déploie. Ce rapport à la création s'exprime de façon primordiale dans la relation pédagogique et didactique, car nous sommes tous créateurs de notre connaissance, nous pouvons tous être créateurs de notre vie et inversement. Cette conception de la création est composée d'un fort athéisme, il n'y a pas un grand créateur mais une multitude de créateurs.

Et puis dans cette pensée politique que nous commençons à explorer, à créer, il y a aussi l'affirmation que la création collective est possible et même indispensable. Pour qu'une création collective puisse se réaliser, les personnes qui forment le collectif s'organisent et posent des actes pédagogique et didactique.

Un créateur n'est pas ici un maître d'une œuvre individuelle coupée de toutes relations, il n'existe que dans un rapport aux autres créateurs et œuvres.

Proudhon nous dit que "l'homme est travailleur, c'est-à-dire créateur et poète"⁷⁴, et nous faisons notre cette idée de l'être humain réunissant les trois dimensions dans l'action politique.

Poésie

La poésie ou l'acte poétique ou le rapport poétique au monde est une dimension présente de façon continue dans la transmission, dans l'acte de mettre en relation, que l'on trouve dans l'oralité des mots, dans leur mise en scène.

En parlant du travail d'Armand Gatti, Christophe Loyer disait que c'était "une mise en scène de la pensée"⁷⁵, "une

mise en espace du sens et, d'autre part, de personnification des mots".

Jacques Rancière soutient cette idée de dimension poétique de la transmission en disant que "la distribution du savoir est une intervention poétique ; l'intervention poétique étant précisément une intervention qui ne se donne pas comme transmission lisse, neutre, mais plutôt sur le mode du spectacle". La poésie n'est pas ici séparée de son caractère théâtrale, de son oralité.

La place de la poésie dans la politique se situe dans cet acte de parole donnant du sens. "La parole poétique est elle-même un fait politique"⁷⁶, elle l'est aussi parce qu'elle revendique sa liberté, "elle est un bloc de sens jeté dans la communauté"⁷⁷, nous dit Jacques Rancière à propos de la parole errante.

La poésie est une forme créative de la pensée de l'existence, de la pensée politique, c'est une attention au monde. La poésie consiste en un travail sur les mots, un travail sur le sens des mots et des choses, un travail sur une parole, une parole libre. C'est en cela qu'elle est aussi un mode d'être, d'être libre par la proposition d'une parole poétique et politique.

Pour Edgar Morin, également, le rapport poétique fait partie des fondements de la "politique de l'homme", "rapport poétique de l'homme avec le cosmos"⁷⁸, ou dirions-nous avec la vie. Il pense que le surréalisme a été un mouvement fondateur dans "la revendication insistante de poésie", la poésie étant conçue par les surréalistes comme "le mode d'être où l'on peut et doit se perdre et se retrouver comme son devoir-vivre"⁷⁹. Amour et poésie doivent être réunis pour la politique de l'homme d'Edgar Morin.

Autonomie nomade

Peut-on être créateur et poète sans être autonome ? La création, la poésie peuvent-elles se passer d'autonomie, c'est-à-dire de liberté ?

La définition courante de l'autonomie est de se donner à soi-même ses propres lois. Or, Daniel Colson nous rappelle que dans le vocabulaire juridique "toute loi est extérieure et participe des rapports de domination", la loi ne peut donc venir de soi. Autonomie, de nomos qui a une origine nomade, nous dit encore Colson, "opposée à toute loi, à toute propriété, nomos du dérivé nomas désignant des espaces de pâturage sans clôtures ni limites et ceux qui parcourent ces pâturages à la façon des troupeaux"⁸⁰. "Le trajet nomade distribue les hommes (ou les bêtes) dans un espace ouvert, infini" et non pas "distribue aux hommes un espace fermé"⁸¹.

L'autonomie nomade pourrait définir ce caractère libre et changeant de tout être menant une action politique, libre car non dirigé par une force extérieure et changeant car en relation directe avec le monde qui l'entoure. Daniel Colson nous parle du double visage de l'autonomie, qui est à la fois chaos et construction volontaire. L'autonomie, c'est la reconnaissance du chaos, de l'indéterminé, de "tous les possibles dont le réel est porteur", et cette reconnaissance est indissociable de la volonté, car c'est une écoute de soi, une attention à soi, en tant que "le véritable souci des autres passe d'abord par le "souci de soi"⁸².

Elisée Reclus l'exprime autrement en y introduisant la dimension éducative, "entre égaux, il faut trouver le devoir personnel, apprendre à se connaître soi-même, faire continuellement sa propre éducation"⁸³.

L'autonomie serait pour Colson, "une autonomie fondatrice d'une véritable subjectivité" qui est multiple. Kropotkine parle très bien de cette subjectivité multiple en disant que "tout individu est un monde de fédérations, il est tout un cosmos à lui seul"⁸⁴, il est tout un monde de relations, pourrions-nous ajouter.

L'autonomie d'un individu est l'affirmation et l'attention portée à un rapport personnel au monde, qui permet d'engager une volonté individuelle. Pierre Bourdieu exprime bien cette idée dans cette phrase citée par Colson "Tout individu est habité par le monde qu'il habite, préoccupé par le monde où il intervient activement, dans une relation immédiate d'engagement, de tension et d'attention, qui construit le monde et lui donne sens"⁸⁵.

Le caractère nomade de l'autonomie, nous pouvons aussi le définir avec l'aide d'Edgar Morin, qui nous parle de l'itinérance comme notion participant à la définition de "la politique de l'homme".

L'autonomie se construit et se déconstruit, elle est un cheminement comme l'itinérance. Elle n'est jamais totalement acquise. "La psychologie du cheminement"⁸⁶ d'Edgar Morin pourrait être une des définitions de l'autonomie nomade. Il s'agit de vivre pleinement le temps.

Conclusion

Parmi nos premiers amis de la pensée, il y eut Friedrich Nietzsche qui parlait de “la relation de profonde parenté”⁸⁷ entre la philosophie, la vie et l’art, c’est-à-dire pour nous, entre la pensée politique, l’action et la création, et nous ajoutons que la réunion de ces trois dimensions fait partie des fondations de la politique.

Dans une position transversale à la philosophie, la vie et l’art ou la pensée politique, l’action et la création, nous pressentons, car il reste à l’étudier, que la transmission est aux côtés de la politique comme un fil conducteur. Ce que nous avons appelé la *transmission-crédation* est, pensons-nous, le nœud de la politique. Nous ouvrons un chantier de réflexion sur la *transmission-crédation* comme question politique, c’est-à-dire comme questions de vie, de philosophie et d’art.

Une phrase de Nietzsche nous permet de conclure provisoirement notre étude :

“Si seulement l’humanité employait pour l’éducation et pour l’école ce qu’elle emploie jusqu’à présent pour la construction des églises, si elle tournait maintenant vers l’éducation l’intelligence qu’elle tourne vers la théologie”⁸⁸.

Bibliographie

Participation des habitants, politiques et luttes urbaines

Ouvrages

“De la participation des habitants”, Les carnets de l'Association Internationale de Techniciens, Experts et chercheurs (AITEC), “Archimède et Léonard, été 1995.

“Quand les habitants gèrent vraiment leur ville, le budget participatif : l'expérience de Porto Alegre au Brésil”, Tarso Genro, Ubiratan de Souza, édition Charles Léopold Mayer.

“Vers des quartiers plus humains : action publique et initiatives des habitants. Les six principes de la Déclaration de Salvador et quelques illustrations concrètes de mise en oeuvre”, United Nations Centre for Human Settlements (UNCHS), Habitat International Coalition (HIC), Groupe de Salvador, Charte Européenne pour le Droit à Habiter, ed. Fondation pour le Progrès de l'Homme.

“La démocratie au quotidien. Histoire d'un mouvement de quartier au Brésil”, Leïla Wolf, préface de Madeleine Rebérioux, ed. Syros-ateliers de développement, Fondation pour le Progrès de l'Homme.

Livret du Réseau Capacitation Citoyenne, Etude-Action pour la formation des habitants à la gestion urbaine et sociale de la ville :

- “L'école de Planification Urbaine et Recherche Populaire à Fortaleza”
- “Solexine à Grenoble”
- “Auto-Construction dans l'agglomération grenobloise”
- “L'Atelier de Travail Urbain de Grande Synthèse”
- “Le CERPAC à Pikine, Sénégal”
- “Rouvroy : Rec-Réaction”
- “Roubaix, des dispositifs adaptés”
- “Ville et participation à Dunkerque”
- “Les Ateliers de Travail Urbain de Saint-Pol-sur-Mer”
- “Le budget participatif de Porto Alegre”
- “Le “4C” à Eybens”
- “Femmes dans la cité, Culture et Liberté”
- “Première synthèse”

Michel Ragon, “L'architecte, le prince et la démocratie”, ed. Albin Michel, 1977

Manuel Castells, “Luttes urbaines et pouvoir politique”, Maspero, 1972

Articles

Dans **Le Monde Diplomatique**,

«Premières victoires pour la démocratie participative», par Olga Victor (présidente de l'association «Pour une société solidaire», mars 2001.

Dans la revue **Urbanisme**

Dossier «L'élu(e)» n°315-janvier-février 2001

Hors série, n°14-janvier 2001, «Ere urbaine, aire urbaine. Les enjeux de la gouvernance. Actes de la 21^e rencontre nationale des agences d'urbanisme.»

Dossier «Illégalités et urbanisation» n°318-mai-juin 2001

Dossier "Quelle politique pour quelle ville ?" n°280-janvier/février 1995

Dans la revue *Territoire, la revue de la démocratie locale*

Les dossiers 2001:

«Politique de participation et participation au politique. Les habitants dans la décision locale.», septembre-octobre 1999.

«Enveloppes de quartier, budgets participatifs... pour une démocratie sonnante et trébuchante», mars 2001, n°416

Dossier "Ateliers publics d'urbanisme et d'architecture", mai 1995, n°358

Philosophie politique

Platon

«La République», Gallimard, 1993

Jean-Jacques Rousseau

«De l'inégalité des hommes», Editions sociales, 1971

Friedrich Nietzsche

"Le livre du philosophe", Flammarion, Paris, 1969

"La naissance de la tragédie", Gallimard, 1977

Albert Camus

"L'homme révolté", Gallimard, 1951

"Le mythe de sisyphé", Gallimard, 1942

Hannah Arendt

"Les origines du totalitarisme", 1951

"Qu'est-ce que la politique ?"

Michel Foucault

"Il faut défendre la société", Gallimard, 1976

"Histoire de la sexualité-La volonté de savoir", Gallimard, 1976

Daniel Colson

"Petit lexique philosophique de l'anarchisme, de Proudhon à Deleuze", Librairie Générale Française, 2001

Cornélius Castoriadis

"L'institution imaginaire de la société", Seuil, 1975

Sociologie

Max Weber

«Le savant et le politique», Plon, 1959

Henri Lefèvre

"Le droit à la ville", Editions Anthropos, 1968 et 1972

Edgar Morin

"Introduction à une politique de l'homme", Seuil, 1965

Pierre Bourdieu

"Choses dites", ed. de minuit, Le sens commun

"Interventions, 1964-2001, science sociale et action politique", Agone, 2002

"Propos sur le champ politique", Presses Universitaires de Lyon, 2000

«Contre-feux», LIBER-RAISONS D'AGIR, 1998

«Contre-feux 2», LIBER-RAISONS D'AGIR, 1998

Abdelmalek Sayad

«La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré», Seuil, 1999

Pensée libertaire

P.-J. Proudhon

«Du principe fédératif»

Michel Bakounine

“Féralisme, socialisme, antithéologisme”, Belibaste, 1975

“Dieu et l’Etat”, Milles et une nuit, 2000

Kropotkine

“L’anarchie, sa philosophie, son idéal”, Bibliothèque sociologique P.V Stock et Cie ed.,1913

Elisée Reclus

“L’anarchie”, Paris Bureau des “Temps nouveaux”, 1896

Henry David Thoreau

«La désobéissance civile»

Daniel Guérin

“Ni Dieu ni Maître”, Maspero, Paris, 1970

Michel Ragon

“La voie libertaire”, Plon Terre Humaine Courants de pensée, 1991

“La mémoire des vaincus”

Gaetano Manfredonia

«Ni Dieu ni maître. L’anarchisme en Europe», *Que sais-je ?* 2001.

George Orwell

“Hommage à la Catalogne”, Eric Blair, 1938

Armand Gatti

“L’anarchie comme un battement d’ailes”

“Chant public devant deux chaises électriques”

Marc Kravetz, “L’aventure de la parole errante. Multilogue avec Armand Gatti”,ed. Patrice Thierry,1987

Catalogues (2) de l’exposition “Les voyages de Don Quichotte” produite par *La parole errante* sur

les lieux d’Armand Gatti, juin 2001

“Carte provisoire du ciel (établie en Seine Saint-Denis, l’année 2002)”, *La parole errante*

Notes

- ¹ “Les notions philosophiques”, dictionnaire, PUF, dirigé par Sylvain Auroux, 1990
- ² Michel Ragon, “L’architecte, le prince et la démocratie”, ed. Albin Michel, 1977
- ³ Manuel Castells, “Luttes urbaines et pouvoir politique”, Maspero, 1972
- ⁴ Michel Foucault, “Il faut défendre la société”, Gallimard, 1976
- ⁵ George Orwell, “Hommage à la Catalogne”, Eric Blair, 1938
- ⁶ Marc Kravetz, “L’aventure de la parole errante. Multilogue avec Armand Gatti”, ed. Patrice Thierry, 1987
- ⁷ Michel Ragon, “La voie libertaire”, Plon, 1991
- ⁸ Daniel Guibert
- ⁹ “Il faut défendre la société”, Michel Foucault, Gallimard, 1976
- ¹⁰ “Introduction à une politique de l’homme”, Edgar Morin, Seuil, 1965
- ¹¹ Dictionnaire historique de la langue française, sens utilisé vers 1130.
- ¹² “L’anarchisme en Europe”, Gaetano Manfredonia, *Que sais-je ?* 2001.
- ¹³ Pierre-Vincent Cresceri, Catalogue de l’exposition “Les voyages de Don Quichotte” produite par *La parole errante* sur les lieux d’Armand Gatti, juin 2001
- ¹⁴ idem
- ¹⁵ Stéphane Gatti, Catalogue de l’exposition “Les voyages de Don Quichotte
- ¹⁶ Pierre-Vincent Cresceri, “Carte provisoire du ciel (établie en Seine Saint-Denis, l’année 2002)”, *La parole errante*
- ¹⁷ Stéphane Gatti, “Carte provisoire du ciel (établie en Seine Saint-Denis, l’année 2002)”, *La parole errante*
- ¹⁸ Idem
- ¹⁹ “Textes choisis de Babeuf”, Musée Social
- ²⁰ idem
- ²¹ idem
- ²² Encyclopaedia Universalis, 1990.
- ²³ “La voie libertaire”, Michel Ragon, Plon 1991
- ²⁴ Daniel Guérin, “Ni Dieu ni Maître”, Maspero, Paris, 1970
- ²⁵ Gaetano Manfredonia, “L’anarchisme en Europe”, *Que sais-je ?*, PUF, 2001
- ²⁶ Idem
- ²⁷ “La voie libertaire”, Michel Ragon, Plon, 1991
- ²⁸ Albert Camus “L’homme révolté”, Gallimard, 1951
- ²⁹ idem

- ³⁰ idem
- ³¹ "Introduction à une politique de l'homme", Edgar Morin, Seuil, 1965
- ³² "Il faut défendre la société", Michel Foucault, Gallimard, 1976
- ³³ idem
- ³⁴ Albert Camus, "Le mythe de sisyphé", Gallimard, 1942
- ³⁵ idem
- ³⁶ André Lalande, "Vocabulaire technique et critique de la philosophie", PUF, 1968
- ³⁷ "Fédéralisme, socialisme, antithéologisme", Belibaste, 1975
- ³⁸ Daniel Colson, "Petit lexique philosophique de l'anarchisme, de Proudhon à Deleuze", Librairie Générale Française, 2001
- ³⁹ Max Weber, "Le savant et le politique", Plon, 1959
- ⁴⁰ Pierre Bourdieu, "Interventions, 1964-2001, science sociale et action politique", Agone, 2002
- ⁴¹ "Vocabulaire technique et critique de la philosophie", A.Lalande, PUF, 1968
- ⁴² Michel Foucault, "Histoire de la sexualité-La volonté de savoir", Gallimard, 1976
- ⁴³ Pierre Bourdieu, "Interventions, 1964-2001, science sociale et action politique", Agone, 2002
- ⁴⁴ "Qu'est-ce que la politique ?", Hannah Arendt
- ⁴⁵ Daniel Colson, "Petit lexique philosophique de l'anarchisme, de Proudhon à Deleuze", Librairie Générale Française, 2001
- ⁴⁶ "Qu'est-ce que la politique ?", Hannah Arendt
- ⁴⁷ Pierre Bourdieu, "Choses dites", ed. de minuit, Le sens commun 52 Pierre Bourdieu, "Choses dites", ed. de minuit, Le sens commun 53 "Qu'est-ce que la politique ?", Hannah Arendt
- ⁴⁸ idem
- ⁴⁹ cité par Daniel Colson, "Petit lexique philosophique de l'anarchisme, de Proudhon à Deleuze", Librairie Générale Française, 2001
- ⁵⁰ Kropotkine, "L'anarchie, sa philosophie, son idéal", Bibliothèque sociologique P.V Stock et Cie ed., 1913
- ⁵¹ Michel Foucault, "Histoire de la sexualité-La volonté de savoir", Gallimard, 1976
- ⁵² Michel Foucault, "Il faut défendre la société", Gallimard, 1976
- ⁵³ Proudhon, "De la capacité politique des classes ouvrières", cité dans le "Petit lexique philosophique de l'anarchisme" de Daniel Colson, Librairie Générale Française, 2001
- ⁵⁴ idem
- ⁵⁵ Pierre Bourdieu, "Propos sur le champ politique", Presses Universitaires de Lyon, 2000
- ⁵⁶ Michel Foucault, "Il faut défendre la société", Gallimard, 1976
- ⁵⁷ Bakounine, "Dieu et l'Etat", Milles et une nuit, 2000
- ⁵⁸ Hannah Arendt, "Qu'est-ce que la politique ?"
- ⁵⁹ idem
- ⁶⁰ Pierre Bourdieu, "Propos sur le champ politique", Presses Universitaires de Lyon, 2000

- ⁶¹ Cornélius Castoriadis, "L'institution imaginaire de la société", Seuil, 1975
- ⁶² Edgar Morin, interview sur radio Canada le jeudi 10 juin 1999
- ⁶³ Michel Foucault, "Histoire de la sexualité-La volonté de savoir", Gallimard, 1976
- ⁶⁴ idem
- ⁶⁵ Michel Foucault, "Il faut défendre la société", Gallimard, 1976
- ⁶⁶ Bakounine, "Dieu et l'Etat", Mille et une nuits, 2000
- ⁶⁷ Jacques Rancière, catalogue de l'exposition "Les voyages de Don Quichotte" produite par La parole errante en 2001
- ⁶⁸ cité par Daniel Colson, "Système des contradictions, Rivière, t.2
- ⁶⁹ catalogue de l'exposition "Les voyages de Don Quichotte" produite par La parole errante en 2001
- ⁷⁰ Yves Bénot, catalogue de l'exposition "Les voyages de Don Quichotte" produite par La parole errante en 2001
- ⁷¹ Jacques Rancière, catalogue de l'exposition "Les voyages de Don Quichotte" produite par La parole errante en 2001
- ⁷² "Introduction à une politique de l'homme", Edgar Morin, Seuil, 1965
- ⁷³ idem
- ⁷⁴ "Petit lexique philosophique de l'anarchisme" de Daniel Colson, Librairie Générale Française, 2001
- ⁷⁵ Deleuze et Guattari, "Mille plateaux", ed. de Minuit, 1980, cité par Daniel Colson
- ⁷⁶ Michel Foucault, "L'Herméneutique du sujet", Gallimard, 2001, cité par Daniel Colson
- ⁷⁷ Elisée Reclus, "L'anarchie", Paris Bureau des "Temps nouveaux", 1896
- ⁷⁸ Kropotkine, "L'anarchie, sa philosophie, son idéal", 1896, Biblio. sociologique, P.V Stock et Cie ed., 1913
- ⁷⁹ Pierre Bourdieu, "Méditations Pascaliennes", Seuil, 1997, cité par Daniel Colson
- ⁸⁰ "Introduction à une politique de l'homme", Edgar Morin, Seuil, 1965
- ⁸¹ Friedrich Nietzsche, "Le livre du philosophe", Auber Flammarion, 1969
- ⁸² idem, p.52